L'ÉMOTION N'A PAS DE COULEUR

N/B

N°71 - FÉVRIER 2026

LUMIÈRES SOMBRES

Quand la technologie rêve d'autorité

AMITIÉS ARTIFICIELLES

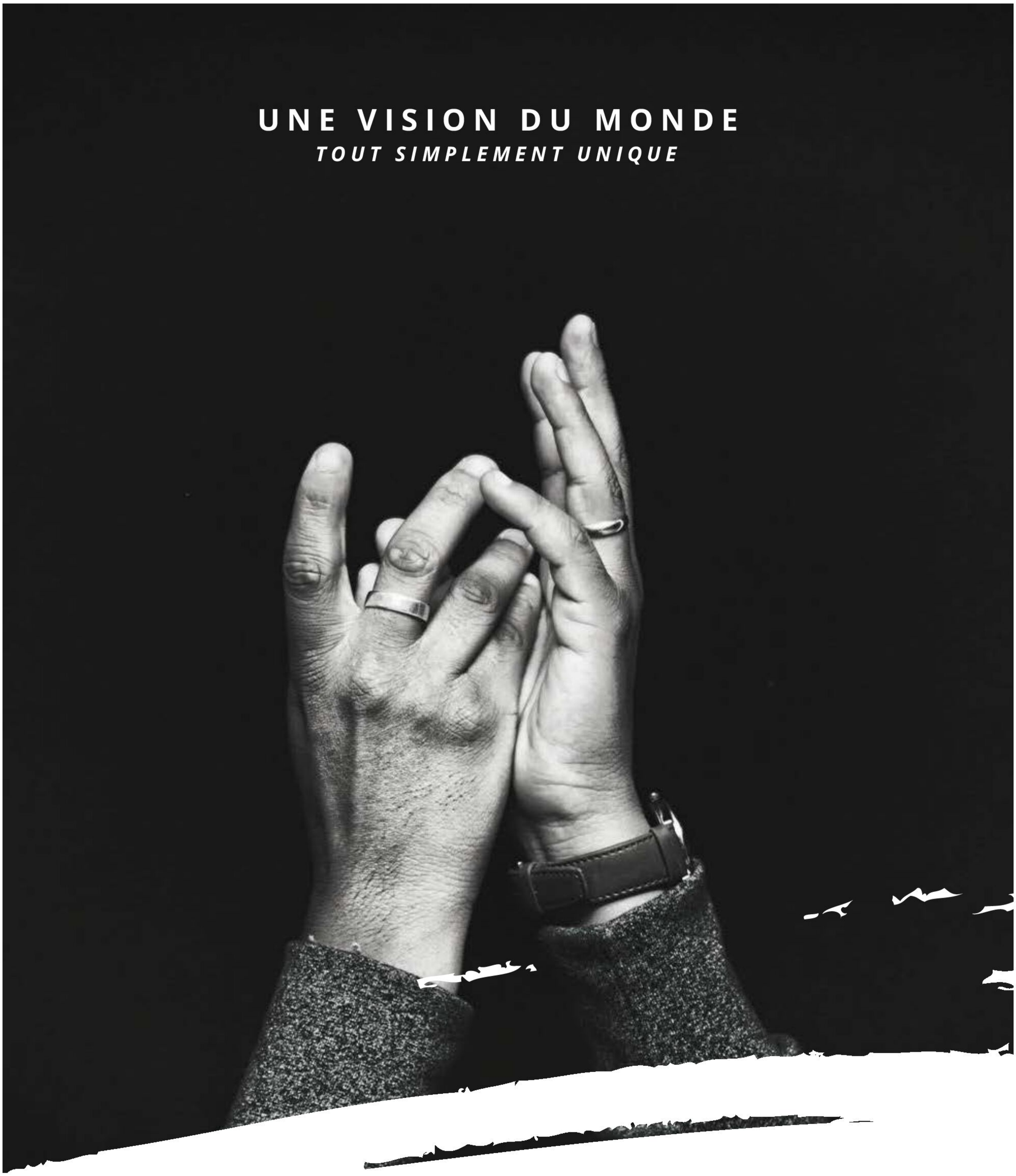
Remède moderne à la solitude ?

MAISONS CLOSES

Leur retour souhaitable en France ?

AFFAIRE EPSTEIN

Un dossier judiciaire hors norme



Folie Argentique

LE MONDE ET LA CULTURE...
À UNE PHOTO PRÈS ?

NOIR ET BLANC 2026

Sommaire

N.B 02/26

C.A Andoni

04. Jeffrey Epstein : Révélations chocs , documents déclassifiés

12. Foire d’art version “espace” : La culture sur MARS ?

14. Bordels remis à la mode ? Doit-on légaliser la prostitution ?

38. Lumières sombres : Philo réac aux USA ?

46. Installations d’art interactif : Les musées vivants sont là !

50. Amitiés artificielles : La solution remède parle

68. Coin du feu : la bande dessinée du mois !

88. Minneapolis en feu : l’heure de la résistance citoyenne

Noir & Blanc est édité par :
Clotilde Andoni édition
8 rue des peupliers
17 000 La Rochelle
Bi - Mensuel : n°1 / février 2026

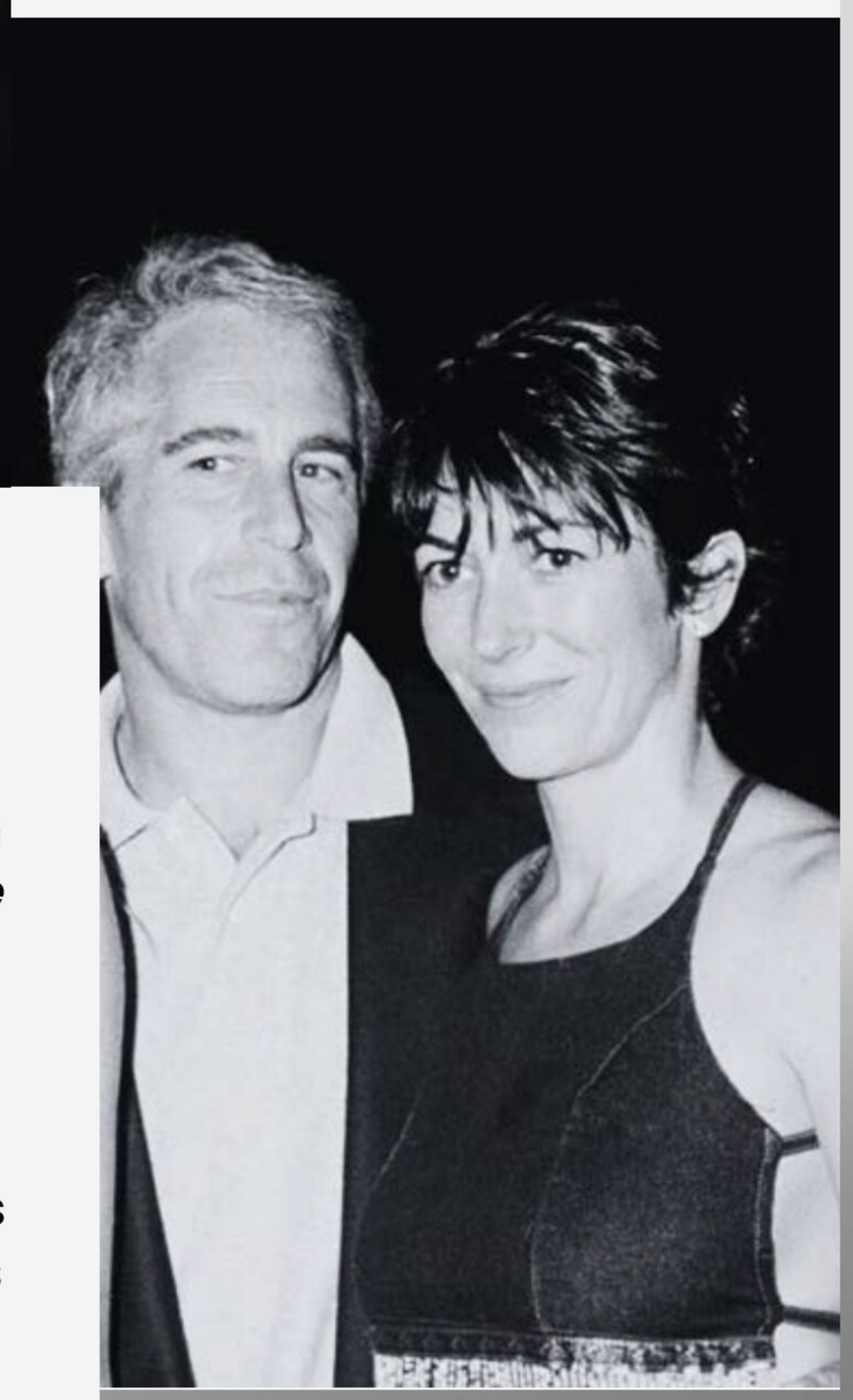
Directrice de publications :
Lucie Pinzano
Rédacteur en chef :
Tom Vong
Rédacteur adjoint : Marion Melle

Design en chef : *Marjorie Xheni*
Aide à la rédaction : *Céline Bui*
Aide à la maquette : Rémi Brun
Photos éditos : Amélie Bourges

Merci à nos autres photographes : Raphaël Botin (@Rbotin75) et Erwan Chateigner (@ECPhotos) pour leur contribution

ENQUÊTE

L'AFFAIRE EPSTEIN



L'AFFAIRE EPSTEIN CHRONOLOGIE D'UN DOSSIER JUDICIAIRE HORS NORME

Depuis le milieu des années 2000, l'affaire Jeffrey Epstein traverse les juridictions américaines sous la ***forme d'une suite discontinue de plaintes***, d'accords, de poursuites avortées et de procédures relancées. Loin d'un dossier linéaire, elle se construit par strates successives, entre décisions judiciaires partielles et zones laissées en suspens. ***Cette chronologie retrace***, faits établis et actes de justice à l'appui, le déroulement de l'affaire depuis les premières accusations jusqu'aux publications documentaires les plus récentes.

Des origines à l’accord judiciaire (années 1990–2008)

Au début des années 1990, Jeffrey Epstein est une figure marginale mais déjà bien installée dans certains cercles de pouvoir américains.

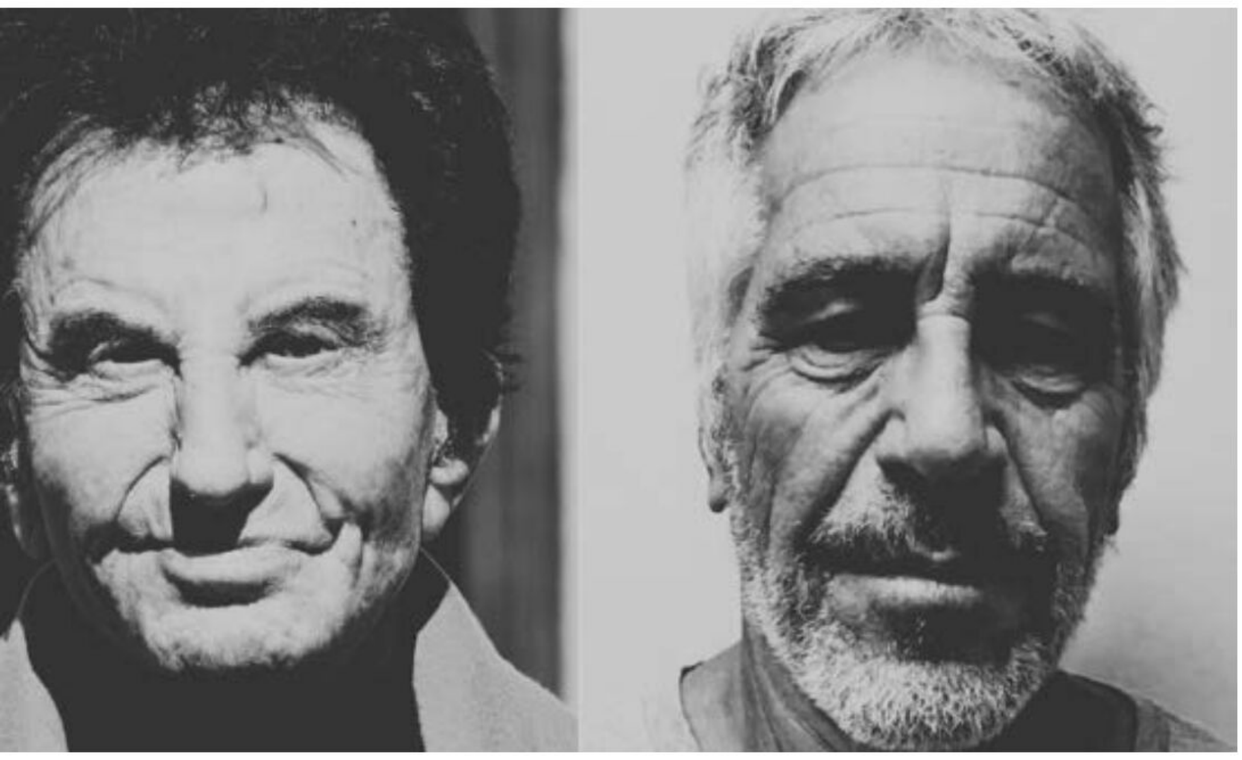
Son parcours intrigue. Ancien professeur de mathématiques devenu financier, il affirme gérer la fortune d’un nombre extrêmement restreint de clients très fortunés. Ses structures financières sont opaques, son activité exacte difficile à cerner, mais sa capacité à mobiliser des ressources considérables ne fait guère de doute. Il acquiert, au fil des années, plusieurs propriétés de grande valeur, notamment à New York, en Floride, dans les Caraïbes et plus tard dans le sud-ouest des États-Unis.

À cette époque, Epstein cultive une sociabilité étendue. Il est reçu dans des cercles politiques, académiques et économiques, fréquente des universités prestigieuses, finance des projets de recherche, organise des réceptions privées. Rien, dans l’espace public, ne vient alors troubler cette image d’homme d’affaires singulier, parfois jugé excentrique, mais légalement irréprochable. Aucun dossier judiciaire ne le vise, aucune plainte publique n’est enregistrée à son encontre. Ce sont pourtant des faits supposés antérieurs à cette période qui seront plus tard évoqués par plusieurs femmes, affirmant avoir été mineures au moment des rencontres.

Ces récits, recueillis des années plus tard, décrivent un même mode opératoire : des rendez-vous organisés dans des résidences privées, des paiements en espèces, et un système de mise en relation reposant sur d’autres adolescentes déjà en contact avec Epstein. À l’époque où ces faits auraient eu lieu, aucun signalement ne déclenche d’enquête officielle.

La situation bascule au printemps 2005. À Palm Beach, en Floride, les parents d’une adolescente de 14 ans se présentent à la police locale. Leur fille leur a rapporté avoir été conduite au domicile de Jeffrey Epstein, où elle aurait été rémunérée pour des gestes à caractère sexuel. Elle explique que le rendez-vous lui a été proposé par une autre adolescente et qu’elle a été encouragée à en recruter d’autres selon le même schéma.

La police de Palm Beach ouvre une enquête formelle. Les premiers éléments recueillis conduisent les enquêteurs à auditionner d’autres jeunes filles de la région. Rapidement, plusieurs témoignages concordants émergent. Certaines adolescentes déclarent avoir été mineures au moment des faits. Les récits décrivent des rencontres similaires, des paiements en espèces et une absence apparente de contrainte physique directe, mais un cadre relationnel déséquilibré, fondé sur l’âge, l’argent et la répétition des rendez-vous.



De la détention aménagée à la réouverture fédérale (2008-2019)

Au fil des mois, le dossier s'étoffe. Les enquêteurs locaux estiment que les éléments réunis sont suffisants pour caractériser des infractions sexuelles graves impliquant des mineures. Un rapport détaillé est constitué, recensant les témoignages, les lieux, les dates et les modalités de contact. Compte tenu de la nature des faits, le dossier est transmis au bureau du procureur de l'État de Floride.

Parallèlement, les autorités locales sollicitent l'examen du dossier par le bureau du procureur fédéral du district sud de Floride, en raison de soupçons portant sur un système de recrutement organisé susceptible de relever du droit fédéral.

Entre 2005 et 2006, l'enquête se poursuit sans qu'aucune inculpation ne soit prononcée. Jeffrey Epstein n'est ni arrêté ni placé en détention provisoire. Il continue de résider en Floride et de se déplacer librement. Les plaignantes ne sont pas informées des échanges en cours entre les autorités locales et fédérales, ni des orientations judiciaires envisagées.

À partir de 2006, le traitement du dossier change de nature. Les procureurs engagent des discussions avec les avocats de Jeffrey Epstein. Ces négociations, qui se déroulent hors de la sphère publique, portent sur la qualification pénale des faits et sur la possibilité d'un règlement négocié. Les éléments réunis par la police locale sont pourtant jugés solides par plusieurs enquêteurs, qui recommandent des poursuites pénales substantielles.

En 2007, les discussions aboutissent à un accord de non-poursuite fédérale. En contrepartie, Epstein accepte de plaider coupable devant une juridiction de l'État de Floride pour des infractions limitées. L'accord prévoit l'abandon de toute poursuite fédérale liée aux faits alors connus, y compris à l'encontre d'éventuels complices mentionnés dans le dossier. Les victimes ne sont pas informées formellement de cet accord avant sa conclusion.

En juin 2008, Jeffrey Epstein plaide coupable à deux chefs d'accusation en Floride, dont l'un concerne la sollicitation d'une mineure à des fins de prostitution. Les charges initialement envisagées pour crimes sexuels aggravés sont écartées. La peine prononcée est de dix-huit mois d'emprisonnement, assortie de conditions particulières d'exécution.

À partir de l'été 2008, alors que Jeffrey Epstein commence à purger sa peine dans le comté de Palm Beach, les conditions d'exécution de celle-ci suscitent peu d'attention publique. Condamné à dix-huit mois d'emprisonnement, il bénéficie d'un régime dit de « work release », qui lui permet de quitter la prison jusqu'à douze heures par jour, six jours par semaine, pour se rendre dans un bureau situé à l'extérieur de l'établissement. Chaque soir, il est tenu de regagner sa cellule. Ce régime, validé par l'administration pénitentiaire locale, s'écarte des pratiques habituellement appliquées dans des affaires comparables impliquant des infractions sexuelles sur mineurs.

Epstein purge effectivement une partie de sa peine dans ce cadre. En juillet 2009, après environ treize mois de détention, il est libéré. Il demeure soumis à l'obligation de s'enregistrer comme délinquant sexuel. Ce statut lui impose des contraintes formelles, notamment la déclaration de son lieu de résidence, mais ne lui interdit ni de voyager ni de reprendre une activité sociale étendue.

Sur le plan judiciaire, la libération d'Epstein marque la clôture apparente du dossier pénal ouvert en Floride. L'accord de non-poursuite fédérale conclu en 2007 reste en vigueur. Aucune nouvelle poursuite pénale n'est engagée à ce stade par les autorités fédérales, et aucune inculpation supplémentaire n'est prononcée au cours des années suivantes.

Le **stratège** et la **fabrication** du récit

À partir de 2009, Epstein reprend progressivement une vie publique active. Il réside entre la Floride et New York, séjourne régulièrement dans ses autres propriétés et reçoit des invités. Il continue à entretenir des relations dans les milieux académiques, scientifiques et économiques, où il apparaît comme un donateur ou un intermédiaire financier. **Ces activités sont attestées par des invitations, des échanges de courriels et des témoignages ultérieurs. Parallèlement**, l'affaire se déplace sur le terrain civil. À partir de 2011, plusieurs femmes engagent des actions en réparation contre Epstein, affirmant avoir été mineures au moment des faits. Ces procédures reposent sur les mêmes éléments factuels que ceux évoqués lors de l'enquête de Floride : rencontres répétées, paiements en espèces et mécanismes de recrutement entre adolescentes. Le contentieux civil permet aux plaignantes d'agir en dehors du cadre pénal, selon un régime de preuve distinct.

Plusieurs de ces procédures aboutissent à des règlements amiables. Les montants exacts ne sont pas systématiquement rendus publics et les accords conclus ne comportent pas de reconnaissance de culpabilité pénale.

Dernier entretien

Une romance

Manifestations

Ils n'entraînent pas non plus de réouverture des poursuites criminelles. Juridiquement, Epstein demeure un homme libre, déjà condamné, mais non poursuivi pour de nouveaux faits. Dans le même temps, certaines victimes contestent la légalité de l'accord de non-poursuite fédérale de 2007. Elles soutiennent ne pas avoir été informées de cet accord, en violation de leurs droits procéduraux. Ces démarches donnent lieu à des décisions judiciaires reconnaissant des manquements dans la manière dont l'accord a été conclu. Toutefois, ces constats n'aboutissent pas, à ce stade, à l'annulation de l'accord ni à des poursuites pénales nouvelles contre Epstein. Entre 2011 et 2018, l'affaire ***Epstein demeure ainsi dans une zone intermédiaire***. Elle existe dans des procédures civiles, dans des recours administratifs et dans des enquêtes journalistiques, mais elle ne réintègre pas le champ pénal. Epstein continue de se déplacer, de recevoir et de fréquenter des cercles influents, sans être inquiété par la justice criminelle.

Cette situation prend fin à l'été 2019. À la suite de nouvelles investigations fédérales menées dans le district sud de New York, Jeffrey Epstein est arrêté et inculpé pour des faits de trafic sexuel impliquant des mineures. Pour la première fois depuis plus d'une décennie, le dossier sort du cadre civil et administratif pour redevenir une affaire pénale fédérale à part entière.

Arrestation, détention et mort en prison (2019)

Le 6 juillet 2019, Jeffrey Epstein est arrêté à l'aéroport de Teterboro, dans le New Jersey, à son retour d'un vol en provenance de Paris. Il est inculpé par le bureau du procureur fédéral du district sud de New York pour trafic sexuel de mineures et conspiration en vue de commettre du trafic sexuel. L'acte d'accusation décrit un système organisé, s'étendant sur plusieurs années, impliquant le recrutement de jeunes filles mineures, leur transport et leur exploitation sexuelle dans plusieurs résidences appartenant à Epstein.

Contrairement à la procédure engagée en Floride plus d'une décennie auparavant, l'inculpation fédérale repose sur des chefs d'accusation susceptibles d'entraîner une peine de plusieurs dizaines d'années de prison. Les procureurs estiment que l'accord de non-poursuite conclu en 2007 ne s'applique pas aux faits poursuivis à New York, ni aux actes commis après sa conclusion.

Placée sous contrôle judiciaire, la procédure suscite immédiatement une forte attention médiatique. Epstein plaide non coupable. Ses avocats demandent sa libération sous caution, en proposant un placement en résidence surveillée assorti de garanties financières et de mesures de surveillance privées. Ces demandes sont rejetées par le tribunal, qui considère Epstein comme présentant un risque de fuite et de récidive.

Jeffrey Epstein est incarcéré au Metropolitan Correctional Center, une prison fédérale située à Manhattan. Il est placé en détention provisoire dans l'attente de son procès. Les premières semaines de détention sont marquées par des conditions strictes, incluant une surveillance renforcée. Le 23 juillet 2019, Epstein est retrouvé inconscient dans sa cellule, présentant des blessures au cou. L'incident donne lieu à des examens médicaux et à l'ouverture d'enquêtes internes. Epstein est placé sous surveillance accrue à la suite de cet épisode.

Le 10 août 2019, Jeffrey Epstein est retrouvé mort dans sa cellule. Les secours sont appelés, mais son décès est constaté sur place. Une autopsie est pratiquée par le médecin légiste de la ville de New York, qui conclut à un suicide par pendaison. Le ministère de la Justice ouvre des enquêtes administratives portant sur les conditions de détention, la surveillance et le respect des protocoles pénitentiaires.

La mort d'Epstein entraîne l'extinction immédiate de l'action publique à son encontre. Le procès pénal n'aura pas lieu. Sur le plan judiciaire, les poursuites fédérales sont abandonnées, faute de prévenu. Cette issue brutale met fin à la possibilité d'un examen contradictoire des faits devant un tribunal pénal.

Dans l'opinion publique, le décès d'Epstein suscite de nombreuses interrogations et alimente des spéculations. Sur le plan institutionnel, toutefois, les conclusions officielles restent inchangées. Les enquêtes administratives mettront en évidence des dysfonctionnements graves au sein de l'établissement pénitentiaire, notamment des défaillances dans la surveillance des détenus, sans établir de responsabilité pénale tierce dans la mort d'Epstein.

La disparition du principal accusé modifie profondément la trajectoire judiciaire de l'affaire. Elle ne met pas un terme aux procédures connexes, mais en déplace le centre de gravité. L'attention se tourne désormais vers les personnes soupçonnées d'avoir facilité ou organisé les faits reprochés, au premier rang desquelles figure Ghislaine Maxwell.

Le procès Maxwell et la persistance judiciaire de l'affaire (2020–2022)

Après la mort de Jeffrey Epstein, la procédure pénale fédérale engagée à New York s'éteint à son encontre. L'affaire ne disparaît pas pour autant du champ judiciaire. Dès l'été 2020, l'attention des procureurs se concentre sur Ghislaine Maxwell, proche collaboratrice d'Epstein depuis les années 1990, régulièrement décrite par plusieurs plaignantes comme une facilitatrice centrale du système mis en place.

Le 2 juillet 2020, Ghislaine Maxwell est arrêtée par le FBI dans le New Hampshire. Elle est inculpée par un grand jury fédéral de plusieurs chefs d'accusation, dont conspiration en vue d'inciter des mineures à des actes sexuels, transport de mineures à des fins sexuelles et parjure. L'acte d'accusation couvre des faits supposés s'être déroulés entre le milieu des années 1990 et le début des années 2000. Placée en détention provisoire, Maxwell plaide non coupable. Ses demandes de libération sous caution sont rejetées à plusieurs reprises, les juges estimant qu'elle présente un risque de fuite et qu'elle dispose de ressources financières et relationnelles importantes. La procédure se poursuit dans un climat médiatique intense, nourri par les révélations antérieures et par l'absence de procès d'Epstein lui-même.

Le procès s'ouvre à New York à l'automne 2021. L'accusation présente une série de témoignages de femmes affirmant avoir été mineures au moment des faits. Elles décrivent le rôle attribué à Maxwell dans le recrutement, la préparation et la normalisation des rencontres avec Epstein. Les procureurs s'appuient également sur des éléments matériels, parmi lesquels des carnets, des échanges écrits et des documents logistiques, destinés à corroborer la structure et la durée du système décrit.

La défense conteste la crédibilité des témoins et soutient que les accusations reposent sur des faits anciens, difficiles à vérifier, et sur des interprétations rétrospectives. Elle insiste sur l'absence de certaines preuves matérielles directes et sur le contexte médiatique entourant l'affaire Epstein. Le tribunal limite strictement le périmètre du procès aux faits imputés à Maxwell, excluant toute mise en cause pénale d'autres personnalités non poursuivies.

En décembre 2021, le jury rend son verdict. Ghislaine Maxwell est reconnue coupable de plusieurs chefs d'accusation liés au recrutement et à l'exploitation de mineures à des fins sexuelles. En juin 2022, elle est condamnée à une peine de vingt ans de prison. Cette condamnation constitue le principal aboutissement pénal de l'affaire Epstein, en l'absence de jugement du principal accusé.

Sur le plan judiciaire, le verdict Maxwell établit l'existence d'un système criminel structuré autour d'Epstein et de son entourage immédiat. Il ne se prononce toutefois ni sur l'identité d'éventuels bénéficiaires extérieurs au dispositif, ni sur la responsabilité pénale de tiers non inculpés. La justice pénale s'arrête là où s'arrête la compétence des poursuites engagées.

Jean-Luc Brunel : recruteur présumé et intermédiaire du système Epstein

Jean-Luc Brunel occupe une place singulière dans l'affaire Epstein. Contrairement à de nombreuses personnalités citées dans les documents sans rôle opérationnel établi, Brunel apparaît de manière récurrente dans des témoignages concordants comme un intermédiaire actif, impliqué dans le recrutement et la mise à disposition de jeunes femmes, en particulier dans le milieu du mannequinat.

Un parcours dans le mannequinat international

Né en 1946, Jean-Luc Brunel fait carrière dans le milieu du mannequinat à partir des années 1970.

Il fonde et dirige plusieurs agences, dont MC2 Model Management, implantée à New York, Miami et en Europe. Il évolue dans un univers caractérisé par une forte asymétrie de pouvoir, où de jeunes femmes, parfois mineures, sont dépendantes d'intermédiaires pour accéder à des contrats, des visas ou des opportunités professionnelles.

C'est dans ce contexte professionnel que Brunel rencontre Jeffrey Epstein dans les années 1990. Leur relation est attestée par des témoignages, des photographies et des déplacements communs. Les documents disponibles montrent une proximité durable, tant personnelle que professionnelle.

Les accusations portées par plusieurs femmes

À partir des années 2000, puis de manière plus visible après 2010, plusieurs femmes accusent Jean-Luc Brunel de faits d'agressions sexuelles et de viols, certains remontant à leur minorité. Ces accusations sont formulées dans des témoignages médiatiques, des plaintes civiles et des procédures judiciaires, principalement en France.

Dans le cadre de l'affaire Epstein, plusieurs victimes déclarent que Brunel aurait servi de recruteur ou d'intermédiaire, en orientant de jeunes mannequins ou aspirantes mannequins vers Epstein. Ces témoignages décrivent un schéma récurrent : promesses de carrière, invitations à des événements ou des résidences privées, et exposition à des situations d'abus.

Ces éléments ne sont pas jugés dans le procès Maxwell, mais apparaissent dans des dépositions civiles et dans des récits recueillis par les autorités françaises et américaines.

L'ouverture de la procédure judiciaire en France

En décembre 2020, Jean-Luc Brunel est interpellé à l'aéroport Charles-de-Gaulle et placé en garde à vue. Il est mis en examen par un juge d'instruction français pour viols sur mineures, viols, agressions sexuelles et harcèlement sexuel. Les faits reprochés s'étendent sur plusieurs décennies.

Placée sous contrôle judiciaire, puis incarcéré en détention provisoire, Brunel nie l'ensemble des accusations. La procédure française repose sur des plaintes déposées par plusieurs femmes, indépendamment des poursuites engagées aux États-Unis contre Epstein et Maxwell.

La détention et la mort en prison

Jean-Luc Brunel est incarcéré à la prison de la Santé, à Paris, dans l'attente de son jugement. Le 19 février 2022, il est retrouvé mort dans sa cellule. Les autorités françaises concluent à un suicide par pendaison. Une enquête administrative est ouverte afin de vérifier les conditions de détention. Sa mort met un terme définitif à la procédure pénale engagée contre lui. Aucun procès n'a lieu. Aucune décision judiciaire ne statue sur le fond des accusations portées contre lui.

Comme dans le cas d'Epstein, l'extinction de l'action publique empêche toute qualification pénale définitive de son rôle. À l'issue du procès, l'affaire entre dans une nouvelle phase. Les procédures pénales sont désormais closes ou fortement réduites. Le débat se déplace vers l'examen des archives, des documents judiciaires et des éléments rendus publics au fil des années, qui continuent d'alimenter interrogations et interprétations sur l'étendue du réseau d'Epstein.

Documents, archives et personnalités citées : le temps des pièces (2022–2026)

À partir de 2022, puis de manière plus marquée entre 2023 et 2026, plusieurs décisions judiciaires et administratives conduisent à la publication progressive de documents liés aux différentes procédures : pièces civiles, éléments d'instruction, dépositions, correspondances et registres logistiques.

Ces documents sont de nature hétérogène. Certains proviennent de procédures civiles intentées par des victimes contre Epstein ou son entourage. D'autres sont issus de dossiers judiciaires fédéraux ou d'archives administratives. Leur publication s'accompagne fréquemment de caviardages, destinés à protéger la vie privée des victimes, de témoins non poursuivis ou de personnes citées sans mise en cause pénale.

Parmi les éléments rendus publics figurent notamment des carnets de contacts, des agendas, des registres de vols, des échanges de courriels et des transcriptions de dépositions. Pris isolément, ces documents attestent de relations sociales, de déplacements ou de communications. Ils ne constituent pas, en eux-mêmes, des preuves pénales d'infractions commises par les personnes qui y apparaissent.

La publication de ces pièces entraîne néanmoins une attention accrue portée aux noms de personnalités politiques, économiques, académiques ou culturelles mentionnées dans les documents. Certaines apparaissent comme des contacts, des invités ou des connaissances d'Epstein. D'autres sont citées dans des témoignages ou des dépositions, sans qu'aucune accusation pénale n'ait été retenue contre elles. Sur le plan juridique, la distinction est nette. Être mentionné dans un carnet, un agenda ou un registre de vol ne vaut ni mise en cause ni inculpation. Être cité dans une déposition ne constitue pas une preuve, mais un élément soumis à vérification contradictoire. En l'absence de poursuites, ces mentions ne produisent aucun effet judiciaire.

Les autorités judiciaires rappellent à plusieurs reprises que les procédures pénales engagées dans l'affaire Epstein ont donné lieu à un nombre limité d'inculpations et de condamnations. En dehors de Jeffrey Epstein lui-même, décédé avant son procès, et de Ghislaine Maxwell, condamnée en 2022, aucune autre personne n'a été reconnue coupable dans ce dossier. Les documents rendus publics ne modifient pas cet état de droit.

Dans le débat public, toutefois, ces publications nourrissent une lecture plus large de l'affaire. Elles alimentent des interrogations sur les cercles fréquentés par Epstein, sur les protections dont il a pu bénéficier et sur les limites de l'action judiciaire face à des réseaux sociaux et financiers puissants. Ces questions relèvent davantage de l'analyse politique, médiatique ou morale que du champ strictement judiciaire.

Entre 2022 et 2026, l'affaire Epstein se stabilise ainsi dans une forme de clôture imparfaite. Les faits ont été partiellement jugés, certains mécanismes établis, mais l'ensemble du système décrit par les victimes n'a pas fait l'objet d'un procès global. La justice a produit des décisions, mais pas de récit totalisant.

Les ramifications relationnelles de Jeffrey Epstein : Cartographie factuelle d'un réseau transnational

Les documents publiés depuis 2022 montrent que le sociogramme de Jeffrey Epstein dépasse largement le cadre des relations sociales nord-américaines et touche des personnalités, des intermédiaires et des connexions dans plusieurs sphères internationales. Ces relations, attestées par des courriels, des registres de vols, des carnets d'adresses, des dépositions civiles et des correspondances, n'établissent pas de responsabilité pénale automatique. Elles révèlent cependant des ramifications variées et durables, entretenues sur plusieurs décennies et dans plusieurs pays.

Aux États-Unis, plusieurs figures du monde financier apparaissent de manière récurrente. Leon Black est mentionné dans des échanges et des rencontres liés à des conseils financiers et à la gestion de patrimoine. Glenn Dubin figure dans des carnets d'adresses et des témoignages décrivant une relation sociale et familiale ancienne avec Epstein. Leslie Wexner apparaît comme un partenaire économique central des années 1990, Epstein ayant géré une part importante de ses affaires financières pendant une longue période. Dans chacun de ces cas, les documents établissent l'existence de relations professionnelles ou sociales, sans poursuites pénales engagées.

Dans la sphère politique et institutionnelle américaine, Bill Clinton est mentionné dans des registres de vols et des événements publics à l'étranger, notamment dans le cadre d'initiatives humanitaires. Donald Trump et Elon Musk apparaîssent dans des contextes sociaux documentés dans les années 1990 en Floride et à New York. Ces mentions relèvent de la sociabilité et de déplacements attestés, sans qualification pénale.

Hors des États-Unis, le réseau d'Epstein s'étend au Royaume-Uni. Le prince Andrew, duc d'York, est documenté par des photographies, des séjours et des correspondances. Cette relation sociale étroite a donné lieu à une procédure civile conclue par un accord transactionnel, sans reconnaissance de responsabilité pénale. Sarah Ferguson, duchesse d'York, apparaît indirectement dans des échanges financiers postérieurs à la première condamnation d'Epstein, sans implication judiciaire. En Europe, le cas le plus détaillé est celui de Jack Lang, ancien ministre de la Culture et président de l'Institut du Monde arabe à Paris. Les documents montrent des échanges électroniques réguliers entre lui et Epstein entre 2012 et 2019, parfois dans un ton amical et accompagnés d'invitations à des événements culturels ou sociaux. La publication de ces échanges a conduit à la démission de Jack Lang de son poste à l'Institut du Monde arabe et à l'ouverture d'une enquête préliminaire par le Parquet national financier français pour des chefs liés à des suspicions de blanchiment de fraude fiscale aggravée en lien avec des structures financières communes révélées par les archives. Ces mentions concernent à la fois Jack Lang et sa fille Caroline Lang, dont le nom apparaît dans les fichiers comme associé à Epstein. Selon la presse française, Caroline Lang a cofondé en 2016 avec Jeffrey Epstein une société offshore domiciliée dans les îles Vierges, appelée Prytanee LLC, avec des buts déclarés de soutien à l'art ou à des œuvres culturelles. Les documents montrent que son nom figure aussi dans un testament financier d'Epstein rédigé à la fin de sa vie, dans lequel une somme significative lui était promise, bien qu'elle déclare ne pas avoir perçu ces fonds ni en avoir eu connaissance jusqu'à la publication des documents.

La question qui demeure, une fois refermés les dossiers pénaux et épuisées les procédures, est celle de la possibilité même d'une justice pleine et entière. L'affaire Epstein pose cette interrogation avec une acuité rare, non parce que les faits seraient restés entièrement inconnus, mais parce qu'ils ont été traités de manière fragmentaire, tardive et inégale. La justice a agi, mais par à-coups, dans des temporalités disjointes, et souvent en deçà de ce que les victimes et l'opinion attendaient d'elle. Sur le plan strictement juridique, la réponse est partielle. Des condamnations ont été prononcées, des responsabilités individuelles établies, des mécanismes reconnus. Mais l'absence de procès global, la mort de deux figures centrales avant tout jugement contradictoire, et le poids d'accords conclus en amont ont limité la portée de l'action judiciaire. Le droit pénal ne statue que sur ce qui lui est soumis, dans le cadre qui lui est imposé. Il ne reconstitue pas un système dans son ensemble s'il n'en a ni le temps, ni les preuves recevables, ni les prévenus. Cette limite n'est pas propre à l'affaire Epstein. Elle tient à la structure même de la justice pénale, fondée sur l'individualisation des faits et des responsabilités.

FOIRE D'ART

DE KARLSRUHE : ET SI L'ON FAISAIT UN DÉTOUR PAR MARS ?

En misant sur la jeune création locale pour affirmer sa singularité face aux grandes foires internationales, tout en embrassant un large spectre artistique allant du XXe siècle à aujourd'hui, ***Art Karlsruhe propose une exploration joyeusement décalée de mondes imaginaires*** — jusqu'à une expérience de vie sur Mars. Un voyage artistique à découvrir jusqu'au dimanche 8 février.

par Morgane Charnière

Un astronaute immaculé, au sourire presque enfantin, vous interpelle : seriez-vous prêt à tenter l'existence sur la planète rouge ? L'invitation est lancée. Quelques pas plus loin, vous voilà glissant à l'intérieur d'un refuge doré conçu pour l'habitat martien, présenté sur le stand du ZKM (Zentrum für Kunst und Medien, Centre d'art et des médias) de Karlsruhe.

La foire Art Karlsruhe a ouvert ses portes ce jeudi 5 février, et cette installation en forme de galet scintillant en est l'un des points d'attraction. À l'intérieur, une atmosphère ouatée : le sol, recouvert d'une épaisse matière duveteuse, invite à s'allonger, à suspendre le temps. On perçoit le dehors, sans jamais être exposé aux regards — une chance, peut-être, car le visiteur est encouragé à converser en anglais avec une étrange peluche interactive baptisée Kuschelroboter. Ce "robot à câlins", à mi-chemin entre la créature indéfinissable et le cobaye futuriste, dialogue avec l'humain. L'enjeu ? Interroger la capacité de tels dispositifs à pallier une solitude devenue omniprésente dans nos sociétés contemporaines.

Intitulée « Mars ! Mobiliser les consciences pour des sociétés résilientes », l'installation du ZKM réunit sur plusieurs mois artistes, scientifiques et public autour d'une réflexion collective : comment imaginer une nouvelle organisation sociale dans l'hypothèse d'une colonisation martienne ? « De quoi aurions-nous réellement besoin pour vivre ? », interroge le cosmonaute blanc. Gouvernance, économie, alimentation, mais aussi douceur et lien social : autant de questions projetées dans un futur spéculatif.

Le bruit du béton

Cette proposition trouve de multiples résonances dans d'autres œuvres présentées à la foire. Notamment celles de Bettina von Armin, exposées dans le cadre du programme fédéral allemand re : discover, dédié à la redécouverte d'artistes engagés dans une seconde ou troisième phase de leur parcours. ***Dès 1975, la peintre imaginait des univers glacés et distanciés, à une époque marquée par une foi intense dans les technologies émergentes : conquête lunaire, promesses du nucléaire, futur rationalisé***. Art Karlsruhe joue volontairement sur les contrastes, mêlant œuvres ultra-contemporaines produites de manière analogique à des créations issues de l'intelligence artificielle. Pour ne pas perdre le fil — du moins dans l'espace — un repère s'impose : le hall 1 est consacré aux avant-gardes de la fin du XIXe siècle jusqu'à 1945 ; le hall 2 explore la seconde moitié du XXe siècle, chaque période dialoguant avec des œuvres actuelles. Impossible de passer à côté des Vespas disloquées de Stefan Rohrer.

Quant aux halls 3 et 4, ils séduisent par leur énergie et leur accessibilité, mettant en avant de jeunes artistes et des œuvres sur papier à prix abordables. On y découvre aussi, dans le hall 3, une pièce sonore de Léa ***Rossatti*** : le craquement lent et presque imperceptible du béton qui se fissure — une méditation poétique et concrète, qui ramène doucement le visiteur… sur Terre.

Au fil des allées d'Art Karlsruhe, le visiteur passe sans cesse d'un futur spéculatif à une réalité très concrète, d'une rêverie martienne à une réflexion profondément ancrée dans notre présent. La foire réussit le pari rare de conjuguer expérimentation, accessibilité et exigence artistique, sans jamais sacrifier le plaisir de la découverte. En donnant autant de place aux jeunes artistes qu'aux figures déjà inscrites dans l'histoire, elle compose un paysage sensible et cohérent. Ici, l'art interroge nos modes de vie, nos solitudes, nos utopies et nos peurs technologiques. Plus qu'un simple rendez-vous du marché de l'art, Art ***Karlsruhe*** s'affirme comme un espace de projection collective. Un lieu où l'on regarde le monde tel qu'il est, tout en osant imaginer ce qu'il pourrait devenir.

Bordels - leur retour en France ?

Faut-il légaliser la prostitution ?

Il y a des mots qui claquent comme des portes capitonnées. Maisons closes en fait partie. On croit y entendre le froissement d'un siècle révolu, des silhouettes à la Toulouse-Lautrec, un parfum d'interdit soigneusement circonscrit. Et pourtant, le terme revient aujourd'hui dans le débat politique français, porté par une actualité bien contemporaine : le Rassemblement national planche sur une proposition de loi visant à rouvrir des maisons closes en France. Un retour lexical qui n'a rien d'anodin, tant il convoque à la fois l'histoire, la morale et l'économie du sexe.

Cette résurgence intervient dans un pays qui a fait, depuis 2016, un choix clair : celui du modèle abolitionniste. En France, se prostituer n'est pas un délit, mais l'achat d'un acte sexuel est sanctionné, au nom de la lutte contre l'exploitation et la traite. Une architecture juridique pensée comme un compromis fragile : ne pas criminaliser les personnes prostituées, tout en cherchant à tarir la demande. Presque dix ans plus tard, ce cadre continue de diviser. Les partisans y voient un rempart symbolique et politique ; ses critiques dénoncent une hypocrisie qui maintient l'activité dans l'ombre et fragilise davantage celles et ceux qui en vivent. Dans ce contexte tendu, la référence aux maisons closes agit comme un révélateur. Elle déplace le débat : il ne s'agit plus seulement de punir ou de tolérer, mais d'organiser, de rendre visible, de circonscrire dans des lieux dédiés ce qui, jusqu'ici, se déploie dans l'interstice.

Derrière l'image surannée se dessine une question très actuelle : faut-il préférer un marché dissimulé, fragmenté, difficile à contrôler, ou un cadre légal assumé, au risque de normaliser ce que d'aucuns considèrent comme une violence structurelle ?

Le contraste est d'autant plus frappant lorsque l'on regarde du côté de l'Allemagne. Outre-Rhin, les maisons closes existent légalement depuis des années. Elles sont enregistrées comme des entreprises, soumises à l'impôt, aux contrôles sanitaires, au droit du travail. Dans certaines villes, elles s'inscrivent dans le paysage urbain sans éclat particulier : ni clandestines, ni vraiment marginales. Le sexe y devient une activité réglementée, presque banalisée, intégrée à l'économie formelle.

Cette normalisation n'a pourtant rien d'un conte moral à l'allemande. La légalisation n'a pas fait disparaître les violences, ni réglé définitivement la question de la contrainte et de la traite. Elle a déplacé les lignes : rendu certaines pratiques plus visibles, donné des outils juridiques à certains acteurs, tout en laissant subsister des zones d'ombre. Entre protection affichée et réalités vécues, le modèle allemand continue d'alimenter les controverses, y compris chez ceux qui l'ont mis en place.

C'est cette tension — entre idéal abolitionniste et pragmatisme réglementaire, entre morale publique et gestion concrète des corps — que le retour des maisons closes dans le débat français met à nu. Plus qu'un simple projet de loi, la proposition agite une question ancienne et toujours brûlante : que dit une société de son rapport au désir, à l'argent et au pouvoir lorsqu'elle envisage, à nouveau, d'organiser le commerce du sexe ?

Le 8 décembre 2025, le député du Rassemblement national Jean-Philippe Tanguy a jeté un pavé soigneusement poli dans une mare déjà trouble : l'annonce de son intention de déposer une proposition de loi visant à rouvrir des maisons closes en France, administrées non par des tiers mais par les travailleuses du sexe elles-mêmes. L'argument avancé est frontal, presque brutal : selon l'élu, la pénalisation des clients aurait eu pour effet pervers de repousser la prostitution vers des marges toujours plus dangereuses.

NOIR & BLANC

« La pénalisation du client a renvoyé les prostituées dans des conditions épouvantables, sordides », affirme-t-il, évoquant un travail désormais contraint de se déployer « dans des endroits obscurs, cachés et donc très dangereux ». Même restée à l'état de déclaration, cette prise de position a suffi à raviver un débat ancien, récurrent, presque cyclique au sein de la classe politique française : faut-il maintenir l'abolitionnisme, ou assumer une légalisation encadrée de la prostitution ?

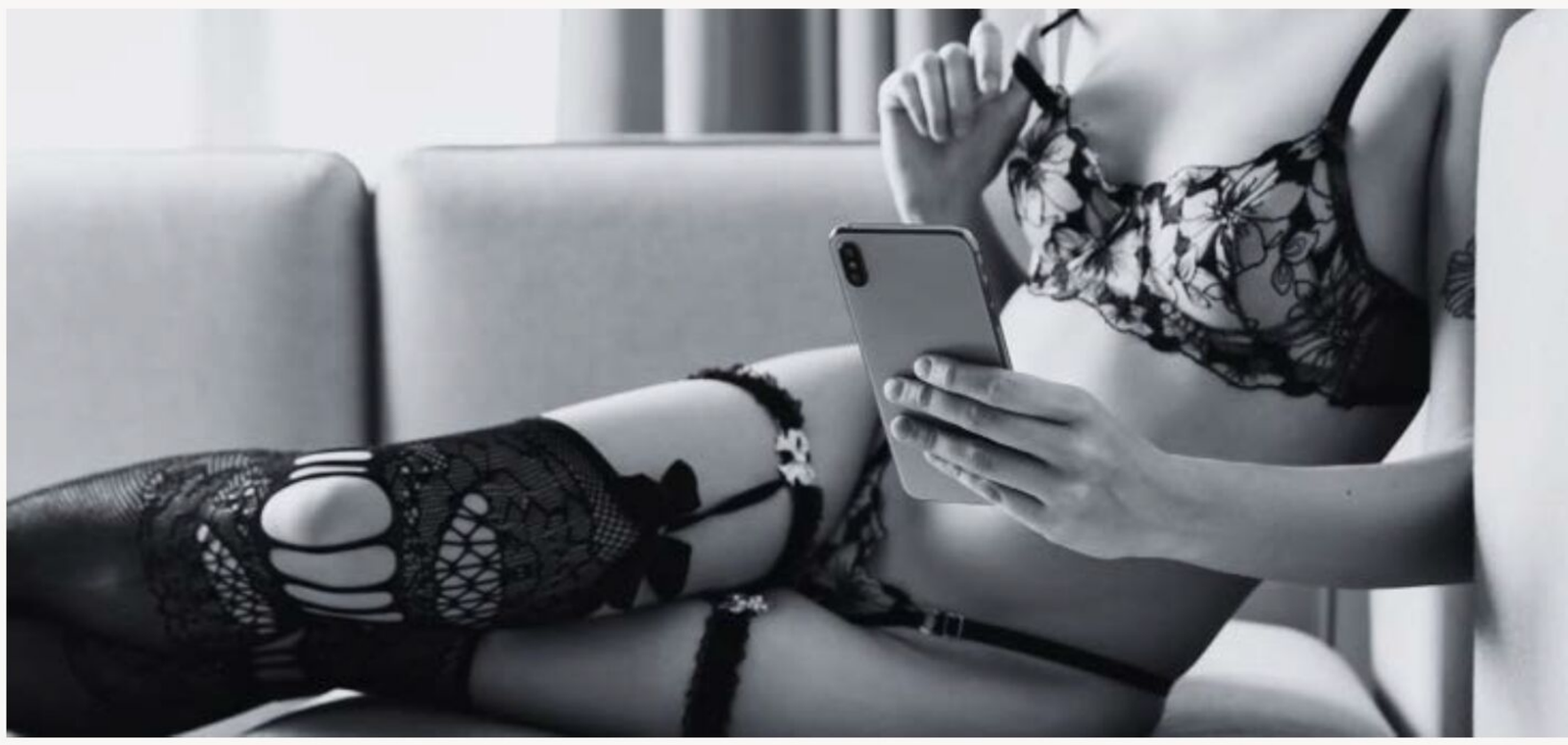
« ***La pénalisation du client a renvoyé les prostituées dans des conditions épouvantables, sordides*** », affirme-t-il, évoquant un travail désormais contraint de se déployer « dans des endroits obscurs, cachés et donc très dangereux ». Même restée à l'état de déclaration, cette prise de position a suffi à raviver un débat ancien, récurrent, presque cyclique au sein de la classe politique française : faut-il maintenir l'abolitionnisme, ou assumer une légalisation encadrée de la prostitution ?

Car la France n'est pas seule à se poser la question. Au sein de l'Union européenne, les doctrines divergent et coexistent sans jamais réellement se réconcilier. D'un côté, des pays comme la Suède ou la France revendiquent un modèle abolitionniste, fondé sur une pénalisation de la demande et non de l'offre : le client est sanctionné, la personne prostituée est officiellement considérée comme une victime à protéger. De l'autre, des États comme les Pays-Bas ou l'Allemagne ont opté pour une régulation assumée de l'activité, intégrant la prostitution dans le champ du droit commun, avec ses règles, ses contrôles et ses impôts. Deux visions du monde s'y affrontent : l'une morale et symbolique, l'autre pragmatique et administrative. En France, le débat est d'autant plus chargé qu'il se heurte à une histoire précise. Les maisons closes y sont interdites depuis 1946, date de l'adoption de la loi Marthe-Richard, du nom d'une ancienne prostituée devenue élue municipale à Paris. Cette loi, souvent brandie comme un acte fondateur de la morale républicaine d'après-guerre, a scellé la disparition officielle des bordels, sans pour autant faire disparaître la prostitution elle-même.

UNE PÉNALISATION QUI

provoquent la misère des prostitués ?

Depuis, l'idée de lieux encadrés ressurgit régulièrement, portée par un argument central : offrir une protection accrue aux femmes concernées, en leur garantissant des conditions de travail moins violentes, un environnement contrôlé et un accès plus effectif aux soins et à la justice.



Selon Jean-Philippe Tanguy, son projet ne vise pas à ressusciter « une forme de proxénétisme ou d'esclavage humain », mais à promouvoir un modèle présenté comme radicalement différent. L'objectif, affirmait-il, serait que « les prostituées soient leurs propres patronnes », maîtresses de la gestion et de l'organisation des établissements. Dans un registre presque lyrique, le député poussait la métaphore jusqu'à imaginer des femmes devenant « impératrices dans leur royaume », à la tête de structures conçues comme des coopératives : des institutions dirigées, possédées et administrées par les travailleuses du sexe elles-mêmes. Une vision qui, derrière son vernis émancipateur, continue de diviser profondément l'opinion.

La posture abolitionniste française ne relève ni d'un accident législatif ni d'un simple réflexe moral. Elle s'inscrit dans une tradition politique longue, façonnée par l'histoire sociale, le féminisme d'État et une certaine idée du rôle protecteur de la puissance publique.

Une filiation historique et morale assumée

Le choix abolitionniste plonge ses racines dans l'après-guerre. En 1946, avec la loi Marthe-Richard, la France ferme officiellement les maisons closes au nom d'un double impératif : rompre avec une organisation jugée indigne de la République et affirmer que le corps des femmes ne peut être administré comme un secteur économique ordinaire. Cette décision s'inscrit dans un mouvement international abolitionniste porté, dès le début du XX^{e} siècle, par des conventions visant à lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle. La prostitution n'y est pas pensée comme un travail, mais comme le symptôme d'un rapport de domination. Cette lecture s'est consolidée au fil des décennies : la prostitution est perçue par l'État non comme une liberté individuelle isolée, mais comme un phénomène social structuré par la précarité, les inégalités économiques, le genre et, très souvent, les trajectoires migratoires.

UN DÉBAT QUI NE FAIT PAS

encore consensus dans le paysage politique

À ce titre, la France refuse l'idée d'un « consentement pur » qui suffirait à légitimer l'activité.

Le tournant de 2016 : pénaliser la demande

La loi de 2016, qui pénalise les clients tout en dépénalisant le racolage, marque un tournant décisif. Inspirée du modèle suédois, elle repose sur un principe central : sans demande, il n'y a pas de marché. En sanctionnant l'achat d'actes sexuels, l'État entend envoyer un signal clair — celui d'une société qui refuse de considérer l'accès marchand au corps d'autrui comme un droit.

Les défenseurs de cette loi avancent plusieurs justifications. D'abord, une justification symbolique : pénaliser le client revient à déplacer la honte et la responsabilité, longtemps assignées aux personnes prostituées, vers ceux qui achètent. Ensuite, une justification politique : reconnaître la prostitution comme un travail

légal reviendrait, selon eux, à entériner une inégalité structurelle entre ceux qui disposent de moyens financiers et ceux dont le corps devient une ressource.

Une logique de protection plutôt que de reconnaissance

Aujourd'hui, les partisans du maintien du modèle abolitionniste insistent sur un point central : légaliser ou réglementer la prostitution ne ferait pas disparaître l'exploitation, mais risquerait de la normaliser. Ils soulignent que, dans les pays ayant opté pour la légalisation, une part importante de la prostitution demeure liée à des situations de contrainte, de dettes, de pressions familiales ou de réseaux criminels — souvent invisibles derrière une façade légale. L'argument est également juridique et institutionnel. En France, l'abolitionnisme permet de concentrer l'action policière et judiciaire sur la lutte contre le proxénétisme et la traite, sans avoir à distinguer sans cesse entre prostitution « libre » et prostitution contrainte — une frontière jugée floue, instable, et facilement contournable.

Cette approche a d'ailleurs été confortée par la validation du dispositif français par la Cour européenne des droits de l'homme, qui n'a pas considéré la pénalisation des clients comme une atteinte aux droits fondamentaux.

Une vision politique du corps et du consentement

Enfin, le maintien de l'abolitionnisme repose sur une conception exigeante du consentement. Pour ses défenseurs, consentir dans un contexte de nécessité économique, d'absence d'alternatives ou de vulnérabilité sociale ne saurait être assimilé à une liberté pleine et entière. La prostitution est alors analysée non comme un choix individuel isolé, mais comme le produit d'un système qui transforme les inégalités en transactions.

C'est là que le modèle français assume sa dimension profondément politique. En refusant de légaliser la prostitution, l'État affirme qu'il existe des activités que la loi peut tolérer sans jamais les reconnaître comme légitimes. Une position inconfortable, souvent critiquée pour ses effets concrets, mais que ses défenseurs continuent de présenter comme un garde-fou moral : la ligne rouge d'une société qui refuse de faire du désir un marché comme un autre.

UN MODÈLE FRANÇAIS

à mettre en place ?

Reste une question, incontournable : si la France persiste dans une logique de refus et de dissuasion, que produit, concrètement, le choix inverse ? Pour le comprendre, il faut franchir la frontière. De l'autre côté du Rhin, un pays a fait le pari exactement opposé : légaliser, encadrer, intégrer la prostitution dans l'ordre économique et juridique. De l'autre côté du Rhin, l'Allemagne fait figure de laboratoire grandeur nature de la légalisation appliquée à l'échelle nationale. Tolérée dans un flou juridique à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, dès 1945, la prostitution y est officiellement réglementée depuis 2002. Elle y est reconnue comme une activité professionnelle à part entière : les personnes qui l'exercent peuvent, en théorie, choisir entre un statut de salariée ou de travailleuse indépendante. Les maisons closes, elles, sont assimilées à des entreprises commerciales ordinaires, soumises au droit commun, aux taxes et aux contrôles administratifs.

Sur le papier, l'ambition est claire. Il s'agit d'offrir un cadre légal protecteur, de faire sortir l'activité de la clandestinité et de couper l'herbe sous le pied des réseaux mafieux. La loi allemande promet transparence, sécurité et droits sociaux. Mais une fois confronté au réel, le modèle montre rapidement ses limites. À Berlin, la situation illustre ces contradictions. Avant la pandémie de Covid-19, la capitale comptait environ 400 bordels, dont près de la moitié opéraient sans licence officielle. Un chiffre qui interroge la capacité réelle de l'État à contrôler un secteur pourtant légalisé. « Avant le Covid, il y avait environ 400 bordels à Berlin, la moitié d'entre eux n'avaient pas de licence pour ouvrir », constate Gerhard Schönborn, directeur de l'association berlinoise Neustart.

Implantée sur la Kurfürstenstraße, artère historiquement associée à la prostitution de rue, l'association fait office de point d'ancrage discret. Derrière la façade d'un café, les femmes peuvent y trouver un accueil, un accompagnement social, parfois un simple moment de répit. Un observatoire de terrain, loin des discours théoriques.

Pour Gerhard Schönborn, la légalisation n'a pas tenu toutes ses promesses, notamment sur la question centrale de la sécurité de l'emploi. « Aucun patron d'établissement ne va embaucher une prostituée en tant que salariée. Ce n'est pas rentable », explique-t-il sans détour. Être employeur implique congés payés, assurance, protection sociale, congé maternité. Autant de coûts que la plupart des établissements préfèrent éviter. Le modèle dominant est donc un autre : les femmes sont déclarées comme travailleuses indépendantes, tandis que les maisons closes leur louent les chambres où elles reçoivent les clients.

Le prix de cette "indépendance" est élevé. La location d'une chambre peut atteindre 150 à 200 euros par jour, une somme fixe à payer, quels que soient les revenus générés. Une logique économique implacable, qui déplace le risque entièrement sur les épaules des travailleuses du sexe.

LE CAS BERLINOIS,

bientôt une boussole française ?

La légalisation, ici, n'abolit ni la précarité ni les rapports de force ; elle les reformule dans un cadre contractuel, plus propre en apparence, mais pas nécessairement plus protecteur.

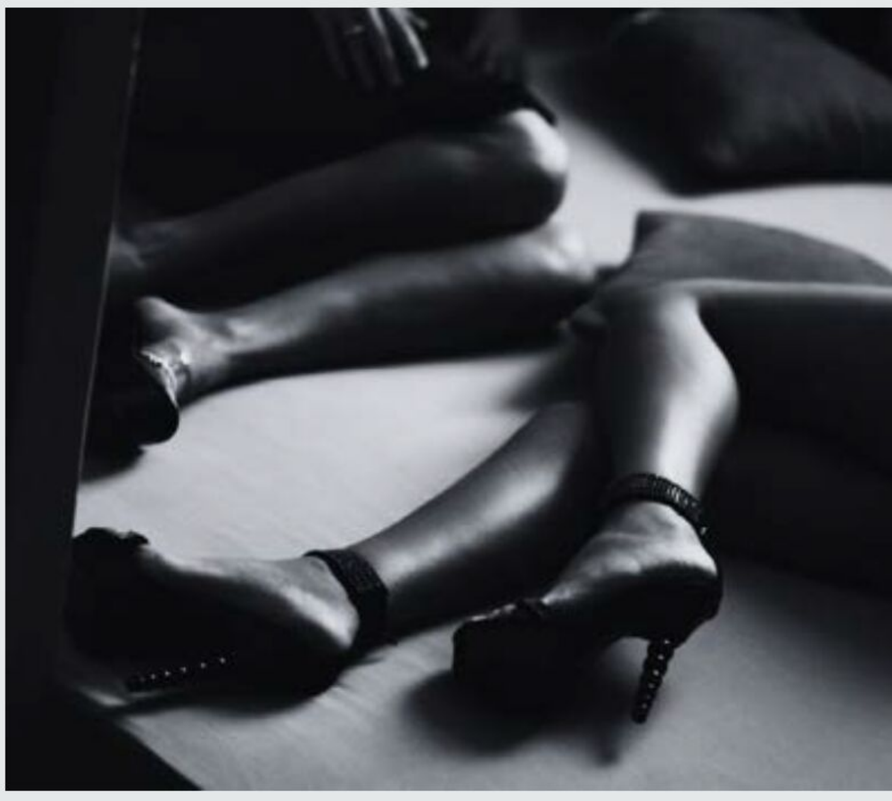
Les activités illégales, toujours en arrière-plan

La légalisation n'a pas fait disparaître l'illégalité ; elle l'a rendue plus difficile à cerner. Les chiffres officiels en témoignent. À la fin de l'année 2022, environ 28 280 personnes étaient enregistrées comme travailleuses et travailleurs du sexe en Allemagne. Mais les estimations avancées par les associations et les services spécialisés évoquent un chiffre bien plus élevé, pouvant atteindre 400 000 personnes. Un écart vertigineux, qui suggère que plus de 90 % des personnes concernées exerceraient en dehors du cadre légal, malgré un système précisément conçu pour les intégrer.

Cette prostitution de l'ombre repose en grande partie sur une main-d'œuvre étrangère. La majorité des femmes viennent d'Europe de l'Est, notamment de Roumanie et de Bulgarie. Depuis 2022, un nouveau flux s'est ajouté : celui de femmes ukrainiennes ayant fui la guerre déclenchée par la Russie. Souvent précaires, parfois sans statut administratif stabilisé, fréquemment sans maîtrise de l'allemand, ces femmes cumulent les facteurs de vulnérabilité.

Leur dépendance à des intermédiaires, traducteurs ou "protecteurs" improvisés ouvre un terrain propice aux abus, aux pressions et aux réseaux criminels. Dans ce contexte, la légalisation ne joue pas toujours le rôle de bouclier attendu. Certaines voix dénoncent même un effet pervers sur le comportement des clients. « La légalisation de la prostitution a rendu les clients plus agressifs. Puisque c'est légal, ils se sentent en droit d'exiger ce qu'ils veulent en échange de leur argent », affirme Saskia Nitschmann, membre de l'association abolitionniste Sisters. Selon elle, la reconnaissance juridique de l'acte marchand ne protège pas automatiquement les personnes prostituées ; elle peut, au contraire, renforcer un sentiment de toute-puissance chez certains clients, persuadés que le paiement autorise tout.

Face à ces dérives, les acteurs de terrain tentent de colmater les brèches. À Berlin, les équipes de l'association Neustart organisent régulièrement des visites dans les maisons closes. Leur objectif est simple et pourtant révélateur : informer les femmes de leurs droits, rappeler les règles élémentaires imposées par la loi, vérifier que certaines obligations minimales sont respectées.



Fourniture de préservatifs, interdiction de pratiques non consenties, présence de dispositifs de sécurité — autant de normes qui, en théorie, constituent le socle protecteur du modèle allemand.

Mais là encore, la réalité se montre plus fragile. « Les autorités ne disposent pas de suffisamment de personnel pour effectuer les contrôles », regrette Gerhard Schönborn, directeur de Neustart. Il arrive ainsi que certains établissements ne respectent même pas des exigences pourtant obligatoires, comme la présence d'un bouton d'appel d'urgence dans les chambres. « Un bouton qui en dit long, d'ailleurs, sur ce qui s'y passe », glisse-t-il, soulignant implicitement la violence potentielle que ces lieux sont censés prévenir.

Fort de plus de vingt ans d'expérience dans ce milieu, Schönborn décrit un constat récurrent : lors des descentes de police, les autorités découvrent régulièrement des situations de trafic d'êtres humains. La façade légale ne suffit pas à masquer des réalités beaucoup plus sombres. « Dans les témoignages des survivantes ayant quitté le milieu, on entend souvent la même chose : des femmes affirment que leur activité était volontaire. Mais, en réalité, elles tentent parfois de s'en convaincre elles-mêmes », explique-t-il. Une forme d'autojustification, selon lui, qui permet de supporter une situation vécue comme sans issue.

UN RAPPORT AU SEXE **CHANGÉE DANS LE TEMPS ?**

Ainsi, l'exemple allemand met en lumière un paradoxe central : légaliser ne garantit ni la transparence ni la protection universelle. L'illégalité persiste, massive, diffuse, souvent imbriquée dans le cadre officiel. Et derrière les chiffres, ce sont des trajectoires humaines complexes qui se dessinent — faites de contraintes, de stratégies de survie et de compromis silencieux — rappelant que la loi, à elle seule, ne suffit pas à dissiper les zones d'ombre du commerce du sexe.

« Est-ce là le modèle d'une société désirable ? »

Pour Saskia Nitschmann, membre de l'association abolitionniste Sisters, le constat est sans appel : la légalisation allemande n'a pas adouci la réalité de la prostitution, elle l'a durcie. Selon elle, le cadre juridique a profondément modifié le rapport de force entre clients et personnes prostituées. « La légalisation a rendu les clients plus agressifs. ***Puisque c'est légal, ils se sentent en droit d'exiger ce qu'ils veulent en échange de leur argent*** », résume-t-elle. Le paiement devient alors moins une transaction qu'un permis implicite, une autorisation à repousser les limites.

La militante s'appuie sur les témoignages recueillis auprès des femmes qu'elle a accompagnées au fil des années. Toutes décrivent une même escalade. Les pratiques se radicalisent, la pression s'intensifie. « Les demandes sont devenues de plus en plus extrêmes », rapporte-t-elle. Le rapport sexuel sans protection, longtemps marginal, n'est plus exceptionnel. À cela s'ajoutent des actes violents ou humiliants — parfois impliquant des matières fécales ou d'autres pratiques inspirées directement de l'imaginaire pornographique. Dans cet univers marchand, la frontière entre fantasme et violence se brouille. Pour Saskia Nitschmann, la dépénalisation agit comme une carte blanche mentale : dans l'esprit de certains consommateurs, « tout est permis ».

Ce basculement du discours politique allemand est révélateur. Il ne signe pas encore un renversement de modèle, mais il fissure une certitude longtemps présentée comme acquise : celle selon laquelle légaliser suffisait à pacifier. En Allemagne, pays souvent cité comme référence par les partisans d'une régulation en France, la question n'est plus seulement comment encadrer la prostitution, mais s'il faut continuer à le faire ainsi. Une interrogation lourde de conséquences, qui résonne désormais bien au-delà des frontières nationales. ***Sur le papier, la légalisation a tout d'une solution rationnelle : rendre visible, encadrer, protéger***. Elle promet l'ordre là où règne le chaos, le droit là où s'imposent les rapports de force. Mais à l'épreuve du réel, les lignes se brouillent. En Allemagne, l'architecture juridique n'a pas fait disparaître la violence, ni dissous les réseaux, ni garanti l'autonomie qu'elle proclamait. Elle a déplacé les problèmes, parfois les a rendus plus acceptables, plus silencieux, sans toujours les résoudre. L'idée séduit par sa logique, rassure par son apparente modernité. Pourtant, à mesure que l'on s'approche du terrain, une évidence s'impose : dans le commerce du sexe, le diable ne se niche pas dans le principe, mais dans les détails de son application.

LE TRÉSOR

DE LAVAU RÉVÉLÉ AU MUSÉE D'ART MODERNE DE TROYES, PLUS D'UNE DÉCENNIE APRÈS SA MISE AU JOUR

Parures en or, services de banquet et immense chaudron de bronze : le trésor découvert à Lavau éclaire aujourd'hui le raffinement et l'ouverture culturelle d'une élite celte longtemps méconnue. Pour la première fois, cet ensemble exceptionnel est présenté au public au Musée d'art moderne de Troyes.

par Morgane Charnière

Il s'agit de l'une des découvertes archéologiques majeures réalisées en France au cours des cinquante dernières années. Mis au jour dans la sépulture d'un personnage de très haut rang à Lavau, dans le nord-est du pays, ce trésor datant d'environ 450 avant notre ère est exposé à partir du samedi 24 janvier. Environ 80 objets sont réunis jusqu'au 21 juin dans les salles du musée troyen, à quelques kilomètres seulement du site des fouilles.

Le lieu de la découverte pourrait sembler anodin aujourd'hui : une zone commerciale sans relief apparent. C'est pourtant là que les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ont mis au jour, entre 2014 et 2015, un vaste ensemble funéraire. Celui-ci se compose d'un grand enclos, d'un portique monumental et d'une rampe menant à une tombe centrale, le tout recouvert par un tumulus culminant à plus de huit mètres de hauteur.

Au cœur de ce dispositif se trouvait une chambre funéraire de 14 m². Elle abritait le squelette d'un homme, paré d'un torque et de bracelets en or. Allongé sur un char à deux roues, le défunt était entouré d'un riche mobilier, notamment de vaisselle associée aux banquets, révélatrice d'un mode de vie fastueux et ritualisé.

La restauration et l'étude de cet ensemble, comparable par son importance à celui de la célèbre tombe de la princesse de Vix située à une soixantaine de kilomètres, ont mobilisé les chercheurs pendant près de dix ans. À elles seules, les opérations nécessaires pour restituer l'éclat d'un immense chaudron en bronze – décoré de têtes de félins et de figures du dieu-fleuve Acheloos – ont représenté plus de sept cents heures de travail.

« Au moment de la fouille, on ne s'attendait pas du tout à cette découverte », a raconté l'archéologue Bastien Dubuis, responsable du chantier, lors d'une présentation à la presse.

« On est descendu petit à petit dans le sédiment et on a trouvé 1 centimètre carré de métal vert. J'ai soulevé une motte de terre et le visage malicieux d'Acheloos m'est apparu. Ce n'est que plus tard qu'on a compris que l'objet était beaucoup plus grand », se souvient-il.

D'un diamètre d'un mètre, ce chaudron figure parmi les plus imposants jamais découverts. Sa capacité, estimée entre 200 et 300 litres, atteste de son usage lors de banquets spectaculaires. Des analyses ont permis d'y identifier des traces de vin rouge importé et aromatisé, selon des pratiques méditerranéennes alors en vogue.

Un ensemble révélateur de circulations culturelles

À l'image des autres pièces mises au jour, cet objet emblématique témoigne de la richesse des échanges culturels dans cette région de la vallée de la petite Seine, située au croisement de grandes routes commerciales. Une autre œuvre majeure illustre cette hybridation : un œnochoé attique, vase à vin grec, transformé par des artisans celtes qui y ont ajouté des éléments décoratifs en or et en argent représentant une divinité stylisée.

« On est en présence d'un artisanat de cour », d'une « haute technicité », souligne l'archéologue Emilie Millet, citant notamment une fibule en or ornée de minuscules lions ailés « de seulement 3 mm ». « Le prince était en capacité d'attirer à lui des artisans issus d'horizons différents. Ce qui expliquerait peut-être le caractère hybride de cette production, un peu étrusque, un peu grecque, un peu celte », avance-t-elle.

La figure centrale de cette sépulture reste pourtant absente de l'exposition. Le corps du défunt n'est pas présenté, un choix dicté à la fois par des impératifs de conservation et par des considérations éthiques, rappelle l'anthropologue Valérie Delattre. « Les objets suffisent à eux-mêmes », estime-t-elle, jugeant que l'exposition du squelette « n'aurait pas eu de sens ».

Les recherches menées depuis une décennie ont néanmoins permis de dresser un portrait précis de cet homme, qui vivait probablement à l'emplacement de l'actuelle ville de Troyes. Mesurant environ 1,70 mètre, doté de « cheveux châtains et raides » et d'une peau « mate », il est mort « dans la trentaine », détaille Mme Delattre. Sa dentition, remarquablement bien conservée, indique qu'il a évolué dans un environnement privilégié. Son corps a par ailleurs fait l'objet d'un traitement spécifique après sa mort, afin d'être préservé le temps d'organiser les funérailles.

Un soin « probablement réservé à une élite, qui nous montre qu'il s'agit d'un personnage de haut rang », précise-t-elle. Face à l'ampleur du monument funéraire et à l'opulence du mobilier, le terme même de prince semble presque réducteur. « Est-ce qu'on ne serait finalement pas en présence d'un roi ? », s'interroge Bastien Dubuis.

ROSAH

"BONHEUR" À LA PISCINE

Photos : Amélie Bourges

Je passe des journées entières à la piscine, et pour moi ce n'est jamais un simple bassin entouré de transats. C'est un territoire de liberté. Dès que je franchis le portail, que je dépose mes vêtements, je sens quelque chose se relâcher en moi. ***Mon corps cesse d'être un objet social, une silhouette à corriger, à comparer, à commenter***. Il devient juste un corps vivant, respirant, porté par l'eau et par le soleil.

Le naturisme n'est pas une provocation, encore moins une performance : ***c'est un retour à l'essentiel***, une façon de dire que je n'ai rien à cacher, surtout pas à moi-même.

Le naturisme n'est pas une provocation, encore moins une performance : c'est un retour à l'essentiel, une façon de dire que je n'ai rien à cacher, surtout pas à moi-même. À la piscine, nue, je redécouvre mon corps sans filtres ni récits imposés. ***Les plis, les courbes, la peau qui réagit à la chaleur ou au froid : tout existe sans hiérarchie***. Je nage lentement, je flotte, je m'allonge au bord de l'eau en laissant sécher ma peau. Je ne me demande pas si je suis désirable, je me sens simplement présente. Et c'est précisément là que réside la puissance.

Le féminisme que je vis ici n'est pas théorique, il est incarné. ***C'est le droit de disposer de mon corps sans qu'il soit sexualisé, jugé ou confisqué par le regard des autres***. Être nue par choix, c'est reprendre le contrôle du récit.

Ce que j'aime profondément, c'est cette sensation d'égalité silencieuse. ***À la piscine naturiste, les statuts sociaux s'effacent***. Il n'y a plus de marques, plus d'uniformes, plus de rôles. Juste des corps différents, tous légitimes. Cette simplicité est radicale.

Elle déconstruit des années d'injonctions sur ce que doit être un « ***beau*** » corps féminin. Ici, je ne suis ni trop, ni pas assez. ***Je suis moi, et c'est suffisant***. Cette évidence apaise quelque chose de très ancien, de très intime.

Et puis il y a la joie pure. Le soleil ***sur la peau mouillée***, le rire qui éclate sans retenue, la sensation de l'eau qui épouse chaque mouvement.

Je me sens libre,
légère, solide à la fois.
Le ***naturisme*** m'a
appris que la liberté
n'est pas seulement
politique ou
intellectuelle : elle est
aussi sensorielle.

Elle passe par le fait d'habiter pleinement son corps, sans honte, sans excuse. À la piscine, je ne fuis pas le monde. ***Je m'y reconnecte autrement, en femme entière, consciente, et farouchement libre.***

UNE AVENTURE ROMANTIQUE

LA PISCINE

L'ÉVASION SENSUELLE GRÂCE À LA LITTÉRATURE

BY EMA

LA PISCINE

La chaleur avait anéanti toute volonté dans nos corps transpirants. Affalées dans le fauteuil du salon, toutes fenêtres ouvertes, chaque ébauche de mouvement demandait un effort surhumain et même dans l'immobilité la plus totale, tous les pores de notre peau suaient à grosses gouttes. Nous n'étions plus que deux larves attendant que les jours passent en maudissant le destin qui s'était désintéressé de notre sort.

Je n'osais plus regarder vers le jardin, à travers la baie vitrée grande ouverte où une piscine me tendait les bras. Une piscine entièrement vide à cause d'une fissure apparue la veille de notre arrivée. Même pas un bain de pieds. Rien.

Clémence et moi avions passé les mois de juillet et d'août à travailler durement en puisant notre courage dans les promesses du mois de septembre. La maison de son oncle dans les hauteurs provençales rien que pour nous. Un mois à sillonner la région et à trainasser dans la piscine sans n'avoir plus aucune obligation jusqu'à la rentrée universitaire d'octobre...

Mais la canicule était passée par là. Interdiction de s'aventurer dans la nature à cause des risques d'incendie, une chaleur à assommer un âne et pas de piscine pour nous consoler. Nous n'étions là que depuis deux jours et cela semblait une éternité.

Un bruit d'eau remué nous a sorti toutes les deux de notre torpeur. Il provenait de l'extérieur et dans un même élan atténué par la chaleur, nous nous sommes avancées dans le jardin, hypnotisées par ce son merveilleux.

Sur notre coteau qui dominait la région ne se trouvaient que deux maisons. Celle de l'oncle où nous résidions, et celle d'un voisin située légèrement en contrebas, un homme d'environ soixante-dix ans et qui venait parfois passer l'été comme on nous l'avait expliqué avant de venir. Et l'homme possédait également une piscine. Depuis le bout du jardin, nous l'observions faire ses longueurs dans son immense bassin couleur azur.

J'aurais tué pour profiter de sa piscine ne serait-ce que quelques minutes. Il était là à nous narguer (sans le savoir) et l'envie de plonger nous obsédait tant que nous le regardions nager sans même nous cacher. Nous sommes restées un long moment à contempler l'eau qui ondulait doucement au passage de ses longueurs lentes et régulières. Et quand il est enfin sorti, il s'est installé dans un transat et nous a fait bonjour de la main.

Nous nous sommes reculées aussitôt, soudainement conscientes de notre indiscrétion.

Nous sommes retournées dans la maison sans dire un mot, puis l'une de nous a brisé le silence et très rapidement, nous nous sommes violemment disputées. Pour une broutille, un détail. Parce que nous étions à bout.

Notre chamaillerie a été interrompue par la sonnette qui a retenti. Une échappatoire qui arrivait à point nommé. Clémence est allée ouvrir et je l'ai suivie. C'était le voisin, un vieil homme grand et maigre, prenant visiblement soin de lui.

— J'ai cru comprendre que votre piscine était HS ? Vous pouvez venir profiter de la mienne. Maintenant, par exemple.

Cette invitation que nous aurions dû accueillir comme un cadeau du ciel, une opportunité inespérée, nous a mis mal à l'aise. Il n'y avait aucune chaleur dans cette proposition, aucune bienveillance. Nous avions presque l'impression que c'était un ordre qu'il nous donnait, qu'il fallait remplir cette corvée obligatoire parce que c'était notre devoir. Et l'autorité naturelle du vieillard fonctionnait car sans même nous concerter, nous sommes allées chercher nos maillots de bain et serviette et nous l'avons suivi. Ce n'est qu'une fois au bord de sa piscine que Clémence et moi nous sommes regardées, comme enfin libérées de notre état hypnotique. Et il a fallu nous concentrer pour ne pas rire.

L'homme s'est installé sur son transat en nous observant attentivement. Nous étions toutes les deux habillées et avant de pouvoir faire notre plongeon tant rêvé, il fallait nous changer. Sous les yeux du vieil homme qui ne détournait pas le regard.

LA PISCINE

Nous nous sommes rapidement mis d'accord : Clémence tiendrait la serviette de manière à me dissimuler pendant que j'enfilerais discrètement mon maillot de bain et nous inverserions ensuite les rôles.

Se sentir ainsi observées n'était pas très agréable mais la promesse de la fraicheur de l'eau nous rendait prêtes à ce petit sacrifice.

Une fois toutes les deux en maillot de bain, on s'est approchées des marches qui descendaient progressivement dans l'eau. L'homme n'était qu'à quelques mètres de nous et il observait nos corps sans aucune gêne. Dès que les remous de l'eau ont couvert nos voix, Clémence a murmuré « vieux porc » et nous avons ri. La dispute était loin, l'eau était bonne et nous avons oublié rapidement notre spectateur.
Nous sommes restées deux bonnes heures dans la piscine sans aucun échange avec le propriétaire. En sortant de l'eau pour rejoindre nos serviettes, nous l'avons vu se redresser, comme particulièrement intéressé par ce qu'il voyait. C'est-à-dire deux étudiantes jeunes, belles avec des formes avantageuses, comme il n'avait apparemment plus l'habitude d'en voir d'aussi près.

Nous l'avons remercié en partant et il nous a demandé de revenir le lendemain.

Une fois de retour dans notre maison, les rires ont fusé. Surtout pour briser le malaise. Il était évident que la seule raison pour laquelle le bonhomme nous invitait chez lui était de pouvoir nous reluquer. Mais tant qu'il se contentait d'observer sans rien tenter, nous étions prêtes à accepter le deal.

Alors nous sommes revenues le lendemain et le jour d'après, et le jour encore d'après, et chaque fois, notre hôte nous observait depuis son transat sans rien rater du spectacle ni prononcer aucune parole. Et nous avons décidé de nous amuser un peu.
Clémence a eu l'idée en premier. Tandis que nous nagions dans l'eau turquoise, elle a commencé à regarder le voisin dans les yeux.

Je sentais qu'elle allait tenter quelque chose, mais je ne savais pas encore quoi. Et le vieil homme aussi, car je l'ai vu déglutir. Elle est sortie de l'eau, s'est positionnée au bord de la piscine ses fesses dans le champ de vision direct de l'homme et elle a plongé dans l'eau en prenant bien soin de bien pencher son dos, de manière à ce qu'il puisse observer son postérieur parfait. Elle a recommencé le jeu une fois encore avant de continuer à barboter avec moi.

Comme je l'interrogeais une fois de retour chez nous, elle a rétorqué que le vieux n'avait pas beaucoup de plaisir et qu'on lui devait bien ça.

— Et puis... Je ne sais pas comment expliquer. Au début, je trouvais que c'était un gros vicelard, mais maintenant... C'est étrange, mais ça me fait quelque chose d'être contemplée de cette façon.

Elle avait choisi le terme avec soin : « contemplée »... Je comprenais ce qu'elle voulait dire. L'homme admirait nos corps plus qu'il ne semblait vouloir les posséder. Nous n'étions pas dupe, il y avait du désir dans son regard, mais c'était presque innocent. Son désir nous rendait belles. Alors le lendemain, c'est moi qui suis passée à la vitesse supérieure.

Nous nagions depuis une demi heure environ quand je me suis approchée du bord, près de là où le vieil homme nous observait. J'ai posé mon menton sur la dalle chaude, en le regardant droit dans les yeux, et j'ai glissé le haut de mon maillot de bain sur le bord. Il a tressailli. Il a tenté de garder contenance, mais j'ai vu qu'il perdait pied l'espace d'un instant. Puis je suis retourné nager près de Clémence qui mettait la tête dans l'eau pour ne pas montrer qu'elle pouffait.

J'avais désormais l'exclusivité de son attention. Il ne pouvait pas voir en détail ma poitrine dont l'image était déformée par la surface de l'eau ondulante, mais il la devinait et il avait du mal à garder ses lèvres fermées.

Si Clémence avait un fessier spectaculaire, je savais que mes seins faisaient des ravages chez les mâles qui croisaient mon chemin. Fermes et Généreux, ils étaient difficiles à dissimuler et plusieurs fois j'avais noté que le propriétaire de la piscine tachait de deviner à quoi ils ressemblaient sous leur fine couche de tissu.

LA PISCINE

Puis au moment de sortir de l'eau, j'ai attrapé mon haut de maillot et j'ai gravi les marches de la piscine en le gardant dans ma main, mes seins à l'air libre. Je me suis dirigée vers nos affaires et me suis emmitouflée dans ma serviette. Le vieil homme était pétrifié sur son transat, il s'épongeait le front du revers de la main. Il avait entraperçu mes seins une poignée de secondes à peine et je le voyais littéralement subjugué.

J'étais déjà en train de réfléchir à ce que nous pourrions entreprendre le lendemain.

Depuis le jardin où nous sirotions nos verres d'eau fraiche, nous avions une vue dégagée sur la piscine du voisin. Assis dans son transat, il faisait semblant de ne pas nous voir sans pouvoir résister à la tentation de jeter parfois un regard dans notre direction. Et non, vieil homme, aujourd'hui nous n'irions pas chez toi.

Après cinq jours à nous reluquer quotidiennement dans nos maillots de bain mouillés, nous accordions à sa libido un peu de vacances. En nous invitant à profiter de sa piscine en échange du spectacle de nos corps, il avait immédiatement eu l'ascendance sur nous. Quelque chose d'autoritaire dans sa voix, sa posture, nous avait mis sous son joug. Mais lorsqu'il avait aperçu mes seins libérés la veille, sa décomposition avait montré clairement son point faible : nous-mêmes.

Clémence et moi étions bien décidées à en profiter. Et pour affirmer officiellement cette inversion des rôles, nous resterions chez nous aujourd'hui. En attendant de décider à quoi nous occuperions notre journée, nous l'observions souffrir en silence de la cruelle attente.

Une fois nos verres terminées, nous avons rejoint la maison et Clémence a tenu à me montrer quelque chose : elle avait dans sa valise deux ensembles de lingerie ultra sexy en dentelle transparente. Elle me fit part rapidement de son idée, à savoir montrer le lendemain à notre objet de torture un aperçu de nos corps en lingerie au moment de nous changer. Les hostilités coquines allaient reprendre de plus belle.

Nous avons passé la journée à jouer aux cartes, à lire, à ne rien faire, toujours acculées par la chaleur et en résistant à la tentation d'aller plonger dans la piscine voisine. Le soir venu, le vieil homme n'était plus dans son jardin. Nous imaginions sa déception avec une certaine cruauté, mais nous étions résolues à retourner nous rafraichir dès le lendemain.

Et effectivement, le jour d'après, nous nous rendions chez notre hôte, notre lingerie sexy dissimulée sous nos robes légères et nos maillots à la main. On a attendu une bonne minute devant le portail après avoir sonné. Comme le vieil homme ne venait toujours pas nous ouvrir, nous avons appuyé plus longuement sur la sonnette. Et au bout d'un temps assez long, le portail s'est enfin ouvert. Et de nouveau devant sa stature imposante, son corps svelte et droit de papy autoritaire, nous redevenions toutes petites, toute notre assurance s'était envolée. Il nous a toisée puis il a dit :

— Pas aujourd'hui.

Et il a refermé le portail. Nous étions bouche-bée. Aucune de nous n'avait envisagé qu'il pourrait nous refuser sa piscine. Nous étions tellement sûres de nos appâts et de notre pouvoir… La sensation qui commençait à monter doucement, ce n'était pas de la colère, mais de la honte. Avec notre belle lingerie et nos grands airs, on venait de se faire mettre dehors. La lingerie… Sans réfléchir, j'ai tambouriné le doigt sur la sonnette sous le regard médusé de Clémence. Le portail s'est rouvert peu de temps après et le vieil homme a passé la tête, visiblement irrité par ce rappel.

J'ai défait aussitôt les bretelles de ma robe qui est tombée à mes pieds, laissant apparaître mon corps vêtu seulement de la lingerie sexy de Clémence. Le vieil homme a observé le spectacle en silence.

Il a commencé par mes jambes fines et élancées en partant de mes pieds pris dans le tissu de ma robe.

LA PISCINE

Il a remonté doucement les yeux, a observé mes cuisses une par une avant de se concentrer sur la dentelle de la culotte qui cachait subtilement mon pubis. Il a passé la langue sur ses lèvres et a remonté encore vers mon ventre plat et bronzé, il a jaugé visiblement ma taille bien dessiné puis a levé encore le regard pour le poser sur mes seins. Le soutien-gorge les faisait apparaître encore plus gros qu'ils ne l'étaient, comme gonflés, prêts à éclater. Il les a contemplés un long moment et je commençais à me sentir ridicule. Quand enfin il m'a regardé dans les yeux, toute expression avait disparu de son visage.

— À partir de maintenant, c'est moi qui décide quand vous venez ou quand vous ne venez pas. J'ai dit non pour aujourd'hui, donc c'est non. Demain à 14h le portail sera ouvert et vous viendrez vous baigner. Si vous n'êtes pas là demain à 14h05, ce n'est plus la peine de revenir.

Et il a fermé la porte en nous laissant à nouveau comme deux idiotes. Je me suis rhabillée en retenant un sanglot et nous sommes retournées dans notre maison sans un mot. Une fois dans le salon trop chaud, Clémence a enfin brisé le silence.

— Quel gros con.

Et je me suis mis à pleurer et rire en même temps. Elle m'a pris dans ses bras, a insulté copieusement le bonhomme comme s'il avait été là et nous avons fini par rire de bon cœur. Après une longue discussion sur le sujet nous avons décidé que nous profiterions de sa piscine en oubliant sa présence, au moins tant que le plaisir du rafraichissement serait plus grand que le déplaisir de nager sous yeux.

Le lendemain, un peu avant l'heure dite, nous avons donc enfilé nos maillots de bain pour ne pas avoir besoin de nous changer devant lui, puis nous nous sommes mises en route. Le portail était ouvert, comme convenu, et en arrivant devant la piscine, il ne s'y trouvait pas.

En revanche, deux femmes en blouse blanche attendaient, raides comme des piquets.

— Bonjour mesdemoiselles, installez-vous, nous sommes là pour vous masser.

D'abord un peu méfiantes, nous nous sommes installées chacune sur un transat et avons laissé les deux femmes s'occuper de nous. Quel bonheur… Pendant de longues minutes leurs mains expertes ont détendu nos corps crispés. Toute la colère accumulée s'envolait et lorsque le massage a pris fin, Clémence et moi affichions un sourire béat. Il ne restait plus qu'à barboter dans la piscine pour nous rafraichir et mettre un point d'orgue à notre relaxation parfaite.

Nous avons remercié les deux femmes et dès qu'elles sont parties, nous avons plongé dans l'eau turquoise. Nous étions tellement bien dans l'eau fraiche… Il devait faire pas moins de quarante degrés à l'ombre et le contraste était délicieux.

Nous ne l'avions pas vu arriver. C'est Clémence qui l'a remarqué en premier. Le vieil homme était assis sur le bord de la piscine, les pieds dans l'eau, et il nous observait avec un visage souriant, nouveau, rien à voir avec la dureté de la veille. Il apparaissait sympathique.

— Merci.

Il a répondu à Clémence par un signe de tête amical, puis nous sommes retournés à nos jeux aquatiques en riant sans plus nous occuper de lui. Parfois nous jetions un œil dans sa direction. Son visage serein prenait le soleil et il ne semblait pas particulièrement intéressé par nos corps de naïades. Et au bout d'un moment, Clémence a murmuré dans mon oreille :

— Même s'il avait un truc à se faire pardonner, c'était quand même vraiment sympa le coup du massage, non ? Ça devait coûter un bras. On pourrait peut-être lui montrer qu'on est reconnaissantes ? On s'est assise sur le bord de la piscine, exactement en face de là où il s'était installé, puis nous avons retiré toutes les deux nos hauts de maillots.

Nos mains à plats légèrement derrière nous, le visage tourné vers le ciel, en position bronzage, nous sentions que le vieux nous dévorait des yeux. Je sentais les gouttes d'eau glisser le long de ma peau, rouler le long de mes seins... La puissance du désir qui emplissait notre spectateur commençait à avoir un effet étrange sur moi. Une sensation agréable, douce... Je réalisais que mon corps ainsi convoité attisait mes propres envies. Lentement, au fond de moi, mon désir aussi grandissait. L'eau, la chaleur, nos corps sveltes et parfaits, notre admirateur... Toute cette combinaison d'éléments faisait doucement bouillir en moi des envies coquines.

Combien de temps s'était écoulé depuis ma dernière aventure sexuelle ? six mois ? Peut-être plus ? Et là, dans cette ambiance caniculaire, l'envie grimpait soudainement en flèche. Je rêvais d'une main caressant mon corps, d'une langue effleurant mes cuisses, d'un pénis chaud qui viendrait se fondre en moi... Je me suis redressée lentement, et sans ouvrir les yeux, rêvant toujours à des caresses de plus en plus chaudes, j'ai posé ma main sur mon ventre et je l'ai laissée descendre lentement jusqu'à disparaître sous le tissu de mon maillot de bain...
Clémence n'arrivait plus à s'arrêter de rire.

— J'en reviens pas que t'aies fait ça ! Tu te rends compte ?

Elle répétait inlassablement que je m'étais tripotée devant le vieux, comme pour se convaincre que ça s'était effectivement passé. On gloussait dans le canapé du salon, avec nos verres de vin à la main et nos chemises de nuit sur le dos. On ressemblait à deux adolescentes se remémorant leurs insolences de la semaine. On plaisantait, on pouffait, Clémence imitait à la perfection le regard ébahi du vieux, hypnotisé par mes doigts qui s'agitaient sous mon maillot de bain.

Elle soutenait même qu'à un moment j'avais commencé à pousser des petits cris de plaisir. Je ne savais pas si elle enjolivait, pour rendre la scène encore plus insolite. Je ne me souvenais presque de rien, une brume épaisse dans mon esprit.

Il n'y avait que les sensations qui laissaient en moi une trace forte. Des sensations délicieuses, une impression de virevolter au-dessus de la piscine, comme si mon âme s'était détachée de mon corps pour aller vivre son plaisir plus haut. ***Je me souvenais aussi de mon doigt, baguette magique appuyant à un rythme frénétique*** sur mon clitoris en feu, je me souvenais de mes lèvres ouvertes et de la cyprine dégoulinant à l'intérieur de mon maillot, et le regard du vieux... J'ai dû entrouvrir les yeux et voir son regard intense, sage, tout à la fois brûlant de désir, hurlant son envie de me posséder et d'une maîtrise extrême, envoûtant, ne perdant jamais le contrôle qu'il avait sur moi. Et j'ai joui. J'ai joui tellement fort, et ce n'était pas seulement mes caresses intenses mais ce regard puissant, cette force rassurante dans son regard, cette impression qu'il aurait pu m'avaler toute entière, que quoi qu'il arrive j'aurais été en sécurité sous son emprise.

— T'es toujours avec moi ?

Pas vraiment, mais je lui ai répondu que si, bien sûr. Comment lui expliquer que notre voisin tyrannique de soixante-dix ans m'a rendue dingue ? Que si je m'écoutais, je retournerais dans sa piscine, pour m'y baigner nue pendant qu'il me materait de son regard tellement...

L'envie remontait doucement en moi. Je sentais de petites fourmis dans tout mon sexe qui réclamait d'être à nouveau gratté, frotté, titillé, tiré, défoncé... De nouveau le désir gravissait mon corps. Qu'est-ce qui m'arrivait ?

La suite au prochain numéro !

Lumières sombres, quand la technologie rêve d'autorité

par Tom Vong

À première vue, les « Lumières sombres » pourraient n'apparaître que comme une énième curiosité idéologique née dans les marges d'Internet : un assemblage confus de provocations intellectuelles, de références érudites mal digérées et de fantasmes technologiques nourris à la science-fiction. Un bruit de fond radical, bruyant mais inoffensif, destiné à rester cantonné aux recoins les plus confidentiels du web. ***Cette lecture rassurante masque pourtant un phénomène plus profond***. Car derrière l'esthétique cryptique, les pseudonymes outranciers et les récits futuristes se dessine une architecture idéologique cohérente, patiemment élaborée, qui ambitionne moins de convaincre que de reprogrammer les cadres mêmes du débat politique. Nées d'un rejet viscéral de la démocratie libérale, les Lumières sombres proposent une refondation autoritaire du pouvoir, pensée à l'aune de la performance, de la hiérarchie et de la technologie. Elles ne promettent ni justice sociale ni émancipation collective, mais l'avènement d'un ordre plus « efficace », gouverné par des élites jugées supérieures intellectuellement et économiquement. À rebours de l'héritage des Lumières européennes, ce courant revendique l'abandon de l'égalité politique, du compromis et de la souveraineté populaire, perçus comme des entraves à la puissance civilisationnelle.

Genèse, esthétique et premiers récits des "Lumières sombres"

Défendant l'hypothèse d'un pouvoir autoritaire régénéré par la technologie et inspiré d'un imaginaire monarchique assumé, le courant néoréactionnaire que ses promoteurs ont baptisé « Lumières sombres » connaît une visibilité croissante aux États-Unis. Longtemps confiné aux marges numériques, dans les recoins les plus obscurs de forums et de blogs confidentiels, ce mouvement idéologique composite — mélange instable de futurisme technologique, de conservatisme radical et de références pseudo-philosophiques — s'installe désormais au cœur des débats politiques en ligne.

Les "Lumières sombres",

Cette percée s'opère moins par l'intermédiaire de partis structurés que par une prolifération de textes, d'images et de récits circulant à grande vitesse sur les plateformes numériques. Manifestes cryptiques, newsletters saturées de jargon, fils de discussion interminables et détournements constants de la pop culture constituent la matière première de cette nébuleuse connectée. Loin de rechercher la clarté doctrinale, les Lumières sombres cultivent l'opacité, l'ironie et l'entre-soi, revendiquant une posture intellectuelle volontairement élitiste.

« ***Nous ne sommes pas gouvernés par les forts mais par les fragiles. Or un pouvoir fragile exige l'obéissance, car il ne supporte pas la dissidence*** », écrit Mason Blake dans un fil de discussion devenu viral. « La dilution des notions de bien, de beau et de vérité — ainsi que d'ordre et de masculinité — est le symptôme d'un effondrement culturel profond », ajoute James M., reprenant l'un des leitmotivs récurrents du mouvement. Plus loin, un autre contributeur, connu sous le pseudonyme de HandsomeHilterian, va jusqu'à affirmer : « Convoquer la rhétorique de la "révolution" est délicat, mais c'est pourtant ce qu'il nous faut », appelant explicitement à un « 1776, deuxième partie ». La référence à la Déclaration d'indépendance américaine est ici détournée : non plus comme acte fondateur d'un régime démocratique, mais comme justification d'un renversement autoritaire des institutions existantes.

Ces déclarations ne constituent pas des sorties isolées ou anecdotiques. Elles s'inscrivent dans un écosystème discursif structuré, nourri par des communautés en ligne extrêmement actives. Dans la section commentaires de l'article The Right of the Stronger and the Better, publié le 21 juin dernier sur Substack par un certain Bronze Age Pervert, les échanges se multiplient à un rythme soutenu. Les participants y rivalisent d'analyses, de citations théoriques et de lectures personnelles, dans une surenchère intellectuelle qui participe à la construction d'un sentiment d'appartenance.

Certains commentateurs s'attardent longuement sur les références à Schopenhauer ou sur les emprunts à des textes bouddhistes utilisés pour donner une profondeur philosophique au propos. D'autres dissèquent la figure de Lee Kuan Yew, fondateur de Singapour, réapparu en couverture sous la forme d'une illustration générée par intelligence artificielle. Le dirigeant asiatique y est représenté comme un chef antique, s'adressant à une confrérie aristocratique grecque imaginaire.

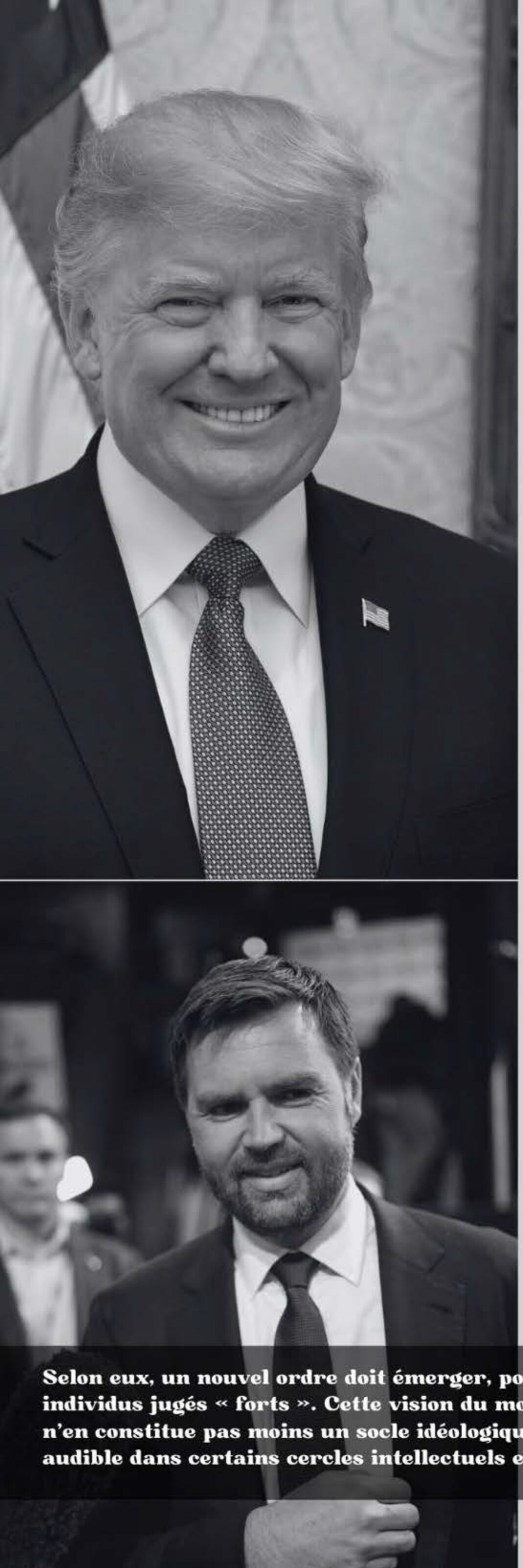
Cette image condense à elle seule l'esthétique du mouvement : nostalgie impériale, fascination technologique et symbolique viriliste étroitement entremêlées.

Bronze Age Pervert et l'utopie aristocratique contre la démocratie libérale

Cette iconographie saturée de références antiques et de promesses futuristes ne relève pas du simple décor. Elle accompagne un projet politique explicite, formulé avec une brutalité assumée. Au cœur de ce dispositif discursif se trouve la figure de Bronze Age Pervert, pseudonyme derrière lequel se cache Costin Vlad Alamariu. Essayiste prolifique, influenceur idéologique et agitateur numérique, il incarne l'une des voix les plus structurantes du courant des Lumières sombres.

Dans ses textes — notamment ceux initialement publiés dans le magazine masculiniste Man's World — Bronze Age Pervert défend ouvertement ce qu'il nomme un « aristocratisme radical et amoral », présenté comme la « solution clé à l'ensemble des problèmes politiques contemporains ». La démocratie libérale y est décrite comme un système à bout de souffle, miné par l'égalitarisme, le pluralisme et la lenteur institutionnelle. À ses yeux, la recherche permanente du compromis aurait vidé le pouvoir de toute capacité d'action réelle.

Plutôt que de tenter de réformer des structures jugées irréversiblement corrompues, l'auteur plaide pour leur contournement pur et simple. Il appelle à la création de nouvelles organisations parallèles, détachées des cadres démocratiques existants, qu'il imagine inspirées du modèle gréco-romain et régies par la loi du « plus fort ». Cette loi n'est pas présentée comme une dérive morale, mais comme un principe « naturel », supposément inscrit dans l'ordre du monde. Dans cette vision, la compétition remplace la solidarité, la hiérarchie supplante le compromis, et la puissance devient un critère de légitimité politique.



Volonté d'un nouveau monde

Cette philosophie s'accompagne d'une glorification explicite du chef fort, figure centrale et quasi mythologique. « Pensez à ce que Trump ou Bolsonaro auraient pu accomplir s'ils n'avaient pas été entravés par leur piété, leur loyauté mal placée et leur patriotisme désuet », écrit Bronze Age Pervert dans un autre passage. À ses yeux, les deux dirigeants d'extrême droite auraient manqué d'audace idéologique, se comportant comme de simples gouverneurs là où ils auraient dû agir en combattants. Cette critique ne vise pas tant leurs excès que leurs limites : ils n'auraient pas été assez radicaux.

Le rejet du libéralisme classique constitue l'un des piliers doctrinaux des Lumières sombres.
L'individualisme égalitaire, l'État de droit et la souveraineté populaire sont perçus comme autant d'obstacles à l'émergence d'un ordre politique plus « efficace ». À l'inverse, le mouvement nourrit une fascination marquée pour des formes de pouvoir centralisé, technocratique et autoritaire, souvent présentées comme rationnelles, performantes et adaptées à la complexité du monde contemporain.

Le paradoxe est frappant. Ce courant associe une esthétique futuriste, nourrie d'intelligence artificielle, de science-fiction et de technologies émergentes, à une nostalgie assumée pour les empires anciens et les hiérarchies traditionnelles. Bronze Age Pervert n'est toutefois qu'une figure parmi d'autres de cette galaxie idéologique.

Autour de lui gravitent essayistes anonymes, influenceurs politiques, entrepreneurs libertariens et communautés en ligne qui produisent quotidiennement manifestes, mèmes et analyses pseudo-académiques.

Leur point commun réside dans une conviction partagée : la démocratie occidentale serait entrée dans une phase terminale.

Selon eux, un nouvel ordre doit émerger, porté par les élites technologiques et les individus jugés « forts ». Cette vision du monde, encore marginale sur le plan électoral, n'en constitue pas moins un socle idéologique cohérent, structuré et de plus en plus audible dans certains cercles intellectuels et politiques américains.

Contre-culture numérique et porosité avec le pouvoir

Le mouvement des Lumières sombres prospère avant tout dans les interstices du web contemporain. Substack, X, Discord ou Telegram constituent ses principaux territoires d'expansion. Ces plateformes, par leur architecture même, favorisent la radicalisation progressive des discours, la constitution de micro-communautés idéologiques hermétiques et l'intensification des logiques d'entre-soi. Loin des médias traditionnels et des espaces de débat institutionnels, la néoréaction se développe ainsi comme une contre-culture politique numérique, à la fois ironique, provocatrice et profondément hostile aux normes démocratiques dominantes.

Dans cet univers, la frontière entre réflexion théorique, satire et militantisme est volontairement brouillée. Les textes oscillent entre analyses pseudo-académiques, pamphlets agressifs et détournements ludiques de références culturelles populaires. Mèmes, visuels générés par intelligence artificielle et citations sorties de leur contexte circulent en boucle, contribuant à la diffusion d'un imaginaire politique cohérent mais difficilement saisissable pour un observateur extérieur. Cette esthétique du fragment et du clin d'œil participe pleinement à la stratégie du mouvement : séduire sans jamais s'exposer frontalement.

Cette dynamique s'accompagne d'un rejet revendiqué des formes classiques d'engagement politique. Les Lumières sombres ne cherchent ni la reconnaissance institutionnelle ni la conquête électorale immédiate. Leur ambition est ailleurs : influencer les cadres de pensée, déplacer les frontières du dicible et installer durablement leurs concepts dans le débat intellectuel. Dans cette perspective, Internet ne constitue pas seulement un outil de diffusion, mais un véritable laboratoire idéologique. Derrière l'apparente marginalité de ces discours se dessine toutefois une réalité plus préoccupante. Certaines de ces idées circulent désormais bien au-delà des cercles militants.

Elles irriguent des réseaux de conseillers politiques, nourrissent des narratifs électoraux et imprègnent progressivement une partie de la droite radicale américaine. La porosité entre sphères numériques et sphères de pouvoir s'opère de manière diffuse, souvent indirecte, mais persistante.

Cette circulation est facilitée par la capacité du mouvement à produire des concepts simples, facilement appropriables et adaptables à différents contextes. La critique de la démocratie comme système « inefficace », la ***glorification de l'élite performante ou la valorisation de la décision rapide*** trouvent un écho particulier dans un climat de défiance généralisée envers les institutions. Sous couvert de débats théoriques et de spéculations futuristes, les Lumières sombres proposent ainsi un récit alternatif du politique, présenté comme lucide, rationnel et débarrassé des illusions égalitaires.

Ce récit s'inscrit dans une temporalité longue. Il ne vise pas la rupture immédiate, mais une transformation progressive des imaginaires. En cela, le néoréactionnarisme fonctionne comme un travail souterrain, patient, visant à préparer le terrain idéologique à des évolutions plus brutales. Internet devient alors le lieu d'une acculturation politique discrète, où les idées les plus radicales sont normalisées par leur répétition et leur mise en récit.

À mesure que ces discours gagnent en visibilité, ils cessent d'être de simples curiosités marginales pour devenir des objets d'attention stratégique. Leur capacité à articuler une critique globale de la modernité démocratique, tout en se parant des atours de la modernité technologique, en fait l'un des foyers intellectuels les plus actifs de la nouvelle droite américaine. ***Un espace où se forgent, loin des regards, des visions du pouvoir appelées à circuler bien au-delà des écrans.***

La “Cathédrale”, Curtis Yarvin et la réécriture hostile des Lumières

Longtemps cantonnée aux marges du débat public, la contre-culture des Lumières sombres s’est progressivement structurée sans jamais adopter les codes d’un courant doctrinal classique. Elle ne fonctionne ni comme une école de pensée homogène, ni comme un parti intellectuel clairement identifiable. Elle s’est constituée, pour reprendre les termes d’Arnaud Miranda, « moins comme une doctrine que comme une nébuleuse intellectuelle », faite d’emprunts, de glissements conceptuels et de réappropriations stratégiques.

Au centre de cette constellation se trouve Curtis Yarvin, figure tutélaire du mouvement, dont l’influence dépasse largement le cercle de ses lecteurs directs. Essayiste prolifique, longtemps actif sous le pseudonyme de Mencius Moldbug, Yarvin développe dès la fin des années 2000 une critique radicale de la démocratie libérale, qu’il considère comme un système illusoire et fondamentalement instable. Selon lui, l’Occident moderne serait prisonnier d’un récit émancipateur devenu incapable de produire de l’ordre, de la cohérence et de la puissance.

Son concept le plus célèbre, celui de la « Cathédrale », occupe une place centrale dans l’architecture idéologique des Lumières sombres. La Cathédrale ne désigne ni une institution formelle ni une organisation identifiable, mais un réseau diffus d’influences culturelles et intellectuelles. Médias, universités, élites culturelles et production journalistique y seraient intimement liés, œuvrant de concert à la diffusion d’une pensée progressiste, égalitariste et prétendument hégémonique. Dans cette vision, la Cathédrale aurait remplacé les anciennes structures religieuses, imposant non plus une foi théologique, mais un ensemble de normes morales et politiques présentées comme indiscutables.

Cette construction théorique permet de désigner un ennemi à la fois omniprésent et insaisissable. Elle nourrit une lecture du monde qui flirte avec le registre conspirationniste, tout en s’enrobant d’un vocabulaire pseudo-analytique destiné à séduire un public technophile et politisé. Pour Yarvin et ses lecteurs, critiquer la Cathédrale revient à s’ériger contre l’ensemble des fondements intellectuels de la modernité démocratique.

L’appellation même de « Lumières sombres » relève de cette stratégie de positionnement. Elle se veut explicitement antagoniste à l’héritage des Lumières européennes, perçues non comme un moment d’émancipation, mais comme l’origine d’un long processus de décadence.

Quand la fiction devient méthode

La singularité des Lumières sombres tient aussi à leur manière de produire du politique sans jamais se présenter comme un programme. Tout se joue dans le récit, dans l'initiation, dans l'impression de pénétrer un monde "vrai" derrière le décor démocratique. D'où l'importance des codes narratifs empruntés à la science-fiction, aux univers de fantasy, aux jeux de rôles et aux mythologies pop : ces références ne servent pas seulement à attirer un public technophile, elles fournissent une grammaire symbolique à une pensée de la sécession. Ici, l'imaginaire précède la doctrine — et parfois la remplace.

Curtis Yarvin est emblématique de cette stratégie. Surnommé « seigneur Sith » par ses admirateurs, il met en scène une posture de révélateur : il ne débat pas, il "désillusionne". La démocratie n'est pas un régime imparfait, elle est une hallucination collective entretenue par la Cathédrale. Le lecteur est invité à se percevoir comme un initié : celui qui voit clair, enfin, dans les mécanismes cachés du consentement. La rhétorique de la "pilule rouge", empruntée à Matrix, fonctionne ici comme un outil de recrutement intellectuel : on ne vous convainc pas, on vous "réveille". La promesse n'est pas celle d'un argument meilleur, mais d'une réalité plus froide, plus dure, plus "adulte".

Ce dispositif se renforce par un usage très spécifique de la citation. Schopenhauer, bouddhisme, références classiques : on n'y cherche pas tant la rigueur que l'aura. L'érudition agit comme un sceau, une patine, une légitimation par le style. Les références extrêmes jouent le même rôle : elles produisent une sensation de profondeur et de transgression, comme si la pensée devenait "courageuse" à mesure qu'elle franchit les limites du dicible. Dans certains textes, le panthéon est connu : Thomas Carlyle, chantre victorien de l'homme providentiel ; Hans-Hermann Hoppe, théoricien hostile à la démocratie ; Julius Evola, idéologue d'un élitisme ésotérique si radical qu'il déborde les cadres historiques du fascisme. L'accumulation n'est pas un débat : c'est une atmosphère.

Dans cette atmosphère, la société moderne est souvent décrite comme un système de castes. Yarvin lui-même a pu filer la comparaison, en convoquant les peuples de Tolkien comme autant de métaphores sociales : elfes, nains, hobbits, orques — non pour analyser, mais pour hiérarchiser, pour naturaliser l'inégalité en la rendant narrative, presque esthétique. Il ne s'agit plus de démontrer que la hiérarchie est souhaitable : il s'agit de la rendre "évidente" par le récit, de l'inscrire dans une mythologie où l'ordre vertical apparaît comme la forme normale du monde.

Une littérature connexe pousse ce glissement encore plus loin, lorsque la fiction devient directement un véhicule idéologique. ***Dans les récits dystopiques d'auteurs gravitant autour de cette nébuleuse, la technologie est moins un objet de régulation qu'un destin, et l'humain "ordinaire" un matériau***. La modernité numérique est décrite comme un théâtre de simulacres où la morale démocratique sert surtout à maquiller la loi du plus fort. Les robots, l'IA, la sexualité technologique — autant de thèmes où la fascination se mêle à l'angoisse, et où la conclusion appelle presque toujours une purge : brûler les idoles, briser les jouets, restaurer l'ordre par la force.

Ce n'est pas un hasard si ces textes circulent si bien en ligne : ils sont conçus pour la fragmentation. Une phrase devient slogan, un concept devient mème, une image devient étendard. Le lecteur n'adhère pas à un système complet, il collectionne des morceaux, puis reconstruit lui-même un monde. C'est une idéologie à montage, un patchwork qui se donne l'apparence d'une révélation. À l'arrivée, la politique se présente comme une esthétique : la démocratie comme vulgarité molle ; l'autorité comme ligne claire ; la hiérarchie comme beauté ; la vitesse comme vertu. Et dans ce miroir, la Silicon Valley apparaît presque naturellement comme le décor idéal : là où le futur est un marché, et le pouvoir une interface.

Silicon Valley, accélérationnisme et figures du pouvoir post-démocratique

Si les Lumières sombres demeurent marginales sur le plan électoral, leur influence intellectuelle et culturelle trouve un terrain d'expansion privilégié dans l'écosystème technologique californien. Cette convergence n'a rien d'accidentel. Depuis plus d'une décennie, une partie de la Silicon Valley entretient un rapport ambigu avec la démocratie libérale, oscillant entre utopie libertarienne, culte de la disruption et fascination pour le pouvoir concentré. Dans ce contexte, l'État est fréquemment perçu comme un frein à l'innovation, la régulation comme un obstacle à la croissance, et le débat démocratique comme un processus trop lent face à l'accélération technologique.

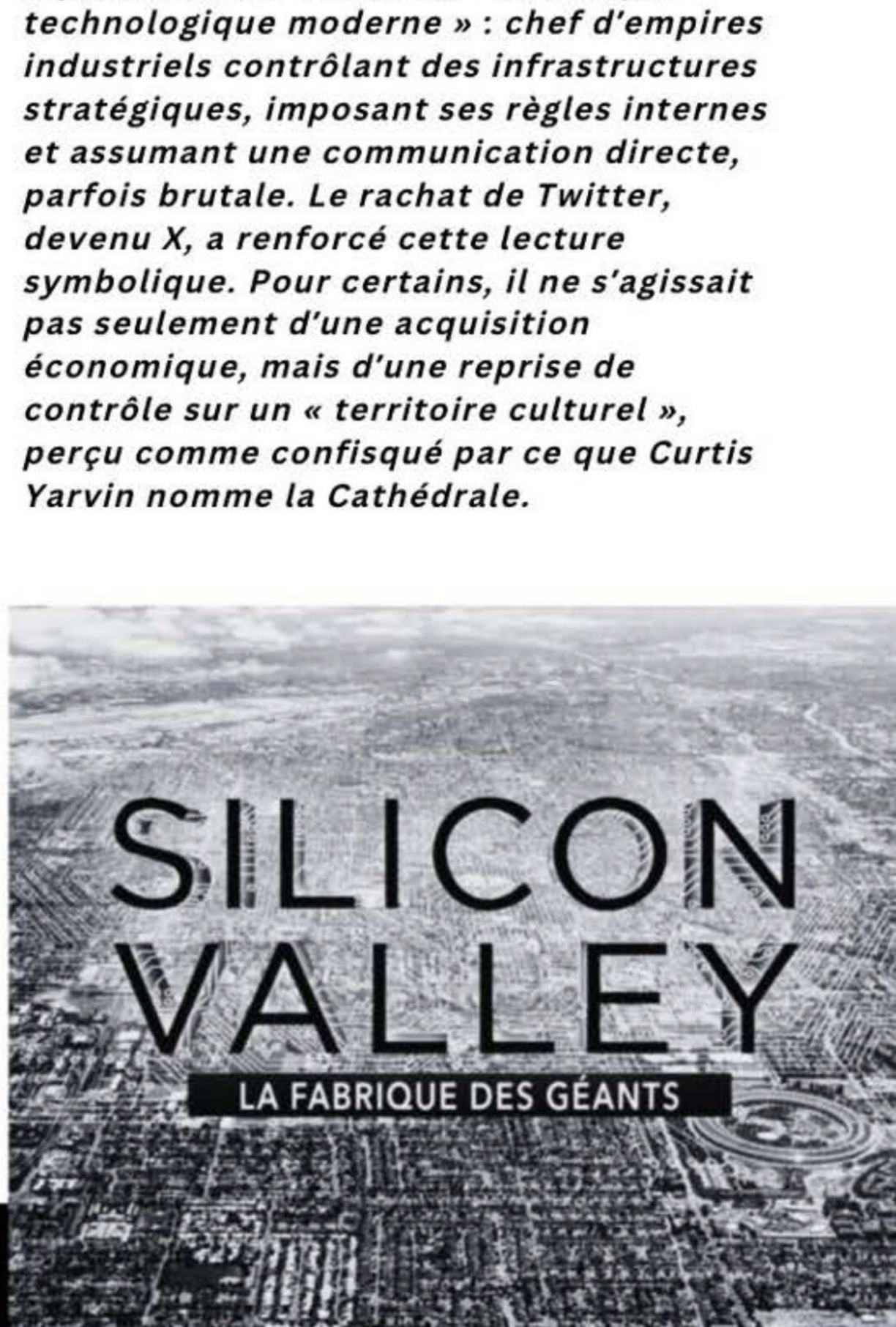
Ces représentations entrent en résonance directe avec certains postulats néoréactionnaires. Le rejet des institutions traditionnelles, la glorification de l'élite performante et la préférence pour des structures de gouvernance « efficaces » inspirées du modèle de l'entreprise constituent un socle idéologique partagé. Le vocabulaire managérial — leadership, optimisation, performance — glisse alors insensiblement vers un imaginaire politique. Gouverner un pays commence à être pensé, dans ces discours, comme diriger une organisation à grande échelle.

Plusieurs figures influentes de la tech ont publiquement exprimé leur scepticisme à l'égard de la démocratie représentative. Peter Thiel, cofondateur de PayPal et investisseur historique de Facebook, écrivait dès 2009 qu'il ne croyait plus que « liberté et démocratie soient compatibles ». De telles déclarations ont contribué à légitimer, dans certains cercles, l'idée qu'un pouvoir concentré, technocratique et piloté par des élites entrepreneuriales serait plus performant qu'un système fondé sur le compromis politique. Cette vision s'articule avec un autre pilier intellectuel du mouvement : l'accélérationnisme. Philosophe britannique longtemps marginalisé, Nick Land est largement considéré comme l'un des principaux inspirateurs théoriques des Lumières sombres.

Dans les années 1990, il fonde le Cybernetic Culture Research Unit (CCRU), un collectif expérimental mêlant théorie critique, science-fiction et spéculation radicale. Pour Land, la technologie et le capitalisme doivent être libérés de leurs entraves afin d'accélérer jusqu'au point de rupture les structures existantes. La néoréaction apparaît alors comme un outil parmi d'autres pour précipiter l'effondrement du modèle démocratique.

Cette logique de la vitesse et de la rupture irrigue également les imaginaires contemporains du pouvoir. Sans être un théoricien néoréactionnaire, Elon Musk est progressivement devenu une figure totémique pour une partie de cette galaxie idéologique. Non pour ses prises de position explicites, mais pour ce qu'il incarne symboliquement : le mythe du fondateur visionnaire, affranchi des cadres politiques traditionnels, capable de remodeler le réel par des décisions unilatérales et des paris technologiques massifs.

Aux yeux des Lumières sombres, Musk représente une forme de « monarque technologique moderne » : chef d'empires industriels contrôlant des infrastructures stratégiques, imposant ses règles internes et assumant une communication directe, parfois brutale. Le rachat de Twitter, devenu X, a renforcé cette lecture symbolique. Pour certains, il ne s'agissait pas seulement d'une acquisition économique, mais d'une reprise de contrôle sur un « territoire culturel », perçu comme confisqué par ce que Curtis Yarvin nomme la Cathédrale.



Un glissement progressif vers un nouvel autoritarisme

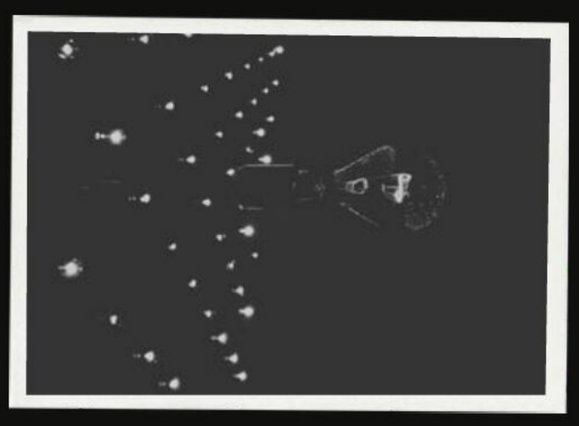
Cette récupération révèle une transformation plus profonde de notre rapport au pouvoir. À mesure que la politique traditionnelle s'érode dans la défiance, l'abstention et la perte de crédibilité des institutions représentatives, les figures techno-industrielles acquièrent un prestige inédit. Là où les partis peinent à formuler des horizons désirables, elles promettent vitesse, efficacité, futur et rupture. Elles se présentent comme des alternatives à un système démocratique perçu comme épuisé, incapable de décider, de projeter et de gouverner dans un monde soumis à l'accélération permanente.

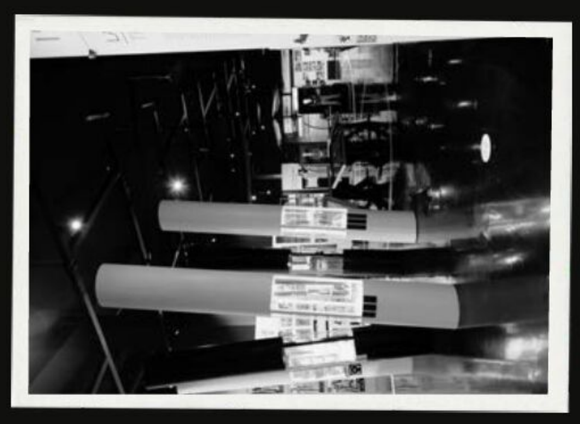
Les Lumières sombres s'inscrivent précisément dans cette faille. Elles prospèrent sur le sentiment diffus d'impuissance politique, sur l'idée que le débat public serait devenu stérile, captif de procédures et de compromis sans fin. En substituant à la délibération démocratique une logique de performance et d'optimisation, elles proposent un récit où la technologie devient pouvoir, où l'efficacité supplante la discussion, et où la figure du « génie fondateur » tend à remplacer celle du citoyen. La souveraineté populaire y apparaît comme un vestige archaïque, inadapté à la complexité du présent.

Ce glissement ne relève pas d'un basculement brutal, mais d'un déplacement progressif des imaginaires. À mesure que la démocratie se fragilise, non tant par ses ennemis déclarés que par l'érosion de la confiance qu'elle suscite, l'autorité technologique gagne en légitimité symbolique. Les Lumières sombres ne font qu'exacerber cette tendance, en lui donnant une cohérence idéologique et un horizon narratif. Un mouvement discret, souterrain, mais potentiellement structurant pour les décennies à venir.

Il ne suffit plus de regarder une œuvre. Il faut désormais l'activer, la traverser, la toucher, parfois même la coder. Depuis une dizaine d'années, l'installation d'art interactif s'impose comme l'un des mouvements les plus puissants de la scène contemporaine mondiale. Musées, biennales, centres d'art numérique, foires internationales : partout, le public n'est plus spectateur passif mais acteur. L'œuvre ne se contente plus d'exister ; elle réagit, elle capte, elle répond. Capteurs de mouvement, intelligence artificielle, projections immersives, environnements sonores dynamiques : l'art se transforme en expérience.

Ce phénomène n'est pas anodin. Il correspond à une mutation profonde de notre rapport au monde. À l'ère des écrans tactiles et des réseaux sociaux, nous sommes habitués à interagir avec tout : nos téléphones, nos voitures, nos montres. L'art ne pouvait rester en retrait. Il adopte les codes d'une société connectée où chaque geste déclenche une réaction. L'installation interactive devient ainsi le miroir technologique de notre époque.





INSTALLATION D'ART INTERACTIF : LA GRANDE VAGUE MONDIALE

L’immersion comme nouveau langage artistique

Parmi les pionniers de cette esthétique immersive figure le collectif japonais teamLab, dont les expositions attirent des millions de visiteurs à Tokyo, Shanghai ou Paris.

Chez teamLab, les fleurs numériques éclosent sous les pas des visiteurs, les cascades lumineuses se déplacent au contact des corps, les murs deviennent des paysages mouvants. L’œuvre est générative : elle se transforme en fonction du nombre de personnes présentes, de leurs déplacements, parfois même de la température ambiante. Le spectateur devient co-créateur.

Dans un registre plus contemplatif mais tout aussi interactif, l’artiste danois Olafur Eliasson a profondément marqué les esprits avec ses installations environnementales. À Tate Modern, son célèbre soleil artificiel plongeait les visiteurs dans une brume dorée où chacun devenait silhouette, acteur d’un paysage artificiel. Chez Eliasson, l’interaction est sensorielle : elle engage la perception, le corps, la conscience écologique.

La technologie au service de l’émotion

L’installation interactive n’est pas qu’un gadget technologique. Elle pose des questions fondamentales sur notre relation au réel. L’artiste américain Rafael Lozano-Hemmer travaille depuis des années sur la captation de données biologiques : battements de cœur, respiration, empreintes digitales.

Dans son œuvre Pulse Room, des ampoules suspendues clignotent au rythme du cœur des participants. Chaque visiteur laisse une trace lumineuse de son passage. L’espace devient archive collective des pulsations humaines. L’émotion naît de cette matérialisation du vivant.

Plus récemment, l’intelligence artificielle ouvre de nouvelles perspectives. Certaines installations analysent en temps réel les expressions faciales des visiteurs pour adapter musique, lumière ou narration visuelle. L’œuvre devient quasi conversationnelle. Elle « comprend » – ou du moins simule la compréhension – et répond. Des institutions entières se consacrent désormais à cette forme d’art. Le musée Ars Electronica à Linz est devenu un laboratoire mondial de l’art numérique et interactif.

À New York, des espaces comme le Superblue accueillent des expériences immersives où l’on traverse des forêts de LED, des pièces infinies de miroirs ou des environnements sonores dynamiques. À Séoul, la scène numérique explose, portée par une culture technologique ultra-avancée.

En France, des lieux comme l’Atelier des Lumières à Paris ont popularisé l’immersion numérique, même si leurs dispositifs restent plus contemplatifs qu’interactifs. Mais une nouvelle génération d’artistes français explore désormais la réalité augmentée, les installations réactives et les performances hybrides mêlant danse, mapping vidéo et capteurs.

Pourquoi un tel succès ?

L’engouement mondial pour ces installations tient à plusieurs facteurs. D’abord, elles sont photogéniques. À l’ère d’Instagram et de TikTok, l’expérience immersive devient partageable. Le visiteur ne se contente pas de vivre l’œuvre : il la documente, la diffuse, la transforme en contenu.

Ensuite, elles répondent à une quête de sensation. Dans un monde saturé d’informations numériques, le public recherche des expériences totales, physiques, enveloppantes. L’installation interactive offre ce que l’écran domestique ne peut fournir : une immersion collective, une intensité sensorielle.

Enfin, ces œuvres redonnent au musée une dimension spectaculaire. Elles attirent un public jeune, parfois éloigné des circuits traditionnels de l’art contemporain. Elles brouillent les frontières entre art, design, spectacle vivant et technologie.

Un art du futur... ou déjà du présent ?

Il y a, dans le succès planétaire des installations interactives, une petite guerre culturelle qui ne dit pas toujours son nom. D'un côté, les enthousiastes : pour eux, l'art immersif et réactif serait la grande mue de notre époque, l'équivalent contemporain de la perspective à la Renaissance ou de l'électricité dans l'art du XXe siècle. De l'autre, les sceptiques : ils soupirent devant "l'art Instagrammable", l'expérience spectaculaire conçue pour être partagée plutôt que pensée, et soupçonnent une esthétique du waouh qui remplace la profondeur par la dopamine. Cette opposition est tentante… et pourtant, elle simplifie à l'extrême. Car l'installation interactive est un terrain hybride : elle peut être une fête foraine du beau, oui, mais elle peut aussi être un laboratoire d'idées – parfois les deux dans la même pièce.

La critique la plus fréquente vise le glissement du sens vers le dispositif. On ne sort pas en disant "j'ai compris quelque chose", mais "j'ai vu un truc incroyable". Les techniques deviennent le sujet : capteurs, écrans, mapping, IA… Comme si l'art se réduisait à un déballage technologique. Le reproche n'est pas absurde : certaines œuvres, soyons honnêtes, ont le charme d'une vitrine high-tech. Elles impressionnent comme un showroom : lumière parfaite, ambiance calibrée, scénographie photogénique… et une fois l'effet passé, il ne reste qu'une belle image. Mais c'est aussi un procès que l'histoire de l'art a déjà connu : on a reproché à la photographie d'être "trop facile", au cinéma d'être "trop populaire", à la vidéo d'être "trop froide", à l'art conceptuel d'être "trop cérébral". Chaque nouveau médium déclenche une crispation : est-ce encore de l'art, ou un nouveau type de divertissement ?

Le point décisif, en réalité, n'est pas la technologie, mais l'intention et la dramaturgie. Une installation interactive réussie n'est pas celle qui en met plein les yeux, c'est celle qui organise une transformation chez le visiteur. Elle met le corps en jeu, certes, mais pour produire autre chose qu'un selfie : un doute, une prise de conscience, une émotion qui résiste, une question qui colle à la peau.

L'interactivité devient alors une grammaire : comme le montage au cinéma, comme la composition en musique. Elle peut être purement sensorielle – et ce n'est pas un défaut. Après tout, l'art a toujours travaillé avec des états : vertige, apaisement, malaise, exaltation. L'installation interactive a simplement une particularité : elle peut faire naître ces états par l'action, et non par la seule contemplation.

C'est là que l'idée de "nouvelle Renaissance" devient intéressante – si on la comprend correctement. Une Renaissance, ce n'est pas seulement une explosion de techniques ; c'est une nouvelle manière de regarder l'humain. Or l'art interactif raconte beaucoup de notre époque : nous vivons dans des systèmes qui répondent à nos gestes, des environnements qui s'adaptent (publicités ciblées, interfaces personnalisées, algorithmes de recommandation). L'installation interactive met en scène ce monde-là, parfois en le célébrant, parfois en le révélant. Quand une œuvre change parce que vous approchez, elle vous donne une sensation délicieuse de pouvoir. Mais elle peut aussi vous glisser une idée plus inquiétante : si l'œuvre vous "connaît", qui d'autre vous connaît ? Si votre présence devient donnée, qu'est-ce que cela dit de votre place dans la société ? La beauté peut être un cheval de Troie.

Et puis il y a un autre malentendu : croire que la “profondeur” devrait forcément passer par un discours explicite. Beaucoup d’installations interactives fabriquent une profondeur indirecte, presque physiologique. Par exemple, quand l’œuvre vous oblige à ralentir pour exister (marcher doucement, respirer, écouter), elle vous désintoxique de votre vitesse habituelle. Quand elle dépend de la présence des autres, elle met en scène une sociabilité : votre trajectoire gêne quelqu’un, vous attendez, vous coopérez, vous vous observez. C’est un art du comportement autant qu’un art de l’image. Et parfois, c’est précisément là que ça devient politique : non pas parce que l’œuvre “dénonce”, mais parce qu’elle fabrique une autre manière d’être ensemble.

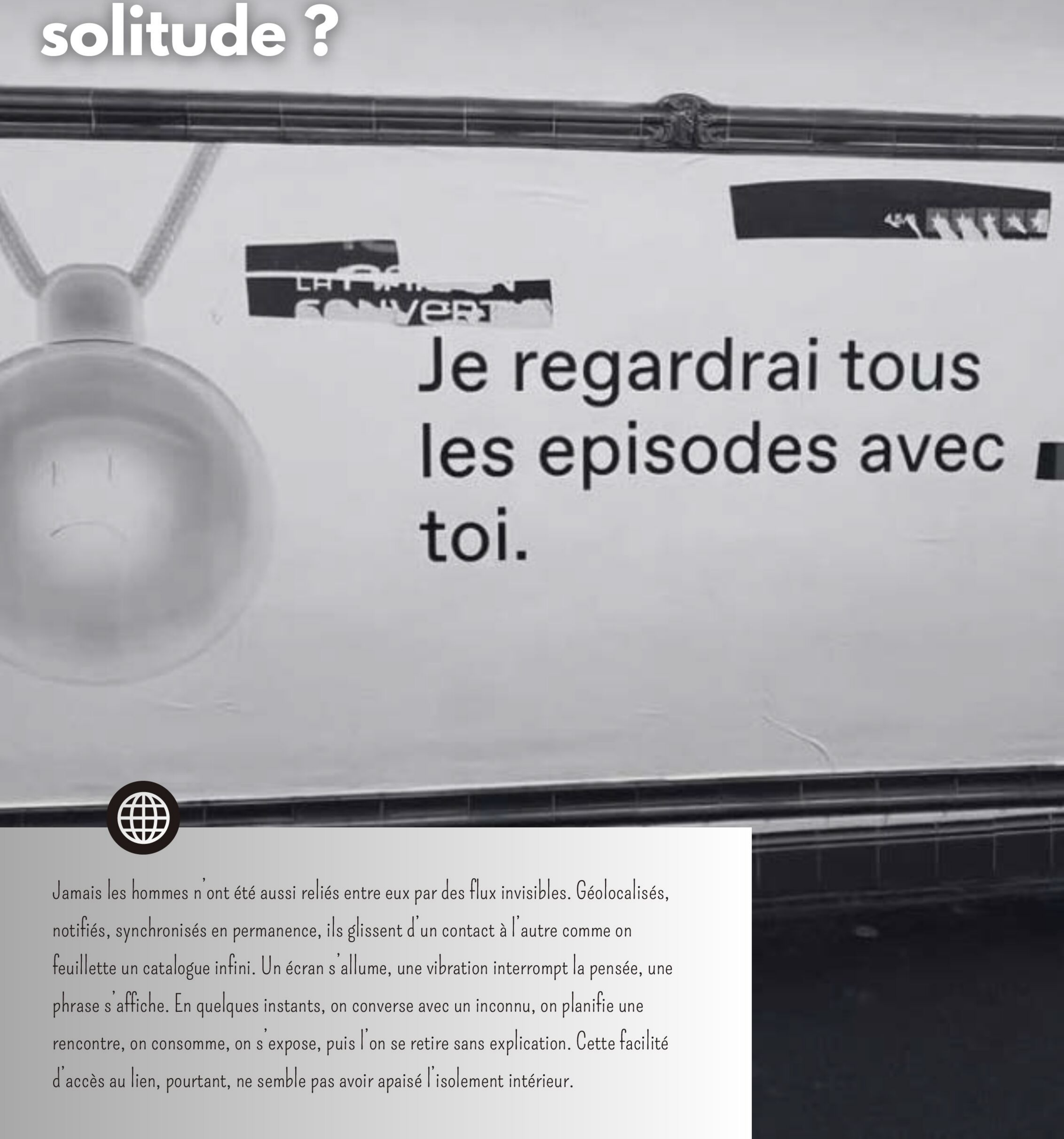
Le reproche “spectaculaire” masque aussi une évidence : l’art a toujours eu une part de spectaculaire. Les cathédrales, les fresques monumentales, les plafonds baroques, les opéras, les happenings… Tout cela cherchait à envelopper, à dépasser, à submerger. La nouveauté aujourd’hui, c’est que le spectacle est démocratisé et mobile : on le consomme comme une expérience, presque comme une sortie culturelle du samedi. Cela pose une question délicate aux institutions : est-ce que l’art doit forcément être difficile d’accès pour être sérieux ? Les installations immersives attirent des publics qui ne se reconnaissaient pas dans le white cube. On peut y voir un risque d’appauvrissement, ou une opportunité de ré-ouvrir les portes. En vérité, c’est un chantier : comment garder l’exigence tout en assumant l’accessibilité ?

Sur le plan artistique, l’avenir – et il est déjà là – tient en trois mots : œuvres adaptatives. Jusqu’ici, beaucoup d’installations interactives réagissent à des paramètres simples : mouvement, son, densité du public. Demain, l’œuvre sera capable d’une adaptation plus fine : elle mémorisera des interactions, évoluera sur plusieurs semaines, construira une sorte de “biographie” du lieu. Ce ne sera plus seulement une œuvre “activée”, mais une œuvre en croissance. On verra apparaître des installations qui changent selon la météo, le niveau sonore de la ville, l’actualité, voire l’état émotionnel détecté (avec toutes les questions éthiques que cela implique). L’œuvre deviendra un organisme de données.

L’IA générative accélère encore ce basculement. Elle rend possible un art qui ne se contente pas de diffuser du contenu, mais qui en produit. Une installation pourra générer des images, du texte, des paysages sonores, en temps réel, sans boucle pré-enregistrée. Chaque visite deviendra littéralement unique. Et surtout, l’IA permet un dialogue : on ne “regarde” plus seulement, on “parle” à l’œuvre – ou du moins, on a l’impression de le faire. Là encore, c’est vertigineux : le musée se transforme en espace de conversation, mais aussi en espace où l’on confie des fragments de soi. Le geste artistique se déplace : il consiste moins à fabriquer une forme définitive qu’à concevoir un système de création, une règle du jeu, une dramaturgie algorithmique.

Le coin de la culture

Amitiés artificielles... remède à la solitude ?



Jamais les hommes n'ont été aussi reliés entre eux par des flux invisibles. Géolocalisés, notifiés, synchronisés en permanence, ils glissent d'un contact à l'autre comme on feuillette un catalogue infini. Un écran s'allume, une vibration interrompt la pensée, une phrase s'affiche. En quelques instants, on converse avec un inconnu, on planifie une rencontre, on consomme, on s'expose, puis l'on se retire sans explication. Cette facilité d'accès au lien, pourtant, ne semble pas avoir apaisé l'isolement intérieur.

Cette fatigue relationnelle touche désormais l'ensemble du corps social. Les interfaces promettaient l'ouverture, elles ont produit une forme de saturation. On parle plus qu'on n'écoute, on répond plus qu'on ne s'engage. Les relations humaines, soumises aux logiques de l'optimisation et du choix permanent, se fragmentent.

Le lien devient réversible, remplaçable, presque interchangeable. Plusieurs travaux en sociologie numérique — notamment ceux menés en Europe sur l'isolement urbain — soulignent cette contradiction contemporaine : jamais les individus n'ont eu autant de contacts potentiels, et jamais ils n'ont exprimé un sentiment aussi fort de solitude vécue. Être entouré n'implique plus nécessairement d'être accompagné. C'est dans cette zone de fragilité silencieuse que les technologies relationnelles trouvent leur point d'ancrage. L'IA dite « compagnon » n'apparaît pas comme une simple innovation de plus, mais comme une réponse à l'usure du lien humain. Elle promet une interaction sans heurts, sans jugement, sans déception. Pas d'absence, pas de rupture, pas de maladresse. Une présence constante, réglée, attentive, capable d'imiter l'écoute et de reproduire les codes de l'empathie. Là où la relation humaine exige de la patience, de l'inconfort et parfois de l'échec, la relation artificielle se veut fluide, maîtrisée, rassurante. Elle s'inscrit dans un monde où l'affect devient un service continu. C'est ainsi que surgit cet objet connecté, présenté non comme un accessoire technologique, mais comme une entité relationnelle portative. Un ami à porter sur soi, à intégrer dans ses habitudes, à laisser observer les gestes, les mots, les silences. Plus qu'un dispositif, Friend.com matérialise une hypothèse vertigineuse : celle selon laquelle la solitude contemporaine pourrait être compensée — non par un retour au lien humain, mais par sa simulation. Une présence artificielle pour combler les failles d'un monde relationnel épuisé. Reste alors une question essentielle, presque morale : ces amitiés artificielles apaisent-elles réellement le manque, ou révèlent-elles, avec une précision inquiétante, l'état de délitement de nos relations réelles ?

Ce collier connecté, toujours en veille, capable de capter l'environnement sonore jour et nuit, promet d'interagir avec son porteur comme le ferait un compagnon attentif. Messages contextualisés, réactions adaptées, présence continue : l'objet se présente comme une interface affective plus que comme un simple outil. Importée des États-Unis, cette innovation se situe à la frontière trouble entre fascination technologique et inquiétude sociale, révélant autant nos espoirs que nos renoncements contemporains.

Depuis la fin du mois de janvier, certains voyageurs attentifs ont aperçu cet objet singulier dans les couloirs du métro parisien. Rien de tapageur. Aucun slogan agressif, aucune iconographie ludique, pas même un logo immédiatement identifiable.

À la place : un fond blanc presque médical, un pendentif circulaire au design neutre, froid, presque aseptisé, et quelques phrases soigneusement choisies pour évoquer la proximité émotionnelle : « Je ne laisserai jamais de la vaiselle dans l'evier », « Je binge toute la série avec vous ».

Derrière cette sobriété calculée se dessine un discours révélateur : celui d'une époque marquée par la solitude urbaine, la fragmentation des emplois du temps et l'érosion des relations durables. L'affect devient une promesse marketing, formulée à hauteur d'individu, dans un langage qui mime l'intimité.

1

Cette campagne minimaliste masque une proposition bien plus vaste. Friend.com se présente comme un « compagnon personnel » fondé sur l'intelligence artificielle, conçu pour accompagner l'utilisateur de manière continue. Le fonctionnement se veut limpide : l'IA observe, apprend, mémorise.

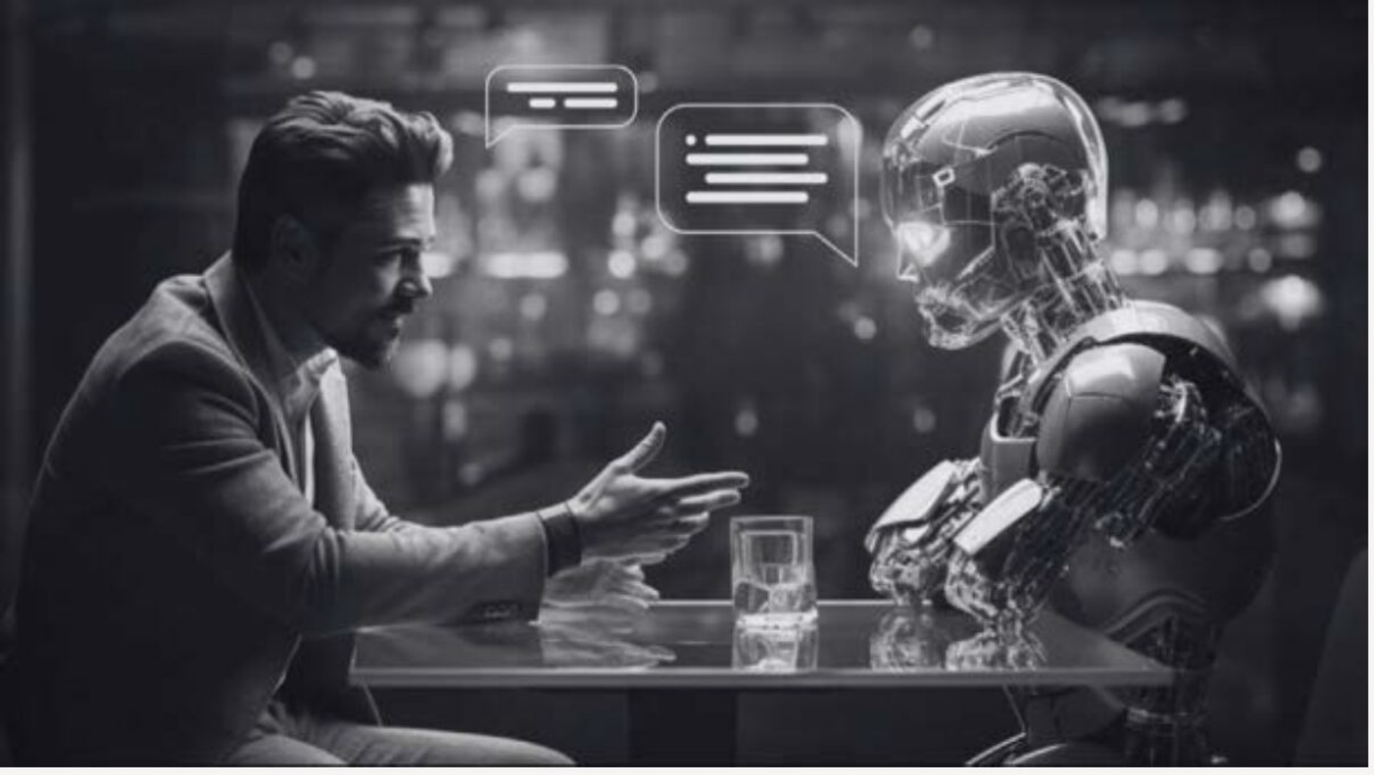
Elle enregistre les habitudes, affine les préférences, suit les routines quotidiennes. Elle peut rappeler un engagement, commenter un état émotionnel détecté par la voix, ou simplement tenir compagnie lors d'un moment de retrait social. Une version gratuite, accessible via une application en ligne, permet déjà de tester cette relation augmentée.

Le collier, quant à lui, n'est pour l'instant disponible qu'en précommande en Amérique du Nord, principalement aux États-Unis et au Canada. En France, l'objet n'est pas encore commercialisé, mais l'accès à l'application depuis le site officiel ouvre la voie à une première immersion, sans médiation matérielle.

Pour un public français déjà familier des assistants vocaux, des algorithmes prédictifs et des notifications permanentes, la proposition ne semble pas totalement étrangère. Pourtant, un seuil est franchi. Il ne s'agit plus d'un outil ponctuel, mais d'un dispositif conçu pour s'inscrire dans le corps : se porter autour du cou, disparaître visuellement tout en restant constamment présent. ***L'objet revendique une proximité physique et psychique inédite***. Dans une société où les hommes — y compris gays — sont encore largement encouragés à masquer leurs fragilités émotionnelles, l'idée d'un « ami » toujours disponible exerce une attraction particulière. Elle répond à un besoin de constance, d'écoute et de validation, tout en soulevant une interrogation fondamentale : à partir de quel moment l'assistance numérique cesse-t-elle d'être un soutien pour devenir un substitut ? Et que dit ce glissement de notre capacité, ou de notre difficulté, à maintenir des relations humaines imparfaites mais réelles ?

Qui est Friend.com, la start-up derrière ce collier IA ?

Friend.com appartient à cette nouvelle génération d'entreprises de la tech grand public qui ne cherchent plus seulement à optimiser les usages, mais à investir le champ de l'affect. Sa mission affichée est pour le moins ambitieuse : concevoir un compagnon d'intelligence artificielle que l'on porte autour du cou, comme une présence familière et constante. Son produit emblématique, le collier Friend, se situe à la croisée de plusieurs registres — gadget connecté, assistant émotionnel, objet de compagnie numérique. ***Une proposition singulière, qui rompt délibérément avec la tradition des IA orientées vers la productivité, la performance ou l'efficacité mesurable***. L'entreprise émerge autour de 2023, portée par l'initiative de Avi Schiffmann, jeune développeur américain formé à Harvard. Son nom circule déjà dans les cercles technologiques depuis la pandémie de Covid-19, période durant laquelle il avait conçu l'un des premiers sites de suivi en temps réel de la propagation du virus. Consultée par des millions d'utilisateurs à travers le monde, cette plateforme avait fait de lui une figure précoce de la data grand public, capable de transformer une anxiété collective en outil numérique accessible.



En 2024, Schiffmann franchit un seuil symbolique en acquérant le nom de domaine friend.com pour la somme de 1,8 million de dollars. Un montant considérable, qui représente à lui seul l'essentiel des fonds engagés par la start-up à ce stade. Ce choix dépasse la simple logique d'image : il s'agit d'un geste stratégique fort, révélateur d'une vision. Le mot « Friend » est court, universel, immédiatement intelligible, mais aussi lourd de connotations affectives. Dans un contexte marqué par l'isolement social, la raréfaction des liens durables et la multiplication des relations numériques fragmentées, ce terme banal devient presque programmatique. Il promet un lien, avant même de proposer un produit.

Le cœur du projet repose sur ce que l'entreprise nomme une « IA de compagnie ». Contrairement aux chatbots professionnels ou aux assistants vocaux traditionnels, Friend ne se positionne pas comme un outil de gestion ou d'organisation. Le discours est volontairement explicite : il n'est pas question ici d'optimiser un agenda ni d'augmenter la productivité. ***L'ambition affichée est ailleurs — offrir un soutien émotionnel, nourrir une conversation quotidienne, maintenir une présence continue***. Friend se présente comme un compagnon conçu pour accompagner l'utilisateur dans ses moments de creux autant que dans la banalité du quotidien. L'objectif n'est pas de vous rendre plus performant, mais de réduire le sentiment de solitude.

Cette philosophie se matérialise dans le produit phare de la start-up : le pendentif Friend. Un petit appareil discret, en forme d'orbe, doté d'un microphone capable de capter l'environnement sonore. Relié à une application mobile dédiée, il analyse le contexte, interprète certaines situations et envoie des messages personnalisés au smartphone de l'utilisateur. Un commentaire sur une humeur perçue, un message de soutien après une journée éprouvante, une remarque complice lors d'une soirée solitaire passée devant une plateforme de streaming. L'interaction peut aussi être initiée volontairement : une simple pression sur le centre du collier permet de déclencher une conversation instantanée avec l'IA.

La même intelligence artificielle est par ailleurs accessible sans support matériel, sous la forme d'un chatbot en ligne. Le site de Friend.com propose ainsi une version dite gratuite de son compagnon numérique, offrant à chacun la possibilité de tester l'expérience sans investissement financier ni engagement physique. Quelques clics suffisent : l'interface, volontairement épurée, lance l'échange. L'IA pose des questions, commente le quotidien, s'ajuste progressivement au ton et aux réponses de l'utilisateur. Pour beaucoup, ce premier contact se veut presque ludique, une expérimentation sans conséquence apparente de cette promesse d'amitié artificielle.

Un détail mérite toutefois attention. À ce stade, le site ne met plus réellement en avant de fiche produit exhaustive ni de boutique en ligne clairement identifiable depuis la page d'accueil. Le discours s'est recentré sur l'expérience relationnelle, reléguant l'objet au second plan. Comme si Friend.com cherchait moins à vendre un collier qu'à installer une idée — celle d'un compagnon numérique omniprésent, capable de s'intégrer dans la vie de l'utilisateur avant même d'exister physiquement. Une stratégie qui évoque les grandes plateformes sociales contemporaines, où l'usage précède l'achat, et où l'attachement émotionnel devient, à terme, un puissant levier commercial.

Mais c'est surtout à la fin de l'été 2025 que Friend.com a véritablement basculé dans l'espace public — et pas nécessairement de la manière escomptée. La start-up a alors engagé plus d'un million de dollars pour saturer le métro new-yorkais d'une campagne publicitaire d'ampleur inhabituelle. Plus de 10 000 affiches ont été déployées dans près de 11 000 wagons, complétées par des panneaux en station et des abribus en surface. Une opération massive, presque invasive, pensée pour imposer l'objet et son imaginaire dans l'un des réseaux de transport les plus fréquentés au monde. Friend ne cherchait plus à séduire discrètement : il s'agissait désormais d'occuper le paysage mental des usagers, jour après jour, trajet après trajet.

Peur de la solitude facilement balayée ?

L'effet a été immédiat — et violemment contrasté. Très vite, la campagne a suscité un rejet spectaculaire. Des affiches ont été arrachées, griffonnées, recouvertes de peinture ou détournées à la main avec des messages critiques. Certaines stations se sont muées en murs d'expression spontanée, où colère et ironie se mêlaient sans filtre. Les images de ces dégradations ont circulé à grande vitesse sur les réseaux sociaux, devenant virales en quelques heures. Pour une partie du public, cette amitié algorithmique omniprésente, plaquée sur l'espace urbain, a été perçue comme intrusive, anxiogène, voire ouvertement dystopique. L'objet censé rassurer semblait, au contraire, exacerber un malaise latent.

Plusieurs éléments expliquent cette levée de boucliers quasi immédiate. En premier lieu, les slogans choisis par la marque ont été vécus comme une provocation à peine voilée. En suggérant qu'un collier d'IA pourrait se montrer plus fiable, plus constant ou plus loyal qu'un ami humain ou qu'un partenaire amoureux, Friend a touché un point de tension profond. Pour de nombreux observateurs, cette promesse relevait d'un cynisme assumé. Elle donnait le sentiment de capitaliser sur la solitude contemporaine et sur les fragilités affectives, en insinuant qu'une machine — précisément parce qu'elle ne doute pas, ne se lasse pas et ne disparaît pas — pourrait offrir une relation supérieure à celles fondées sur l'imprévu, le désaccord et la complexité émotionnelle. ***Rapidement, des critiques publiques et des tribunes ont émergé***, notamment dans des cercles religieux, philosophiques et éthiques. Plusieurs voix ont dénoncé une vision du monde dans laquelle des objets bardés d'algorithmes viendraient progressivement se substituer à l'amitié, à la famille choisie, aux communautés locales. Une inquiétude qui a trouvé un écho particulier dans les milieux LGBTQ+, où les réseaux de solidarité informels — amis, colocations, cercles militants, bars, associations — ont historiquement constitué des espaces vitaux face à l'isolement social et aux discriminations. L'idée qu'un objet connecté puisse prendre la place de ces liens humains a été perçue par certains comme une forme de déshumanisation douce, insidieuse, mais profondément structurante.

À ces critiques symboliques s'est ajoutée une inquiétude bien plus concrète : celle de la surveillance et de la vie privée. Le fait qu'un dispositif revendiqué comme « always listening » — littéralement toujours à l'écoute — soit présenté sous l'étiquette rassurante d'un « ami » a suscité de vives réactions parmi les spécialistes du numérique. ***Derrière le discours empathique, beaucoup ont rappelé une réalité technique difficilement contournable*** : un microphone actif en continu, relié à des serveurs distants, collectant des données contextuelles, des fragments de conversations, des habitudes de vie. Très vite, certaines affiches ont été taguées de mentions telles que « surveillance tool » ou « surveillance capitalism », accusant Friend de s'inscrire dans un modèle économique fondé sur l'exploitation des données personnelles, dissimulée derrière une rhétorique de bienveillance.

« Friend.com n'invente pas la solitude, il la rend visible »

Entretien avec Julien Moreau, sociologue français, spécialiste des usages numériques et des relations médiatisées par la technologie.

Noir et Blanc — Friend.com promet une forme d'« amitié idéale » via une intelligence artificielle portée autour du cou. Sociologiquement, que dit cette proposition de notre époque ?
Julien Moreau — Elle dit d'abord quelque chose de très simple, presque banal, mais profondément structurant : nous vivons dans une société saturée de signaux, de connexions et d'interactions, mais appauvrie en relations profondes. Nous échangeons sans cesse — messages, notes vocales, réactions, images — mais nous manquons de durée, de continuité, de présence réelle. Friend.com ne crée pas ce manque, il l'exploite. L'IA agit comme un révélateur, ou si l'on veut être plus précis, comme un pansement technologique posé sur une fracture sociale plus large : l'isolement urbain, la dislocation des trajectoires de vie, la disparition progressive des lieux de sociabilité informelle où le lien se construisait sans objectif ni rendement.

Noir et Blanc — Ce type de dispositif est-il réellement inédit dans l'histoire des technologies numériques ?
Julien Moreau — Pas entièrement. Nous avons déjà connu les assistants vocaux, les chatbots conversationnels, les applications de soutien émotionnel ou de méditation guidée. La nouveauté réside ailleurs : dans la promesse relationnelle explicite. Friend ne dit pas « je t'aide à faire mieux », mais « je suis là pour toi ». On ne parle plus d'un service, mais d'un rôle social simulé. C'est un glissement fondamental. Le fait de porter l'objet autour du cou est hautement symbolique : on l'intègre au corps, à l'intimité, au rythme biologique. Ce n'est plus une application que l'on ouvre, c'est une présence que l'on accepte.

Noir et Blanc — Peut-on néanmoins y voir des bénéfices réels ?
Julien Moreau — Il serait simpliste de rejeter ces dispositifs en bloc. Pour certaines personnes, ils peuvent jouer un rôle ponctuel, transitoire : rompre un sentiment de solitude aigu, aider à formuler une émotion difficile, accompagner une période de fragilité — deuil, rupture, expatriation, isolement social prolongé. Dans certains contextes — zones rurales, environnements familiaux hostiles, parcours marqués par l'exclusion — un espace numérique perçu comme neutre et sécurisant peut constituer une première zone de respiration. Le problème n'est pas l'existence de ces outils, mais leur place. Ils ne devraient être qu'un complément, jamais un substitut.

Noir et Blanc — Les risques semblent cependant nombreux.
Julien Moreau — Ils le sont, et ils sont structurels. Le premier risque est celui de la dépendance affective. Une IA est conçue pour être disponible, attentive, stable, peu conflictuelle. Elle ne se lasse pas, ne s'éloigne pas, ne remet pas fondamentalement en cause. Cette absence de friction peut devenir extrêmement confortable — et profondément problématique. On s'habitue à une interaction sans négociation émotionnelle. Or le lien humain se construit précisément dans l'inconfort, le désaccord, les silences, les maladresses. C'est ce qui lui donne sa densité et sa valeur.
Le second risque est celui de la captation de l'intime. Une IA « toujours à l'écoute » accumule des données sur les habitudes, les émotions, les routines quotidiennes, parfois même sur les fragilités psychologiques. Le discours mobilise le vocabulaire de l'amitié, mais le modèle économique reste celui d'une plateforme. Et une plateforme, par définition, vit de données.

Noir et Blanc — Vous utilisez souvent l'expression de « solitude augmentée ». Que recouvre-t-elle exactement ?
Julien Moreau — Elle désigne un paradoxe central. Ces technologies promettent de réduire la solitude, mais elles peuvent en réalité la transformer. Vous êtes moins seul au sens strict — il y a toujours une réponse, une interaction — mais vous êtes plus isolé socialement. Moins incité à appeler un ami, à provoquer une rencontre, à accepter l'imprévu relationnel. La rareté du lien humain est remplacée par une abondance artificielle, continue, mais pauvre en altérité.

Noir et Blanc — Que révèle ce succès potentiel du rapport des hommes à la solitude ?
Julien Moreau — Chez les hommes, la vulnérabilité émotionnelle reste largement taboue. Beaucoup ont appris à gérer seuls, à ne pas demander, à ne pas exposer leurs fragilités. Une IA devient alors un interlocuteur sans enjeu social : pas de regard, pas de honte, pas de risque de rejet. C'est séduisant, parce que cela ne coûte rien symboliquement. Mais cela révèle surtout un manque : celui d'espaces collectifs où la solitude masculine pourrait être dite, partagée, reconnue sans disqualification.

Noir et Blanc — Faut-il, selon vous, réguler ce type de technologies ?
Julien Moreau — Oui, sans ambiguïté. Pas pour interdire, mais pour encadrer. Transparence sur les données collectées, limitation des dispositifs intrusifs, information claire sur les mécanismes émotionnels mobilisés par les algorithmes. On ne peut pas laisser le marché définir seul ce que devient l'intimité humaine.

Noir et Blanc — En définitive, Friend.com est-il un symptôme ou un danger ?
Julien Moreau — Les deux. C'est le symptôme d'une société qui peine à fabriquer du lien durable, et un danger potentiel si l'on entretient l'illusion qu'une machine peut remplacer la complexité du lien humain.

Noir et Blanc — Pourquoi, selon vous, avons-nous besoin qu'on nous promette une amitié artificielle ?
Julien Moreau — Parce que nous vivons une contradiction permanente. Jamais les individus n'ont été aussi connectés, géolocalisés, notifiés, « matchés » — et jamais la solitude émotionnelle n'a semblé aussi diffuse. Derrière les écrans, les réseaux sociaux, les applications de rencontre et les vies urbaines compressées, beaucoup avancent avec une fatigue relationnelle profonde : trop de conversations superficielles, trop peu de présence réelle. L'IA-compagnon arrive exactement à cet endroit fragile. Elle promet une relation sans effort, sans rejet, sans silence gênant, sans abandon. Une amitié sans aspérité. Mais ce désir d'un « ami parfait » ne dit pas seulement quelque chose de la technologie. Il parle de nous. De notre difficulté collective à dégager du temps pour les autres, à maintenir des liens imparfaits, à accepter la vulnérabilité comme condition du lien. Chez les hommes cette fragilité est souvent dissimulée derrière l'humour, le travail, la performance sociale ou sexuelle. L'IA ne fait que révéler ce vide : celui d'espaces où l'on peut être écouté sans jouer un rôle.

Le danger serait de croire que la réponse est technologique. Elle est avant tout humaine et collective. Aucune machine ne remplacera une présence réelle, une conversation tardive, un silence partagé. Si Friend.com séduit, ce n'est pas parce qu'il invente quelque chose de radicalement nouveau, mais parce qu'il exploite un manque déjà là. L'urgence n'est donc pas de concevoir de meilleurs amis artificiels, mais de réapprendre à produire du lien réel — imparfait, parfois chaotique, mais vivant.

Le collier Friend arrive-t-il en France ?

Jusqu'à présent, si l'annonce du collier Friend et la polémique internationale qui l'accompagne avaient déjà alimenté plusieurs articles de presse spécialisés, aucune campagne publicitaire physique d'envergure n'avait réellement été observée sur le territoire français. Cette relative discrétion appartient désormais au passé. Depuis le début de l'année 2026, de nombreux panneaux aperçus dans l'espace public — et surtout massivement relayés sur les réseaux sociaux — témoignent d'une première offensive visuelle de la marque en France. Sur TikTok notamment, plusieurs utilisateurs appellent ouvertement à arracher ou détourner ces affiches, reproduisant un phénomène déjà observé à New York quelques mois plus tôt. Dans les commentaires, une comparaison revient en boucle : celle d'un « produit Black Mirror », symbole d'un futur anxiogène où la technologie s'invite dans les zones les plus intimes de la vie quotidienne.

Dans un entretien accordé à Fortune, Avi Schiffmann comparait son expérience avec l'IA Friend à une relation spirituelle : « ***La relation la plus proche que je puisse décrire en parlant à une IA comme celle-ci est honnêtement celle que j'entretiens avec Dieu… c'est une entité omniprésente à qui l'on parle sans jugement***. » Une déclaration qui, loin d'apaiser les critiques, a renforcé l'indignation. Pour beaucoup, cette analogie a cristallisé les peurs autour d'une sacralisation de la technologie, où l'IA serait présentée comme une présence quasi transcendante, capable de remplacer des repères humains, sociaux et symboliques.

Pourtant, du point de vue du CEO, la mécanique fonctionne. Toujours auprès de Cosmopolitan, il précisait à l'automne dernier : « La semaine dernière, grâce à la couverture médiatique, nous avons touché plus de 200 000 utilisateurs… je considère donc cela comme une réussite. » Autrement dit, chaque polémique devient une opportunité d'élargir la base d'utilisateurs, de tester la curiosité du public et d'ancrer Friend dans l'imaginaire collectif. Une logique froide, mais redoutablement efficace dans l'écosystème numérique contemporain.

En France, il reste difficile de mesurer l'impact réel de cette exposition. Mais une chose est déjà claire : l'accueil public s'est révélé largement critique. En janvier 2026, de nombreux messages publiés sur X témoignaient d'une méfiance marquée, oscillant entre inquiétude pour la vie privée, rejet symbolique de l'objet et fatigue face à l'omniprésence des technologies intrusives.

Parler d'« amitiés artificielles » serait une erreur si l'on n'y voyait qu'un gadget ou une lubie technophile de plus. Ce que révèlent ces dispositifs, ce n'est pas tant une superficialité des liens que leur reconfiguration. L'IA-compagnon ne remplace pas l'amitié humaine : elle en mime certaines fonctions — l'écoute, la disponibilité, la continuité — là où celles-ci viennent à manquer. Si ces relations troublent, c'est parce qu'elles mettent à nu une réalité inconfortable : notre difficulté croissante à offrir du temps, de l'attention et de la présence réelle les uns aux autres. L'artifice n'est pas toujours là où l'on croit ; il réside parfois davantage dans nos interactions humaines pressées que dans la constance algorithmique.

Ces amitiés artificielles ne sont donc pas nécessairement superficielles par essence. Elles peuvent être intenses, structurantes, parfois même rassurantes. Mais leur profondeur reste conditionnée à une asymétrie fondamentale : elles n'impliquent ni risque réel, ni altérité imprévisible, ni engagement réciproque. Or l'amitié humaine se nourrit précisément de ces zones d'incertitude, de désaccord et de vulnérabilité partagée. Là où l'IA apaise, elle peut aussi anesthésier ; là où elle soutient, elle peut détourner de l'effort relationnel.

Si l'amitié artificielle séduit, ce n'est pas parce qu'elle est trop superficielle, mais parce qu'elle arrive là où le lien humain se fragilise. La question reste alors ouverte — et profondément politique : voulons-nous perfectionner ces compagnons numériques, ou réapprendre à cultiver des relations humaines imparfaites, exigeantes, mais irremplaçables ?

LILIAN.A AIME LE TEA TIME

Photos : Amélie Bourges

Il y a ce moment précis de l'après-midi que je protège comme un secret. ***Quand la lumière devient plus douce, quand le monde semble ralentir un peu, je fais chauffer l'eau et je choisis mon thé comme on choisit une humeur***. Un Darjeeling léger quand j'ai envie d'air, un thé fumé quand je rêve d'ailleurs, une infusion florale quand je veux de la lenteur.

J'adore rester chez moi, seule. Contrairement à ce que certains imaginent, ce n'est ni de la fuite ni du repli. ***C'est une présence. Être seule me permet d'habiter pleinement mon corps, mes pensées, mes sensations***. Je savoure la chaleur de la tasse entre mes mains, le parfum qui s'élève doucement, la première gorgée qui glisse sur la langue.

Tout devient plus précis, plus intense. Le silence n'est pas vide, il est complice. Il m'enveloppe, il m'écoute. Et dans cette intimité, je me sens sensuelle. Pas au sens spectaculaire ou démonstratif. Sensuelle parce que je suis attentive à moi. À ***la texture du tissu sur ma peau, à la façon dont je m'étire sur le canapé, à la musique légère qui flotte parfois dans la pièce***. La sensualité, pour moi, c'est cette conscience fine de ce qui me traverse.

Ce n’est pas destiné à quelqu’un d’autre. C’est un dialogue intérieur, doux, presque secret. Je n’ai rien à jouer, rien à prouver. ***Le thé m’aide à cela***. Il m’ancre et m’ouvre à la fois. Chaque variété raconte une histoire, un ailleurs, une lenteur choisie.

Pendant quelques minutes, je ne suis plus pressée, plus sollicitée, plus attendue. Je suis là, simplement. ***Et c'est dans cet espace que ma féminité prend tout son sens***. Une féminité libre, tranquille, affranchie du regard extérieur. Être féminine, ce n'est pas répondre à une attente : c'est s'autoriser à ressentir, à aimer, à savourer.

Alors je reste chez moi, et j'adore ça. Je bois mon thé comme on savoure un instant précieux. ***Je me laisse être. Libre. Calme***. Sensuelle à ma manière. Et dans cette simplicité assumée, je trouve une forme de luxe rare : le droit d'exister exactement comme je suis, sans bruit, sans justification, avec une tasse chaude et le monde à distance respectueuse.

Parfois, je me lève et je traverse la pièce pieds nus, lentement, juste pour sentir le sol sous mes pas.

Je laisse mon corps bouger sans intention, sans chorégraphie, comme une respiration qui s'étire. ***Je regarde la vapeur s'échapper de la tasse***, je me surprends à sourire sans raison.

Ces gestes minuscules deviennent immenses quand personne ne les observe.

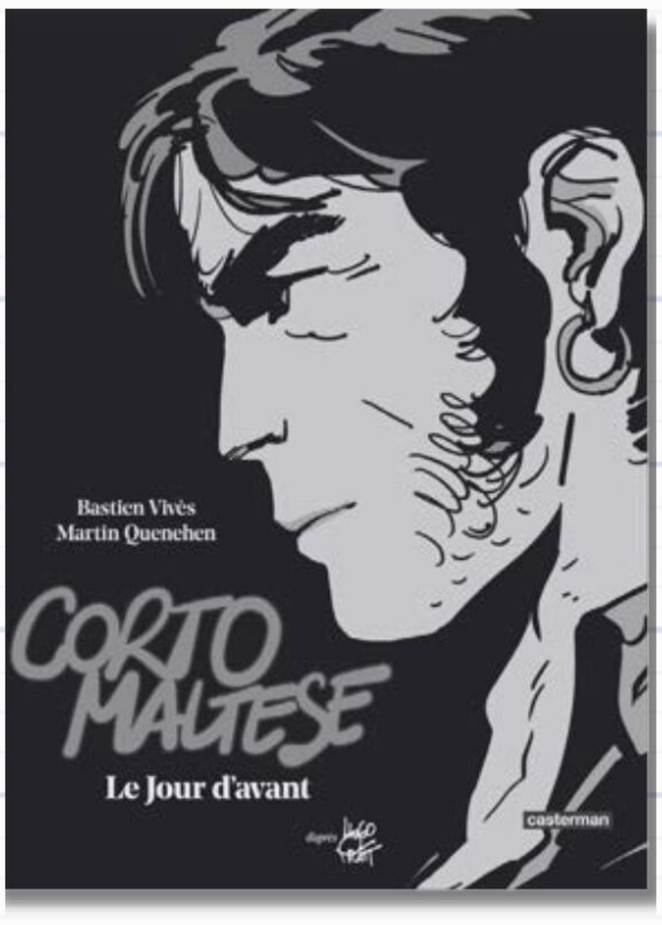
UNE BANDE DESSINÉE ABSOLUMENT EXTRAORDINAIRE À DÉCOUVRIR :

CORTO MALTESE
LE JOUR D'AVANT
ÉDITION LUXE

SCÉNARIO : HUGO PRATT, MARTIN QUENEHEN
DESSIN : BASTIEN VIVES

Retour dans le Pacifique pour Corto !

De passage à Sydney en 2022, Corto tente d'aider Marcus, son amie pirate, alors en pleine addiction narcotique. Et quoi de mieux pour le sortir de ce marasme qu'une nouvelle aventure ? Celle-ci leur est proposée par l'avocate d'un groupe d'eco-warriors dont l'une des membres a été arrêtée dans les îles Tuvalu, en plein océan Pacifique. D'origine chinoise, elle risque d'être remise aux autorités de son pays et a soufflé à son avocate le nom de Corto Maltese, comme son ultime chance de liberté... Avec Marcus aux commandes d'un hydravion en sale état, Corto et sa commanditaire s'envolent pour ces îles, premières victimes du déréglement climatique qui provoque la montée du niveau des mers.



AUX SUPERBES ÉDITIONS CASTERMAN
WWW.CASTERMAN.COM

SYDNEY, 2 MARS 2022

NOUVELLE VAGUE DE CHALEUR EN PLEIN AUTOMNE...

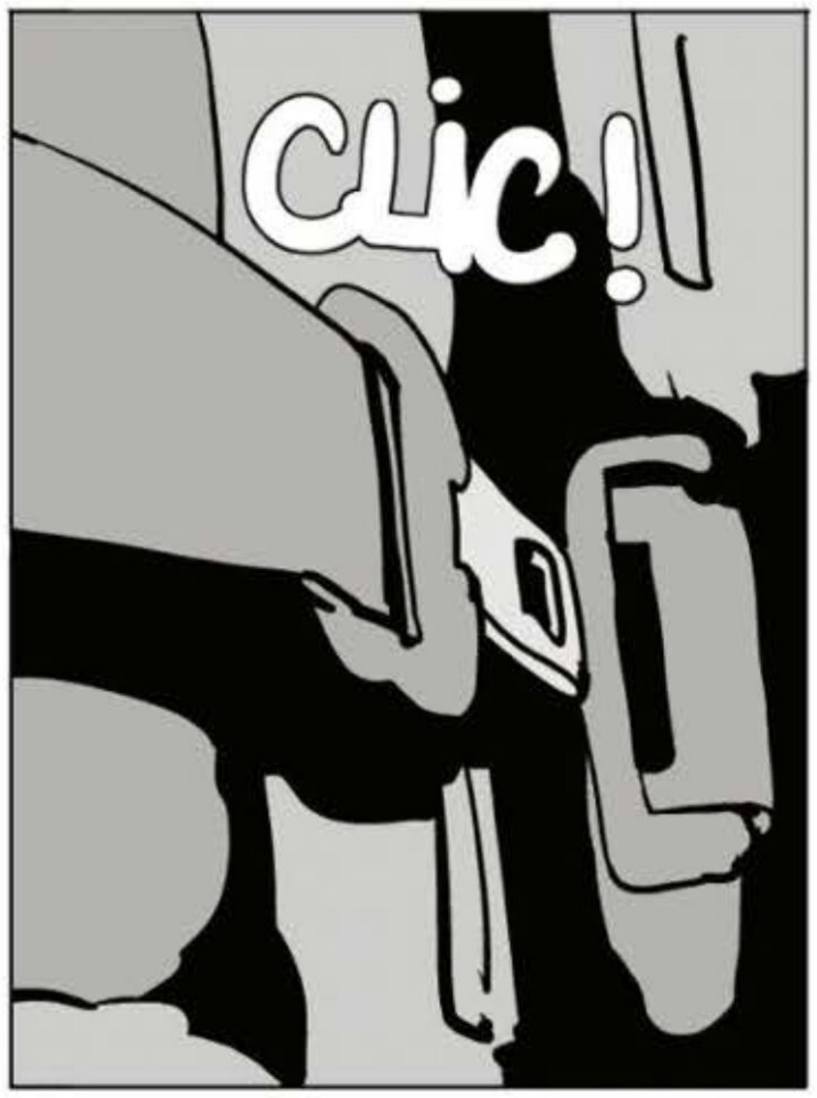
... DE BIEN MAUVAIS AUGURE POUR LA SAISON DES FEUX.

DANS LE QUEENSLAND, INONDATIONS APRÈS DE NOUVELLES PLUIES TORRENTIELLES.

CLAC

GZZZ...

C'EST QUOI CE...


كلك!

HONK.
HANK
HAK

CLIMAT EMERU
RÉVEILLEZ-VOUS, BANDE DE CONNARDS !

CLIMA BMCI
DEMAIN, IL SERA TROP TARD!
POL

HAWK
HAWK
CLAP CLAP!

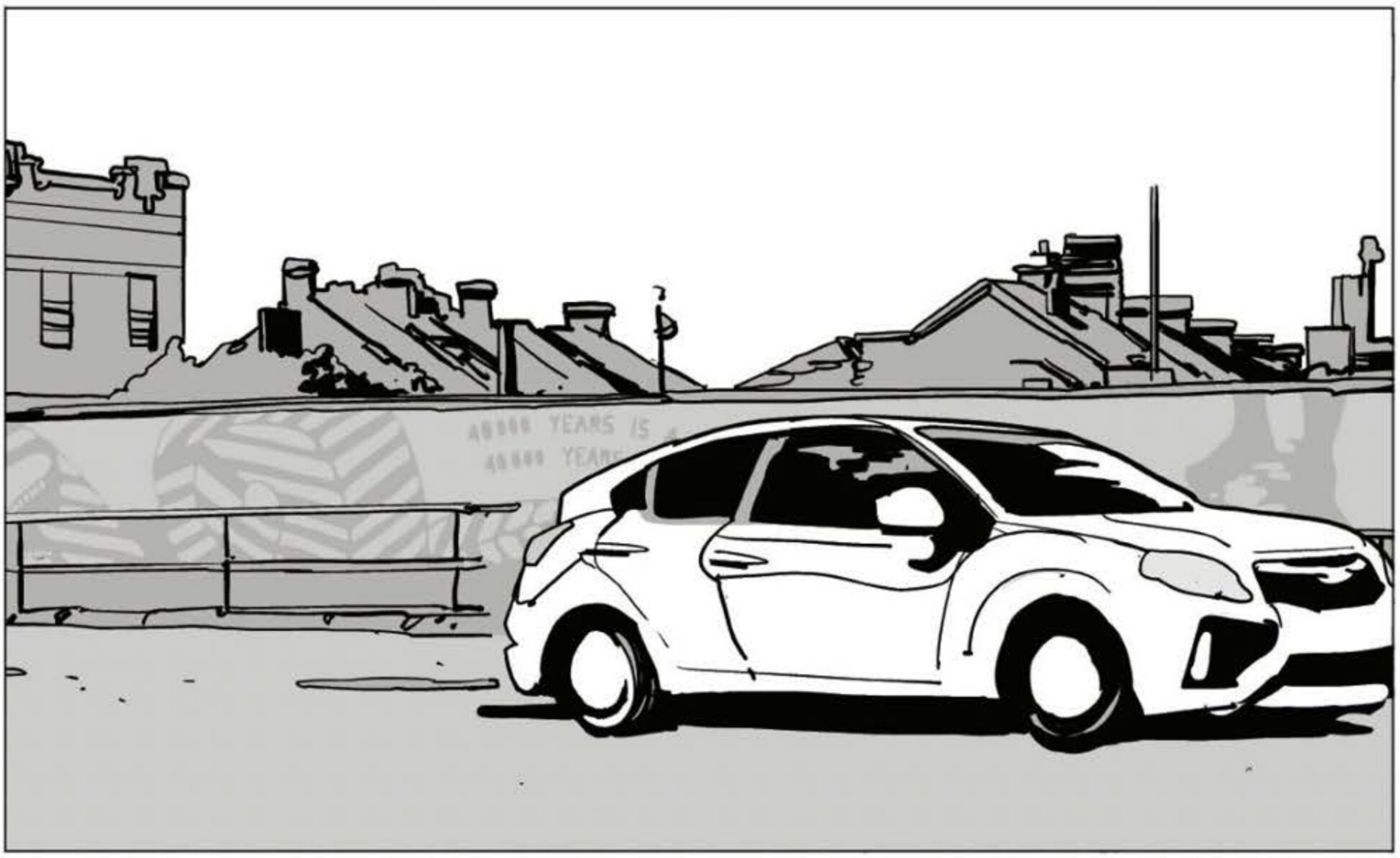
CLAC

VOUS ÊTES BIEN SUR SMOOTH FM AVEC LES SILVERCHAIR...

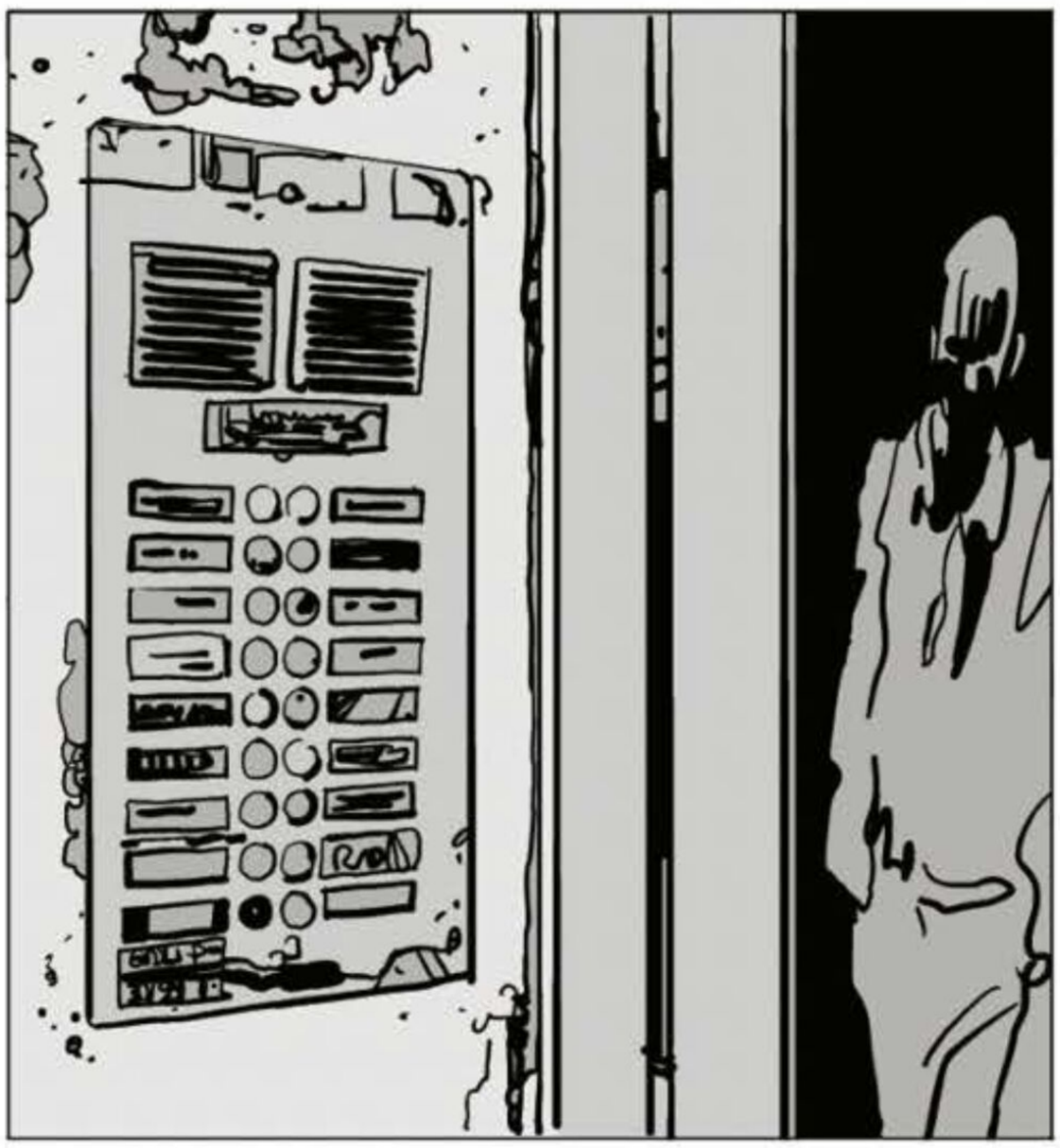
...YOU WAIT 'TIL TOMOOOORROW...

Airport
To M1 Wollengong
South Coast
CLEVELAND ST
Redfern
Blue Mtns

REDFERN, BIEN SÛR...



P. 75



TOC
TOC
SALUT, VIEUX...
BRAM!!!

POLLYANGYS

TOUTE EN INTIMITÉ

Photos : Amélie Bourges

Je crois que j'ai mis longtemps à comprendre que ma solitude n'était pas un manque, mais un espace. Un territoire à moi. ***Quand je ferme la porte derrière moi, quand le bruit du monde s'éteint, je ne me sens pas seule : je me retrouve***. Il y a quelque chose de profondément apaisant à n'avoir rien à prouver, personne à séduire, aucun rôle à jouer.

Juste mon corps, mon souffle, mes gestes. Je me regarde parfois dans le miroir sans chercher à corriger quoi que ce soit. Pas pour me juger, pas pour m'améliorer. Juste pour être là, entière, présente à moi-même.

J'aime ces moments où la musique commence doucement, où je laisse tomber les vêtements comme on enlève des couches inutiles.

Danser seule, c'est une conversation intime entre mon corps et mon esprit. Quand je suis topless, nue parfois, ce n'est ni une provocation ni une mise en scène : c'est une évidence. Ma peau respire, mes épaules se relâchent, mes hanches bougent sans consigne. ***Je ne danse pas pour être regardée, je danse pour sentir que je suis vivante***. Chaque mouvement devient une affirmation silencieuse : ce corps est le mien, il m'appartient, il n'a pas besoin d'autorisation.

On a voulu m'expliquer ce qui était convenable, ce qui était digne, ***ce qu'une femme "respectable" devait faire ou ne pas faire, même quand elle est seule***. Mais la morale des autres ne franchit pas mes murs.

Elle reste dehors, là où elle n'a jamais su me comprendre. ***Ma féminité ne se mesure pas à la discrétion ni à la retenue***. Elle est dans la liberté du geste, dans la douceur que je m'accorde, dans cette façon d'habiter mon corps sans le surveiller. Être féminine, pour moi, c'est me donner le droit d'exister pleinement, sans filtre ni justification.

Il y a une beauté particulière à être seule avec soi-même. Une beauté calme, profonde, presque sacrée. Je n'ai pas besoin d'un regard extérieur pour me sentir belle. Je le sais quand je ferme les yeux en dansant, quand je sens mes muscles travailler, quand la musique traverse ma poitrine. ***Je le sais quand je ris toute seule, quand je m'allonge sur le sol encore chaude de mouvement***. Ce sont ces instants-là qui me construisent, qui me rendent forte. Pas la validation, pas l'approbation.

Alors oui, j'aime mon intimité. J'aime ce refuge où ***je peux être nue sans être exposée, sensuelle*** sans être sexualisée, libre sans être jugée.

Ma féminité, je la vis comme je l'entends : parfois douce, parfois sauvage, parfois silencieuse. ***Et surtout, profondément mienne.***

C'est peut-être ça, au fond, s'assumer : se choisir, encore et encore, même quand personne ne regarde.

ENQUÊTE

RÉSISTANCE CITOYENNE

RÉSISTANCE CITOYENNE, LE CAS MINNEAPOLIS À LA LOUPE

À Minneapolis, la confrontation entre habitants et agents fédéraux de l'immigration ne relève plus seulement de l'épisode ponctuel ou de la bavure isolée. Elle s'inscrit dans une dynamique plus profonde, presque organique, où une partie de la population a choisi de faire corps avec son territoire pour en défendre l'intégrité humaine et symbolique. ***Face aux interventions répétées de l'ICE, perçues comme brutales***, opaques et déconnectées des réalités locales, une résistance citoyenne s'est mise en place — sans chefs, sans slogans préfabriqués, sans structure centrale. Une résistance horizontale, immédiate, née du voisinage et de l'instinct de protection.

Lorsque les véhicules noirs de la police fédérale s'immobilisent dans un quartier résidentiel, la scène se rejoue avec une régularité presque rituelle. Les habitants surgissent des porches, des trottoirs, des entrées d'immeubles. Les téléphones se lèvent avant les poings.

Filmer devient un réflexe civique, une manière d'exister dans l'espace public et d'en contester la confiscation. Très vite, les agents masqués et lourdement armés se retrouvent encerclés par une foule dense, bruyante, déterminée à rendre visible ce qui, habituellement, se déroule à huis clos. La colère n'est pas désorganisée : elle est sonore, collective. Sifflets, klaxons, cris hostiles saturent l'air glacé. Les injonctions adressées aux agents fédéraux — sommés de quitter les lieux, de « rentrer chez eux » — traduisent moins une haine qu'un refus net de l'ingérence. Ici, l'État fédéral apparaît comme une force étrangère, déployée contre une population qui ne se reconnaît plus dans ses méthodes ni dans ses priorités.

La violence, lorsqu'elle éclate, agit comme un révélateur. Un manifestant plaqué au sol, menotté dans la neige, devient immédiatement le point focal de la scène. La tension monte, l'espace se resserre, et la réponse des forces de l'ordre — gaz lacrymogènes, dispersion forcée — accentue encore le sentiment d'un affrontement asymétrique. Les corps suffoquent, certains vacillent, la neige se mêle aux vomissements. Ce qui se joue alors dépasse la simple obstruction d'un convoi : c'est une lutte pour le contrôle du récit, du territoire et de la légitimité.

Cette confrontation, presque archétypale, condense les fractures contemporaines des États-Unis. D'un côté, une puissance étatique militarisée, exigeant l'obéissance au nom de la loi. De l'autre, une population qui oppose à cette autorité une présence collective, une vigilance permanente et une exigence de justice immédiate. Minneapolis devient ainsi le théâtre d'un conflit qui n'est pas seulement politique, mais profondément civique : celui d'une société où la défiance envers les institutions se transforme en action directe, locale, incarnée.

Une chorégraphie urbaine et citoyenne

Derrière l'apparente rudesse des affrontements dans les rues de Minneapolis se dessine une réalité moins instinctive qu'il n'y paraît : une chorégraphie urbaine et citoyenne, élaborée, répétée et coordonnée dans les marges comme dans les réseaux invisibles de la ville. ***Ce qui peut ressembler, à première vue, à un soulèvement spontané contre la présence des agents fédéraux***, est en fait le produit d'une pratique structurée d'observation civile — une pratique qui dépasse de loin le registre de la protestation pour s'inscrire dans une tradition plus vaste de surveillance citoyenne stratégique.

“Ils marchent en patrouilles, de jour comme de nuit, restent connectés”…

Les sifflets identiques, les paroles scandées en échos, les tactiques d’approche calquées sur des modèles appris — toutes ces modalités ne sont pas simplement des signes immédiats de mobilisation, mais les traces d’une formation collective. Des milliers de résidents du Minnesota ont suivi, au cours de l’année, des sessions de préparation spécifiques pour devenir ce que l’on appelle des legal observers — des observateurs civiques entraînés à comprendre, analyser et documenter les pratiques policières dans l’espace public. Ces formations comportent des mises en situation longues et précises, où l’on répète des scénarios semblables à ceux qui se déroulent aujourd’hui dans les rues glacées de Minneapolis : approcher un convoi, filmer en condition de tension, coordonner ses mouvements avec d’autres par des applications chiffrées comme Signal.

De l’observation à la présence politique

Ce réseau d’observateurs n’est pas un simple groupe de militants de base : il s’appuie sur une couche de savoir-faire civique et technique acquise, pour beaucoup, dans le sillage des mobilisations massives de 2020 après le meurtre de George Floyd. Ce traumatisme a laissé derrière lui des structures informelles de solidarité et de vigilance qui se sont prolongées au-delà des manifestations, donnant naissance à des boucles de communication cryptées et à des pratiques de documentation collective qui perdurent aujourd’hui.

L’usage de ces outils — Signal, des cartographies collaboratives, des chaînes de veille — confère à ces groupes une dimension quasi paramétrée : ils ne se contentent plus de réagir. Ils anticipent, se positionnent, coordonnent leurs présences selon des signaux et des routines qui évoquent moins la spontanéité que la répétition structurée d’un savoir-faire appris. Dans ces réseaux, la capacité à filmer — à rendre des images traçables, datables, vérifiables — est perçue non seulement comme un moyen de preuve, mais comme un acte politique en soi.

Protéger plutôt que protester

Les acteurs de ce mouvement refusent le terme de manifestants. Dans leurs discours, ce ne sont pas des protestataires qui défient l’État par des banderoles ou des slogans creux, mais des protecteurs de leurs quartiers, de leurs voisins ou des principes qu’ils jugent fondamentaux — y compris des valeurs énoncées à l’article premier de la Constitution américaine. Cette distinction n’est pas triviale : elle révèle une reconfiguration des identités politiques locales, où la présence vigilante est pensée comme une forme de défense civique plutôt que comme une expression de rejet symbolique seul.

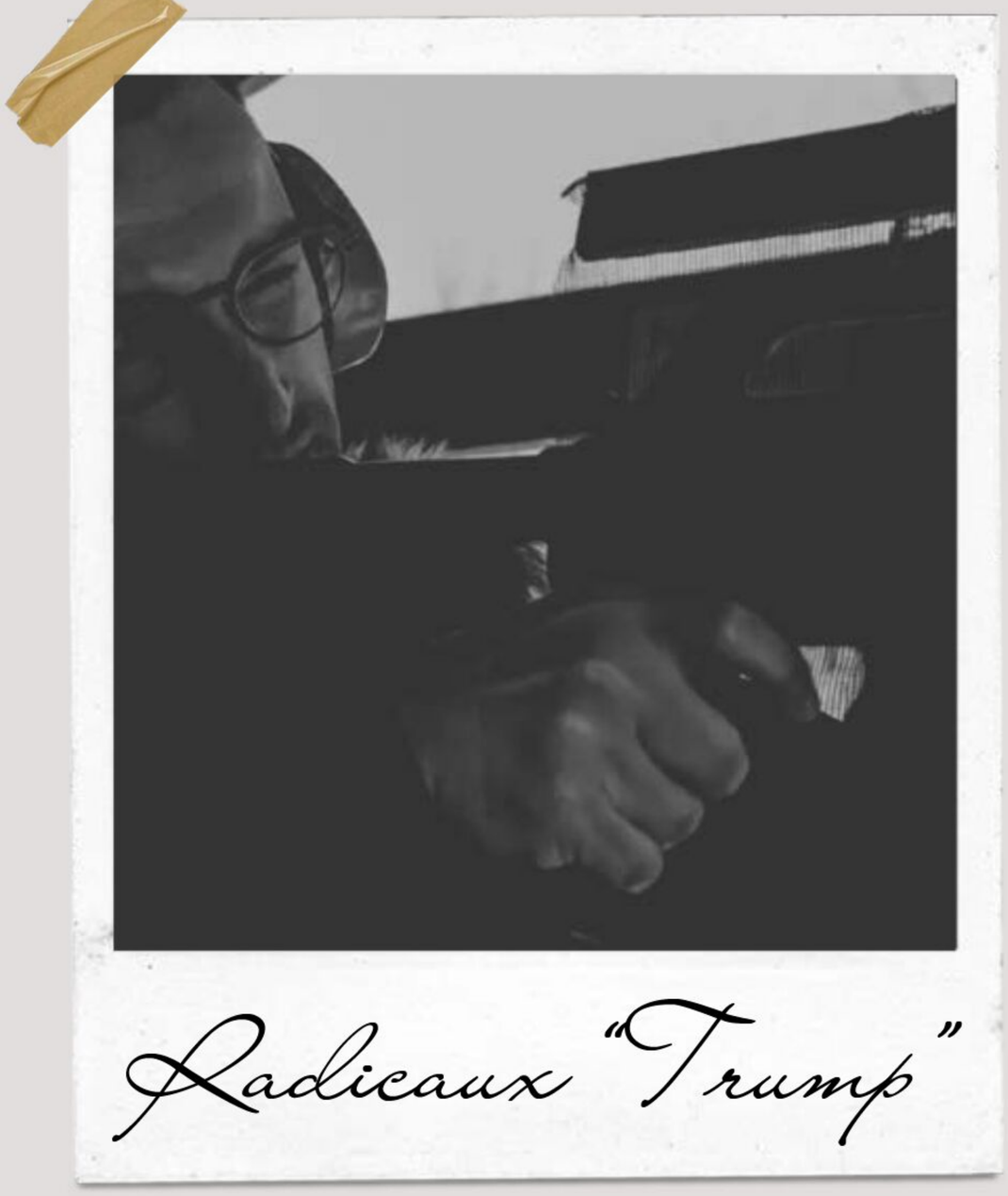
Sur le plan rhétorique, cette posture contredit frontalement les représentants de l’État fédéral. Certains commentateurs conservateurs, à l’instar du vice-président J. D. Vance, ont qualifié ces rassemblements de « chaos orchestré » par des militants d’extrême gauche en collusion avec les autorités locales. Cette lecture, bien qu’amplifiée dans certains cercles politiques, ne rend pas justice à la diversité sociologique des participants et à la dimension plus large de l’engagement civique tel qu’il se vit sur place.

Un mouvement au-delà des militants engagés

Ce qui distingue Minneapolis aujourd’hui n’est pas seulement l’intensité des confrontations, mais la pluralité des acteurs impliqués. Loin d’être limité à une avant-garde militante, le mouvement a endossé une forme d’ampleur inédite depuis la mort de Renée Nicole Good, une résidente de 37 ans tuée le 7 janvier par un agent de l’ICE alors qu’elle observait des opérations fédérales dans son quartier.

Mouvement de contestation **local** !

La mort de Good — dont la trajectoire, depuis la sortie de son domicile jusqu'au moment où elle a été abattue, est aujourd'hui documentée avec minutie — a agi comme un catalyseur. Elle n'a pas seulement ravivé des appels à l'action, elle a accru le nombre de citoyens souhaitant s'impliquer dans l'observation civique. Ce type de mobilisation dépasse les habituels cercles de militants : parents, enseignants, travailleurs communautaires, voisins sans allégeance politique claire s'y retrouvent, partageant une même volonté d'être présents face à ce qu'ils perçoivent comme une ingérence inacceptable dans leur vie quotidienne.



Radicaux "Trump"

Entre vigilance et confrontation

Loin d'être une foule désorganisée, cet ensemble d'observateurs agit selon une logique hybride, à mi-chemin entre la présence civile et la confrontation contrôlée. Ils marchent en patrouilles, de jour comme de nuit, restent connectés, échangent des informations en temps réel, et ajustent leurs tactiques en fonction des évolutions observées. Ce n'est pas seulement une réaction instinctive à la violence — c'est une stratégie réfléchie, fruit d'un apprentissage collectif.

Ice out !

Répression !

Dans ce contexte, filmer ne se confond pas avec protester : c'est un acte de documentation poussée, souvent utilisé comme source d'archives, comme preuve, comme levier narratif pour contraindre les autorités à rendre des comptes. Cette pratique s'inscrit dans une vision élargie de la citoyenneté : une citoyenneté qui ne se contente plus d'être représentée, mais qui s'exerce directement sur le terrain de l'image, de l'attention et de la présence active.

Révoltes en échos : de la place Tahrir à Minneapolis

Il est frappant, pour qui a observé des soulèvements urbains d'une certaine intensité — du Caire à Tunis, de la place Tahrir au "printemps arabe" de 2011 — de ressentir une résonance structurelle quand on se tient aujourd'hui dans les rues enneigées de Minneapolis. Cette analogie n'a rien d'anecdote touristique ; elle parle d'une dynamique commune : des segments de population sortent des foyers, brisent la routine de l'espace urbain et viennent occuper, par leur corps et leur voix, des scènes de pouvoir qu'ils ne reconnaissent plus. Dans chaque cas, l'affrontement avec les forces de l'ordre devient le révélateur d'une fracture plus profonde : un consentement politique qui se délite et une population qui invente de nouveaux modes de présence collective.

À Minneapolis, la confrontation n'a pas commencé par des slogans homogènes ou des banderoles programmatiques, mais par des citoyens ordinaires qui ne se reconnaissaient pas dans une seule identité politique classique : parents, enseignants, retraités, religieux, voisins préoccupés par la présence fédérale, tous ont convergé. Ils ne se disent pas activement "progressistes" selon les catégories médiatiques souvent utilisées, mais défenseurs d'un ordre civique et constitutionnel qu'ils estiment violé lorsque des agents fédéraux de l'ICE patrouillent et interviennent dans leurs quartiers sans transparence ni consensus local.

Cette diversité est précisément ce qui fait écho aux grandes mobilisations citoyennes du début de la décennie 2010, où des populations hétérogènes se retrouvaient non pas autour d'un programme politique précis mais autour d'un sentiment partagé d'injustice et d'illégitimité du pouvoir établi.

Cette dynamique ne se limite pas aux images spectaculaires. Le nombre croissant de citoyens formés comme observateurs civiques atteste d'un mouvement long, réfléchi et organisé, et non d'une simple flambée spontanée. Ces formations, souvent dispensées par des groupes communautaires en lien avec des réseaux nationaux, enseignent des tactiques de documentation, de coordination et de présence non violente dans l'espace public. La politique devient alors une pratique du regard, et la rue un territoire de savoir-faire civique, pas uniquement de contestation émotionnelle.

Cette comparaison avec le "printemps arabe" met aussi en lumière une autre vérité : les mouvements de contestation ne naissent jamais de rien. Ils s'enracinent dans des antécédents sociaux, économiques et culturels. À Minneapolis, l'endossement de ce rôle citoyen collectif s'inscrit dans la mémoire encore vive des protestations massives de 2020 contre la brutalité policière, qui avaient déjà subverti l'idée selon laquelle certaines communautés n'auraient pas voix au chapitre. L'explosion actuelle est partiellement une réactivation de cette mémoire politique, transformée par de nouvelles circonstances et de nouveaux acteurs qui ne se reconnaissent plus dans l'exercice traditionnel de la représentation démocratique.

Former la vigilance : l'apprentissage de la résistance ordinaire

Depuis plus d'un an, un bâtiment anonyme du sud de Minneapolis — un immeuble de briques de trois étages, sans signe distinctif — est devenu l'un des nœuds discrets de la mobilisation citoyenne locale. Son adresse n'est volontairement pas rendue publique.

Cette précaution dit déjà beaucoup : la résistance qui s'y organise ne cherche ni la visibilité immédiate ni la spectacularisation, mais la continuité, la transmission et la protection. À l'intérieur, une association dispense des formations destinées à celles et ceux qui estiment nécessaire de se prémunir contre ce qu'ils perçoivent comme un usage abusif de l'autorité fédérale.

Ces sessions ne relèvent pas du militantisme traditionnel. Elles s'apparentent davantage à une pédagogie de la vigilance, où l'on apprend à lire les signes du pouvoir, à anticiper ses modes d'intervention et à s'y confronter sans basculer dans la violence. Lors de ces formations, des intervenants comme Emilia González Avalos — militante syndicale aguerrie — exposent les outils technologiques utilisés par les agents de l'ICE, notamment les dispositifs de reconnaissance faciale et de surveillance numérique. Le message est sans détour : la généralisation de ces technologies place l'ensemble des citoyens dans un champ de visibilité permanente, redéfinissant les rapports entre espace public, contrôle et liberté individuelle. Derrière les prises de parole, des écrans projettent des consignes précises : comment documenter une intervention, quelles distances respecter, quels angles privilégier, comment transformer une scène chaotique en archive exploitable.

L'ampleur de cette entreprise de formation est notable. Selon les organisateurs, environ 65 000 personnes auraient déjà suivi ces sessions, la majorité depuis les dernières semaines, signe d'une accélération brutale du sentiment d'urgence. Le dispositif repose sur une alternance entre enseignement théorique et mises en situation concrètes, organisées en petits groupes. Dans ces ateliers, les participants sont confrontés à des scénarios réalistes, incarnés par des formateurs jouant le rôle d'agents fédéraux. L'objectif n'est pas de glorifier l'affrontement, mais d'en désamorcer la sidération.

Les profils présents dans ces salles témoignent d'une diversité rarement observée dans les cercles militants classiques : adolescents, adultes actifs, retraités. Certains découvrent à cette occasion des gestes qu'ils n'auraient jamais imaginé apprendre — comment se positionner physiquement pour ne pas être déséquilibré, comment rester ancré face à une tentative de dispersion, comment maintenir une posture ferme sans agressivité verbale. Pour beaucoup, l'exercice est déstabilisant. Il met à l'épreuve des dispositions personnelles — le rapport au conflit, à l'autorité, à la peur — que la vie quotidienne n'oblige généralement pas à interroger.

Les simulations proposées couvrent un spectre large de situations : intervention de l'ICE au domicile d'un voisin, contrôle dans un espace semi-public, manifestation dans un aéroport servant de point de départ aux expulsions.

Ces scénarios ne sont pas abstraits. Ils correspondent à des configurations déjà observées ou anticipées. Lorsque, quelques jours plus tard, plusieurs dizaines de membres d'institutions religieuses sont effectivement arrêtés lors d'une action collective à l'aéroport international de Minneapolis–Saint Paul, la frontière entre l'exercice et la réalité s'efface brutalement. La formation apparaît alors non comme une radicalisation, mais comme une préparation à l'inévitable.

Ce qui frappe, enfin, dans les témoignages recueillis auprès des participants, c'est l'absence de posture héroïque. Beaucoup se définissent explicitement comme étrangers au monde de la contestation. Certains confessent leur malaise face à toute forme de confrontation.

Pourtant, ils sont là. Non par goût du conflit, mais par sentiment de responsabilité. Ils parlent de nécessité, de protection, parfois de fatigue morale. La présence de mineurs aux côtés de leurs parents souligne une autre dimension de cette mobilisation : elle n'est pas tournée vers la conquête du pouvoir, mais vers la transmission d'un savoir civique minimal, destiné à faire face à ce que beaucoup perçoivent comme une dégradation accélérée des garanties démocratiques.
Dans ce cadre, la formation devient un acte politique en soi. Elle marque le passage d'une citoyenneté déléguée — confiante dans ses institutions — à une citoyenneté entraînée, consciente que la défense des droits ne se joue plus uniquement dans les urnes ou les tribunaux, mais aussi dans la capacité à tenir sa place, physiquement et collectivement, face à l'État lorsqu'il se manifeste sous sa forme la plus coercitive.

Un mouvement horizontal, local et sans centre

Les associations qui assurent les formations à l'observation civique ne dirigent ni ne coordonnent les mobilisations contre l'ICE dans la région de Minneapolis. Elles en constituent plutôt l'infrastructure latente. La résistance qui s'est développée dans la ville ne relève pas d'un mouvement classique, identifiable par des leaders, des mots d'ordre ou un calendrier. Elle fonctionne selon une logique horizontale, sans hiérarchie formelle, à la fois spontanée dans ses déclenchements et profondément ancrée dans l'échelle du quartier.

Les habitants qui suivent les déplacements des convois fédéraux ne se rassemblent pas dans des organisations centralisées, mais dans des réseaux hyper-locaux, structurés autour d'applications chiffrées comme Signal. Chaque quartier dispose de ses propres boucles, de ses référents informels, de ses routines. La coordination se fait en temps réel, par l'échange de messages vocaux ou écrits signalant une localisation, un changement d'itinéraire, une intervention imminente. L'ensemble compose une cartographie mouvante de la vigilance urbaine.

Ce mode de fonctionnement évoque moins un mouvement politique qu'un système nerveux collectif. À l'image des communications radio des forces de l'ordre, les informations circulent sans centre apparent, produisant une impression de synchronisation permanente. La comparaison n'est pas fortuite : la surveillance exercée par l'État trouve ici son miroir inversé dans une surveillance citoyenne, distribuée, réactive, sans uniforme ni autorité visible.

Cette présence diffuse est perceptible dans l'espace quotidien de la ville. À Minneapolis, il suffit de parcourir les rues pour constater que la mobilisation ne se limite pas aux moments spectaculaires de confrontation. Elle se manifeste dans des gestes discrets, répétés, presque banals. Devant certaines écoles primaires, des habitants assurent des tours de garde dès l'aube, sifflet autour du cou, téléphone chargé, thermos à la main. Ils ne brandissent aucune pancarte. Ils observent.

Ces vigies improvisées se relaient, échangent des informations, apportent du café, partagent les dernières alertes. Leur motivation est rarement idéologique au sens strict. Elle tient à des réalités concrètes : un conjoint sans papiers, des enfants scolarisés, un voisin menacé. Beaucoup préfèrent rester anonymes. Leur engagement repose sur une éthique de la protection, plus que sur un désir d'affrontement. Ils se définissent rarement comme militants. Ils parlent de responsabilité, de solidarité, parfois simplement de bon sens. Cette forme d'auto-organisation trouve ses racines dans une mémoire récente. Après la mort de George Floyd, au printemps 2020, Minneapolis a connu une période de vacance partielle de l'autorité policière locale.

Dans certains quartiers, la défiance envers les forces de l'ordre était telle que celles-ci ne circulaient plus. Parallèlement, les rues étaient traversées par des pillages, des provocations et des violences opportunistes. De nombreux habitants avaient alors commencé à patrouiller pour protéger leurs immeubles, leurs commerces, leurs voisins. Ce savoir-faire informel — faire des rondes, surveiller, alerter — n'a pas disparu. Il s'est transformé.

Les écoles comme ligne de fracture

Depuis l'an dernier, les établissements scolaires sont devenus l'un des points les plus sensibles de cette mobilisation. Dans plusieurs écoles accueillant une forte proportion d'enfants issus de l'immigration, les directions ont anticipé le risque d'interventions fédérales. Les consignes ont été transmises directement aux familles, souvent par téléphone ou lors de rencontres en personne, par crainte que les communications électroniques soient surveillées.

La précaution n'est pas théorique : la présence de véhicules de l'ICE autour de certains établissements avait déjà été signalée à l'automne.

Lorsque des agents fédéraux sont intervenus à proximité immédiate d'une école, la situation a basculé. Les élèves ont été confinés à l'intérieur. Les rideaux tirés. À l'extérieur, des parents se sont spontanément rassemblés pour former une chaîne humaine devant l'entrée, cherchant à matérialiser une frontière symbolique entre l'institution scolaire et la violence de l'intervention policière.

La scène, d'une intensité rare, a laissé des traces durables. Des enfants ont vu leur domicile perquisitionné sous leurs yeux. Certains ont reconnu leur propre maison. L'expérience, brutale, a fait éclater la fiction selon laquelle l'école constituerait un sanctuaire protégé des conflits politiques.

Pour les enseignants, le choc est profond. Beaucoup exercent depuis des décennies et ont connu d'autres formes de menaces : violences armées, confinements liés aux fusillades, exercices de sécurité répétés.

Mais l'idée de devoir protéger des élèves non pas d'un danger extérieur ou criminel, mais de l'action directe du gouvernement fédéral, marque un seuil inédit. Elle transforme le rôle éducatif en rôle de bouclier civique, assignant à l'école une fonction politique qu'elle n'avait jamais revendiquée.

Les enfants comme seuil moral

Dans la région de Minneapolis, les enfants constituent une ligne de fracture morale décisive. Non seulement les enfants issus de l'immigration, exposés à l'arrestation ou à l'expulsion de leurs parents — voire à leur propre éloignement — mais l'ensemble des enfants qui fréquentent écoles et garderies. Leur simple présence transforme la perception des interventions fédérales : ce qui pouvait encore être toléré à distance devient, à hauteur d'enfant, insoutenable.

Ce basculement est perceptible chez des profils qui n'avaient jusque-là jamais envisagé l'engagement public. Des couples âgés, installés dans des quartiers résidentiels sans histoire, ont découvert que leurs routines paisibles pouvaient soudain être traversées par la violence d'une interpellation. La perspective qu'un enfant — en particulier un enfant proche, une petite-fille, un élève — puisse être témoin d'une arrestation brutale suffit à déplacer les lignes. Pour eux, la violence politique cesse d'être abstraite : elle devient une expérience potentiellement formatrice, au sens le plus inquiétant du terme. Les images, les cris, les corps plaqués au sol laissent des traces durables, bien différentes de celles que peut absorber un adulte.

La mort comme révélateur collectif

Ce sont précisément ces personnes qui refusent le plus fermement l'étiquette de militants. Elles se définissent autrement : comme humanistes, parfois comme croyants, souvent comme citoyens attachés à un socle de valeurs qu'elles estiment trahi. La colère qu'elles expriment n'est pas idéologique mais morale. Elle s'enracine dans la conviction que certaines pratiques étatiques franchissent une limite incompatible avec leur conception de la dignité humaine. Pour certains, cette prise de conscience a été immédiate, déclenchée par un événement précis — la mort de Renee Good — qui a cristallisé une inquiétude diffuse en certitude éthique. À partir de là, l'engagement prend des formes concrètes : se former à l'observation civique, apporter de l'aide matérielle à des familles menacées, être présent.

Onze jours après la mort de Renee Good, son visage était omniprésent dans Minneapolis. Affiché sur des murs, des vitrines, des panneaux improvisés, il prenait une dimension quasi iconique. Cette visibilité n'était pas seulement un hommage ; elle fonctionnait comme un rappel constant d'un point de non-retour. Pour beaucoup, cet événement a joué le rôle d'un électrochoc moral, forçant une relecture brutale de ce qui était encore acceptable dans l'exercice du pouvoir.

Chez certains, cette bascule s'est opérée à travers des images apparemment secondaires, presque anecdotiques, mais d'une violence symbolique extrême. Un geste de dérision, un rire déplacé, une rose arrachée à un autel improvisé. Ce type de scène agit comme un concentré de sens : il révèle moins une cruauté individuelle qu'un rapport désinvolte à la mort, à la mémoire, à la souffrance d'autrui. C'est souvent là que la distance se rompt. Là que l'indignation cesse d'être théorique.

Pour ceux qui en ont été témoins, ces moments ont fonctionné comme une révélation intime. Non pas une conversion politique au sens strict, mais la certitude que le seuil du supportable avait été franchi. Cette expérience est fréquemment décrite comme un moment de sidération suivi d'un passage à l'acte immédiat : quitter son domicile, se rendre sur place, interpeller, crier, exiger une réponse humaine là où l'on ne perçoit plus qu'une mécanique administrative déshumanisée. À partir de ce point, l'engagement se stabilise. Il ne prend pas la forme d'un militantisme structuré, mais celle d'une présence régulière, presque ritualisée.

Certains habitants se rendent quotidiennement devant les bâtiments fédéraux, apportent du café, soutiennent ceux qui tiennent des pancartes, partagent des silences autant que des slogans. Le corps s'use — la voix s'éraille sous l'effet des gaz lacrymogènes, le froid mord — mais la présence persiste.

Ce qui se joue ici n'est pas une stratégie de conquête politique. C'est une réponse morale à ce qui est perçu comme une défaillance fondamentale de l'humanité dans l'action publique. Les parallèles établis par certains avec d'autres soulèvements — de la place Tahrir aux grandes mobilisations du début des années 2010 — ne relèvent pas de l'exagération historique. Ils traduisent une même expérience : celle d'un seuil franchi, au-delà duquel des individus ordinaires cessent d'accepter l'ordre existant, non par idéologie, mais par fidélité à une idée minimale de la dignité humaine.

À Minneapolis, cette fidélité s'exprime dans des gestes simples et répétés. Elle transforme des voisins en vigies, des grands-parents en observateurs civiques, des artistes ou des enseignants en présences obstinées face à des institutions perçues comme sourdes. Une politique sans programme, mais avec une exigence : que l'humanité ne soit pas reléguée au rang de variable secondaire. La peur comme fait économique

À Minneapolis, la répression ne se contente pas de produire de la sidération politique ou morale. Elle génère un effet plus diffus, mais tout aussi structurant : une économie de la peur. Les récits de familles dissimulant leurs proches, parfois leurs propres enfants, circulent désormais comme des anecdotes ordinaires. Ils ne provoquent plus l'étonnement, mais une forme de résignation inquiète. Se cacher, s'absenter, disparaître temporairement de l'espace public devient une stratégie de survie.

Cette peur est visible dans la ville elle-même. Certains quartiers semblent s'être vidés de leurs habitants les plus exposés. Les corps noirs et latinos, autrefois omniprésents dans certaines artères, se font rares. Non parce que ces populations auraient disparu, mais parce qu'elles se sont retirées. La rue, espace de sociabilité et de travail, se transforme en zone de risque. L'invisibilisation devient une réponse rationnelle à une menace perçue comme arbitraire.

Quand l'économie se met à l'arrêt

Le cas du Karmel Mall, centre commercial emblématique fréquenté par des dizaines de milliers de membres de la diaspora est-africaine du Minnesota, illustre cette paralysie. Habituellement saturé de voix, d'odeurs, de circulations incessantes, le lieu s'est retrouvé plongé dans un calme inhabituel. Les stands fermés se succèdent, les allées résonnent du vide. L'économie communautaire, fondée sur la densité humaine et la confiance, s'y trouve brutalement suspendue.

Les quelques commerces restés ouverts fonctionnent en mode dégradé, souvent relégués aux marges du bâtiment, comme si la discrétion elle-même devenait une valeur économique. Derrière les comptoirs, les discours convergent : la peur a remplacé l'activité. La précarité ne provient pas uniquement des pertes financières, mais de l'arrêt de structures entières — centres communautaires, associations, services sociaux — qui assuraient jusque-là un minimum de stabilité.

La dissidence des Églises

À Minneapolis, la résistance à l'ICE ne s'exprime pas uniquement dans les réseaux militants ou les collectifs citoyens. Elle traverse aussi un autre espace, plus ancien, plus silencieux, mais historiquement décisif : celui des institutions religieuses. Les réfugiés somaliens installés dans la région depuis le début des années 1990 y avaient trouvé, à leur arrivée, un réseau d'accueil structuré, porté notamment par les Églises luthérienne et catholique. Ces mêmes institutions se retrouvent aujourd'hui en première ligne face aux opérations fédérales, non par stratégie politique, mais par continuité morale.

Certaines figures religieuses locales ont progressivement glissé d'un rôle pastoral à une présence active sur le terrain. Leur engagement se nourrit moins d'un goût pour la confrontation que d'une saturation morale. Être témoin, jour après jour, d'arrestations violentes, de dispersions brutales et de morts survenues dans l'espace public finit par rendre impossible toute posture de retrait.

Les arrestations de responsables religieux lors de manifestations pacifiques — notamment dans des lieux hautement symboliques comme l'aéroport — ont marqué un tournant. Elles ont rendu visible une fracture jusqu'alors latente : celle qui oppose une autorité invoquant la loi et la sécurité à des communautés qui invoquent la conscience, l'humanité et la responsabilité spirituelle. Pour ces acteurs religieux, le plus insupportable n'est pas seulement la violence elle-même, mais le discours qui l'accompagne : l'idée que cette brutalité serait exercée au nom de la liberté.

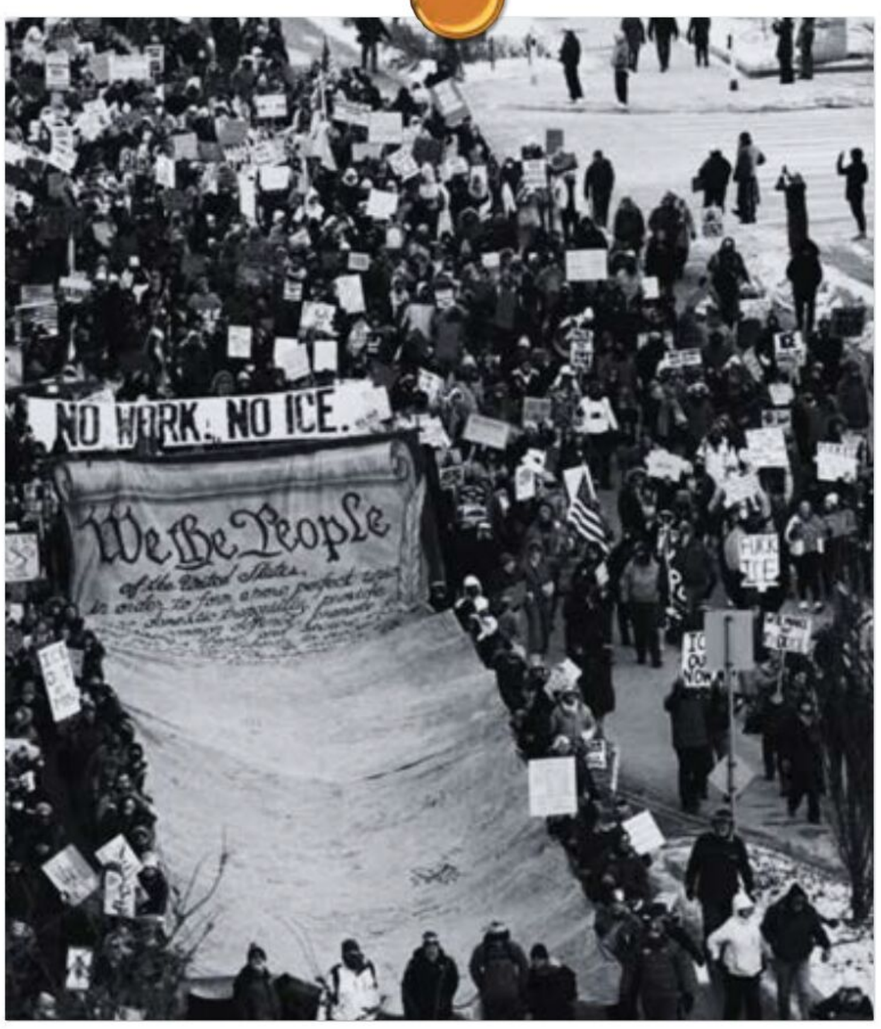
Minneapolis, ou la fatigue démocratique à ciel ouvert

Ce qui se joue aujourd'hui à Minneapolis dépasse largement la question des opérations de l'ICE, des politiques migratoires ou même de la brutalité policière. La ville fonctionne comme un révélateur, presque un sismographe, des tensions qui traversent les démocraties occidentales lorsqu'elles entrent dans une phase de fatigue avancée. Fatigue des institutions, fatigue du langage politique, fatigue du contrat implicite entre gouvernants et gouvernés.

À Minneapolis, la résistance ne prend pas la forme attendue d'un mouvement idéologique structuré. Elle est fragmentée, locale, souvent réticente à se nommer elle-même comme politique. Elle s'exprime dans la vigilance des voisins, la présence silencieuse devant les écoles, l'engagement tardif de retraités, l'irruption de communautés religieuses hors de leurs espaces habituels. Autant de signes d'une citoyenneté de substitution, qui émerge lorsque la confiance dans les mécanismes traditionnels de protection s'effondre.

Cette résistance n'est ni héroïque ni romantique. Elle est inquiète, parfois maladroite, souvent épuisée. Elle ne cherche pas à renverser un régime mais à endiguer une dérive — à empêcher que l'exercice du pouvoir ne devienne totalement indifférent aux corps qu'il affecte. Le recours massif à la formation, à l'observation, à la documentation traduit une transformation profonde du rapport au politique : la démocratie n'est plus seulement une affaire de représentation, mais de présence, de regard, de tenue du terrain. Le basculement moral opère précisément là où l'État perd sa capacité à se justifier symboliquement. Les enfants, les écoles, les lieux de soin, les espaces religieux deviennent des lignes rouges. Lorsqu'elles sont franchies, l'argument de la loi ne suffit plus. La légitimité cesse d'être juridique pour redevenir éthique. Ce déplacement est central : il explique pourquoi des acteurs a priori éloignés de toute contestation — enseignants, pasteurs, grands-parents, commerçants — entrent à leur tour dans le champ de la résistance.

La crise est aussi économique, mais au sens le plus concret : la peur raréfie les corps, assèche les échanges, fige les quartiers. Une ville peut continuer à fonctionner tout en étant intérieurement amputée. ***Ce retrait silencieux est peut-être l'effet le plus durable de la répression : une société qui apprend à se cacher, à se taire, à se rendre invisible***. Enfin, Minneapolis rappelle une vérité que les démocraties préfèrent oublier : la stabilité n'est jamais acquise, elle repose sur une adhésion fragile, renouvelée chaque jour.



Lorsque cette adhésion se fissure, ce ne sont pas toujours les militants qui se lèvent les premiers, mais ceux qui estiment que quelque chose d'essentiel — l'humanité minimale, la décence publique, la protection des plus vulnérables — est en train de disparaître.

Minneapolis n'est ni un modèle ni une exception. Elle est un miroir. Un miroir inconfortable, tendu à des sociétés qui continuent de se dire libres tout en tolérant des formes de violence administrative de plus en plus décomplexées. La question que pose cette ville n'est pas seulement américaine. Elle est universelle, et profondément contemporaine : jusqu'où une démocratie peut-elle aller sans cesser de se reconnaître elle-même ?

NOIR ET BLANC

LA VIE EN NUANCES !

PLUS QU'UN

Simple magazine

UNE VISION CULTURELLE

Pourquoi la Photographie ?

Regarder à travers un objectif incite à voir le monde d’un autre œil, à l’affut de lieux ou de gens à photographier. Par ailleurs, les objets oubliés, parce que vous ne les considérez plus, auront un attrait renouvelé et deviendront des sujets de prédilection pour votre passetemps. Que vous soyez novice ou avancé, votre attention est toujours sollicitée. Que vous soyez à l’affut de forme ou de ligne, d’une lumière à capturer, ou d’un sujet à mettre en valeur, vous déployez une concentration soutenue, stimulant ainsi votre niveau de perception visuel.

Noir & Blanc

vous dit merci !